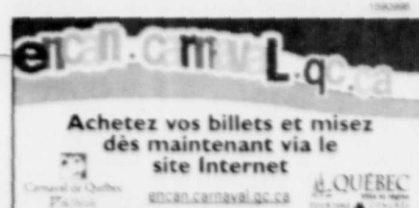


* Le taux annuel du coût d'emprunt sur le terme du prêt (TAC) sera généralement égal au taux d'intérêt indiqué. Le TAC est basé sur un prêt type qui constitue une représentation fidèle de l'ensemble des prêts offerts. Cependant, dans certaines circonstances, certains frais pourraient s'ajouter au taux d'intérêt qui auraient pour effet d'augmenter le TAC. Cette offre d'une durée limitée est sujette à changement sans préavis et ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Les prêts sont sous réserve d'approbation du crédit. Certaines conditions s'appliquent.

www.climoilou.ac.ca

LA CAPITALE



Selon les deux intervenantes, des filles cultivent même le fantasme de rencontrer l'homme de leur vie parmi les clients. Le syndrome du film « Pretty Woman », quoi.

Prostitution masculine: du mythe à la réalité

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Méconnue et sournoise, la prostitution masculine à Québec est tout aussi répandue que la prostitution féminine, selon le Projet intervention prostitution Québec (PIPQ). Parmi ceux qui s'y adonnent: des adolescents et des jeunes hommes qui souhaitent s'initier à l'homosexualité.

«On ne tient pas vraiment de chiffres quant au nombre de gars qui s'adonnent à la prostitution, mais on sait qu'il y en a autant que chez les filles», souligne d'emblée la coordonnatrice du service d'animation du PIPQ, Geneviève Quinty.

Leur âge? Des adolescents et des jeunes adultes, pour la plupart. «Généralement, un prostitué met un terme à sa "carrière" avant l'âge de 25 ans, note M^{me} Quinty. Ce que les clients recherchent, ce sont de jeunes hommes pas trop virils et pas trop poilus...»

À une certaine époque, la prostitution masculine était surtout concentrée sur la rue d'Aiguillon, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, et dans le mail Saint-Roch, avant qu'une partie du toit de ce dernier ne disparaisse. Aujourd'hui, comme leurs consœurs, les prostitués se sont déplacés. On en retrouve de plus en plus dans le secteur du complexe Méduse et de l'ENAP, au centre-ville, de même que dans les environs de l'Hôtel du Nord, sur la rue Saint-Vallier Ouest.

«Ceux que j'arrêtais sur la rue d'Aiguillon à l'époque où je faisais de la patrouille — j'en ai fait jusqu'en 1999 —, je les revois encore, au même endroit...», raconte l'agent Jean-François Vézina, porte-parole de la police de Québec.

Outre la rue, les prostitués sollicitent beaucoup dans les bars et les saunas gays. Un restaurant de la rue Saint-Jean ouvert 24 heures servirait également de lieu de rencontres entre les prostitués et les clients, à la sortie des bars.

«Même si les prostitués ne sont pas tous homosexuels, plusieurs se servent de la prostitution comme d'une forme d'initiation à l'homosexualité», observe M^{me} Quinty. Souvent, ils se tiennent en groupe de quatre ou cinq, et après le "travail", ils se retrouvent dans un *rave* ou dans un bar gai pour socialiser. Ils ne sont généralement pas portés vers les drogues intraveineuses, comme leurs consœurs. Ils préfèrent les drogues hallucinogènes (l'ecstasy, par exemple).»

Un réseau de prostitution masculine à Québec? Pas vraiment, disent l'agent Vézina et M^{me} Quinty. «Mais de plus en plus de prostitués œuvrent au sein d'agences d'escortes et dans certains salons de massage», souligne M^{me} Quinty.

La prostitution masculine se vivrait très différemment de la prostitution féminine, selon le porte-parole de la police de Québec. «Un gars qu'on avait arrêté un jour avait dit au juge qu'il ne faisait pas ça pour l'argent, mais pour le plaisir de tirer un bon coup», raconte l'agent Vézina.

Selon M^{me} Quinty, la violence ne serait pas le lot des prostitués, comme c'est le cas pour leurs collègues féminines. «Les relations entre les jeunes prostitués et leurs clients sont beaucoup plus *soft*», dit-elle. Généralement, les prostitués ont des clients réguliers, qui deviennent en quelque sorte des *sugar daddy*. «Plusieurs prostitués développent des relations très particulières avec leurs clients. Certains se font payer leurs études, d'autres des voyages», illustre M^{me} Quinty.

CLIENTÈLE

La clientèle? Des hommes, pour la très grande majorité. Hétéros ou homos, mariés ou célibataires. «Il y a aussi des couples hétéros qui utilisent les services des jeunes prostitués», ajoute M^{me} Quinty. Autre fait à souligner: environ 80 % des prostitués se seraient mis à vendre leur corps à la suite d'une «blessure sexuelle» survenue dans leur enfance.

Selon l'agent Vézina, les opérations policières visant à freiner la prostitution masculine sont plutôt rares pour la simple et bonne raison que les policiers ne reçoivent à peu près jamais de plaintes...

Prostitution JUVÉNILE

Pas toujours d'innocentes victimes

Deux travailleuses du PIPQ tiennent à remettre les pendules à l'heure

ALAIN BOUCHARD
ABouchard@lesoleil.com

■ Ce n'est pas tout blanc tout noir. Les prostituées, qu'elles soient mineures ou majeures, ne sont pas uniquement des victimes de leur pratique, tiennent à nuancer deux «vétérantes» du PIPQ (Projet intervention prostitution Québec), dans la foulée du réseau de prostitution juvénile qui fait tant de bruit à Québec.

Geneviève Quinty et Nathalie Fortier, qui ont 10 ans d'expérience d'aide dans le milieu, ont connu des centaines de prostituées mineures, comme travailleuse de rue ou comme conseillère sociale. Et elles protestent vigoureusement contre le découpage manichéen dans lequel est publiquement traitée cette affaire. Elles ont accordé une entrevue au SOLEIL pour faire le point sur cette question.

Il s'agit ici de deux femmes qui font métier de secourir les prostituées (es), principalement de la rue. Donc de deux femmes qui ne sont pas précisément leurs ennemies, bien au contraire.

«C'est le propre de presque toutes les prostituées que d'avoir commencé le métier à l'adolescence», dit Geneviève Quinty. Je ne comprends donc par la surprise générale de voir qu'un réseau de prostitution juvénile de Québec a été mis à jour par la police. Il faut ici se demander si ce n'est pas à cause de la notoriété de certains clients.»

La jeune adolescente n'est pas d'abord attirée dans la prostitution par la menace, expliquent les deux femmes. C'est même le contraire. Elle y est d'abord attirée par le charme, l'argent, le pouvoir, l'amour même. Le phénomène de gang n'est pas que négatif pour elles. Il est même rassurant. Il concourt à donner une identité, une certaine assurance.

«Et dans le cas du Wolf Pack, ça va beaucoup plus loin, explique Geneviève Quinty. L'image de l'amoureux noir fascine, permet à la jeune fille de se démarquer de son milieu. En plus, le gars la dorlote, s'occupe bien d'elle. Elle a l'impression d'être l'heureuse élue. Et si, par hasard, c'est le chef de la bande qui s'intéresse à elle, imaginez l'excitation!»

Bien sûr que peuvent ensuite survenir des menaces, convient le duo. «Mais ce n'est pas le moteur principal du processus en cause, dit Nathalie Fortier. Il y a le statut social, l'argent, bref le pouvoir



Geneviève Quinty (à droite) et Nathalie Fortier ont 10 ans d'expérience d'aide dans le milieu.

que ça donne l'impression d'avoir. Le souteneur (auss appelé proxénète ou *pimp* en anglais) va même demander à sa protégée de se prostituer par amour pour lui, et il va parfois arriver qu'elle le fasse exactement pour ça.»

C'est le propre des adolescents de chercher des défis, de vouloir se démarquer, d'oser des choses risquées. «Il y a une terrible adrénaline dans la prostitution», dit Quinty. Il n'est pas question de remettre en question la culpabilité des clients. Pour nous, il n'y a pas de quartier à faire avec les coupables éventuels. Mais les prostituées ne sont pas les parfaites innocentes qu'on peut croire. Il s'agit d'un monde fantasmagique où le client pense avoir le pouvoir parce qu'il paie et où la jeune prostituée pense l'avoir elle aussi parce qu'elle le fait payer.»

Ça va encore beaucoup plus loin, disent les deux jeunes femmes. Des filles peuvent même cultiver le fantasme de rencontrer l'homme de leur vie parmi les clients. Le syndrome du film *Pretty Woman*, quoi.

Quand elles ont commencé au PIPQ, disent Quinty et Fortier, il était clair pour elles que la prostituée était toujours la victime et que le client était toujours le salaud. «Mais avec les années — la première a travaillé deux ans à la prison des femmes entre-temps —, disent-elles, notre jugement s'est modifié. Nous pensons que les clients et les proxénètes auraient parfois autant besoin de soins que les prostituées.»

ET LA PROSTITUTION DES GARS?

«Les jeunes gars du Wolf Pack ont été recrutés comment dans la bande? questionne Nathalie Fortier.

Peut-être l'ont-ils été exactement de la même façon qu'ils ont eux-mêmes recruté des adolescentes par la suite. Comment peut-on décider sans appel que les proxénètes sont tous d'horribles bourreaux qui n'ont été victimes de rien ni personne?»

Et la police parle très peu de la prostitution masculine, «si vous remarquez», poursuit Quinty. Et pourtant, elle est peut-être aussi répandue que la prostitution féminine. Dans Saint-Jean-Baptiste notamment. Est-ce parce que la prostitution homosexuelle est moins spectaculaire? Est-ce parce que dans l'imaginaire social, la prostitution, c'est forcément des filles et que le mythe ne doit pas être écorché?

Le PIPQ a été fondé en 1984 dans Saint-Roch, mais est maintenant installé rue des Oblats, dans Saint-Sauveur. Il compte 13 salariés à temps plein, dont six travailleurs de rue et une «marandeuse» du réseau des agences organisées, de bars de danseuses et de ce qui y est connexe. L'organisation effectue actuellement une aide suivie à 170 prostitués, autant garçons que filles.

Combien de prostitués (es) à Québec? Impossible de répondre, disent Quinty et Fortier. Il faut être menteur pour oser avancer un chiffre. C'est un milieu beaucoup trop obscur, beaucoup trop diaphane, pour espérer pouvoir le chiffrer.

«Mais, lance Nathalie Fortier, ça fait plus de 10 ans que le PIPQ rencontre 3000 personnes par année pour leur expliquer que la prostitution juvénile existe à Québec! Et voilà que le public est surpris d'apprendre que la police découvre cette réalité! On n'en revient tout simplement pas...»

Autres informations locales A 26

Qu'est-ce qui rend l'hiver plus doux pour votre budget?



LA SENTRA
DE NISSAN

- Climatiseur • Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD
- Siège du conducteur à 8 réglages • Moteur 1,8 L de 126 chevaux
- Pneus toutes saisons de 15 po • Barres stabilisatrices avant et arrière • Coussins gonflables • Essuie-glaces à balayage intermittent
- Dossier arrière rabattable 60/40 • Et beaucoup plus!

En location

219\$
/MOIS*

Comptant initial de **995\$**
Transport et préparation inclus!

1,8%

financement à l'achat**

**AUCUN PAIEMENT
PENDANT
90 JOURS**
sur financement à l'achat.*

*L'offre «Aucun paiement pendant 90 jours» s'applique à tous les modèles Sentra 2002-2003 dont le financement à l'achat est assuré exclusivement par les services NCFI. Aucun intérêt les 60 premiers jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par l'acheteur. Après 60 jours, l'acheteur doit payer mensuellement le capital et les intérêts conformément aux termes prévus au contrat. Location de 48 mois pour la Sentra XE 2003 • Option Plus • (C4GLS3 BK00) Acompte ou décharge équivalent de 995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation, assurance, frais d'enregistrement RDPRM, obligations sur preu neuf et frais du concessionnaire en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 1,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus. Offre d'une durée limitée. Les concessionnaires peuvent vendre/louer à prix moindre. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Nissan, le logo Nissan, la signature «DECOUVRIR...» et le nom du modèle Nissan sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissan.ca 1 800 387-0122





Selon les résultats d'une étude, les enfants ne vivant qu'avec un seul parent présentaient deux fois plus de risques de développer une maladie psychiatrique telle qu'une schizophrénie ou une dépression sévère.

Les enfants de famille monoparentale seraient plus fragiles mentalement

LONDRES (AP) — Les enfants de famille monoparentale ont deux fois plus de risques que ceux élevés avec leurs deux parents de souffrir de graves maladies psychiatriques ou de conduites addictives, selon de nouveaux travaux suédois.

L'étude, qui est publiée cette semaine dans le journal *The Lancet*, concerne environ un million d'enfants suivis pendant une décennie jusqu'à l'âge de 25 ans environ. Elle est convaincante du fait de son envergure.

Sans éclaircir en rien les raisons qui font de ces enfants des malades psychiatriques, elle souligne toutefois l'importance de l'éducation, qu'elle place avant l'importance de la monoparentalité ou celle du manque d'argent.

Les responsables de l'étude se sont servis des registres suédois, qui concernent la presque totalité de la population et qui regroupent des informations médicales et socio-économiques.

Parmi les enfants concernés, 60 000 habitaient avec leur mère et 5500 avec leur père. Ils étaient 921 257 à vivre avec les deux. Les enfants étaient âgés de six à 18 ans au début de l'étude.

Selon les résultats, les enfants ne vivant qu'avec un seul parent présentaient deux fois plus de risques de développer une maladie psychiatrique telle qu'une schizophrénie ou une dépression sévère; ils étaient aussi plus enclins au suicide et à souffrir de conduites de dépendance (alcool, notamment).

Les filles étaient deux fois plus souvent toxico-manes, les garçons quatre fois plus souvent. Les chercheurs ont conclu que les difficultés financières, en particulier le chômage ou la vie en appartement loué, contribuaient en grande partie à faire la différence.

À l'inverse, d'autres experts ont rappelé qu'en Suède, les mères qui élèvent seules leur enfant ne sont pas en grande difficulté financière. « Si la situation matérielle était si importante, la situation serait pire en Angleterre, un pays où la pauvreté des mères seules est plus criante. Or elle est la même. La qualité de l'éducation semble donc plus primordiale », a souligné Sara McLanahan, professeure de sociologie et d'affaires publiques à l'Université de Princeton.

« La plupart du temps, lorsque vous tenez compte de la qualité de la relation entre l'enfant et son parent, les effets de la monoparentalité deviennent infimes », a pour sa part relevé Stephen Scott, chercheur en santé et comportementalisme de l'enfant à l'Institut de psychiatrie de Londres, qui est extérieur à l'étude.

Il peut aussi exister un élément génétique: plus les personnes sont irritables, plus elles risquent de se séparer de leurs conjoints. Mais séparées ou non, elles ont aussi plus de risques d'avoir des enfants difficiles.

Sur le Net:

The Lancet: <http://www.thelancet.com>

La pilule du lendemain de plus en plus populaire

MARC LESTAGE

MLestage@lesoleil.com

■ Une relation sexuelle non prévue, un condom qui cède et c'est la panique. Le personnel du CLSC Basse-Ville/Limoilou est confronté au problème tous les jours. C'est généralement « la pilule du lendemain » qui permet de rassurer la clientèle.

« Il est important de ne pas confondre la pilule du lendemain, avec les comprimés abortifs RU-486, populaires en Europe mais utilisés seulement dans le cadre d'essais cliniques, avant leur certification définitive, au Canada », précise Denise Demers, du Conseil consultatif en pharmacologie du Québec.

À Québec, les essais avec le comprimé RU-486 sont supervisés par des équipes du Centre de planning familial du CHUQ et des médecins de Saint-François d'Assise. Ce médicament provoque un avortement en bloquant l'effet de la progestérone, un élément nécessaire à la nidation de l'ovule. La compagnie Roussel-Uclaf qui détient le brevet espère que le médicament sera utilisé massivement plutôt que de recourir à une intervention chirurgicale pour interrompre une grossesse éventuellement.

Les chercheurs canadiens sont discrets sur l'évolution de leurs mise à l'essai. Aux États-Unis, la pilule RU-486, efficace jusqu'à 63 jours, dit-on, fait couler beaucoup d'encre dans le monde médical où on dénonce le coût du traitement (500 \$), plus élevé que pour un avortement chirurgical, le fait que la patiente doit effectuer au moins trois visites à la clinique. Des effets secondaires importants sont aussi relevés: saignements et crampes. Sans compter les risques psychologiques. Lors de l'avortement, il arrive que la personne concernée aperçoive le fœtus. Il lui

appartient alors d'en disposer et d'assumer le stress que cette obligation représente.

« On parle de toute autre chose, dans le cas de la pilule du lendemain qui permet tout bonnement de rassurer les femmes qui ont oublié de prendre leur anovulant ou qui ont eu une relation non protégée qui n'était pas prévue », insiste Agnès Gaudreault du CLSC Basse-Ville/Limoilou.

Prise de préférence durant les 72 heures, mais efficace jusqu'à cinq jours, la pilule du lendemain est généralement efficace à plus de 80%.

Les deux médicaments les plus populaires, Ovral, moins de 10 \$ et le Plan B (20 \$) comprennent des cachets à prendre dès le début du traitement puis 12 heures plus tard.

La pilule du lendemain est remboursée par l'assurance-médicaments du Québec et les programmes privés d'assurance. Le ministère de la Santé a permis de façon exceptionnelle aux pharmaciens de délivrer des ordonnances pour la pilule du lendemain. Plus de la moitié des ordonnances pour ces médicaments avaient d'ailleurs été signées par des pharmaciens, selon un relevé effectué l'été dernier.

En ce qui concerne les CLSC, M^{me} Gaudreault explique qu'il est généralement facile d'y obtenir une ordonnance pour la pilule du lendemain, ce qui permet d'éviter les frais additionnels de 20 \$ que plusieurs pharmaciens facturent en plus du coût du médicament à titre d'honoraires professionnels, lors d'un dépannage d'urgence. Une pratique discutable, « si c'est le cas », selon Nathalie Pitre de la Régie de l'assurance-médicaments puisque l'organisme paie déjà des honoraires de 7,65 \$ aux pharmaciens pour chaque ordonnance.

Selon M^{me} Gaudreault, le moyen le plus facile d'éviter d'être pris de court consiste tout simplement à consulter son CLSC pour obtenir une prescription à l'avance, ou encore mieux d'acheter une trousse et de la placer bien en sécurité dans sa pharmacie personnelle.

Les pharmaciens parfois confrontés à des problèmes de conscience

SIMON BOIVIN

SBoivin@lesoleil.com

Dans la réalité, le métier qu'on a choisi ne répond pas toujours à la conception qu'on s'en faisait lors de notre formation. Au-delà des règles d'éthique et des codes de déontologie, le professionnel sera inmanquablement confronté à des situations où sa conscience devra dicter ses choix.

Spécialiste en bioéthique depuis 13 ans, Bernard Keating est professeur à la faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval. Hier, dans le cadre du congrès *Médicaments, pharmacie et société*, qui se déroule toute la fin de semaine au Centre des congrès, il a tenu la conférence *Le pharmacien confronté à ses croyances*.

Bien qu'adaptés à la réalité des pharmaciens, les propos de M. Keating offrent un cadre de réflexion pour la grande majorité des professionnels.

Un travailleur peut être placé devant une situation qui lui pose un problème d'éthique qu'il ne poserait pas nécessairement à quelqu'un d'autre. Dans le cas des pharmaciens, M. Keating donne l'exemple de la vente d'un contraceptif oral d'urgence ou pilule du lendemain. Pour quelqu'un fondamentalement opposé à l'avortement, vendre un comprimé du genre peut poser un problème de moralité.

« Les normes déontologiques et les principes d'éthique ne sont pas les seuls facteurs à tenir en ligne de compte dans ce contexte, affirme M. Keating. Les valeurs, les croyances et la conception de la vie d'une personne sont aussi à considérer. Le savoir et les croyances sont moins étanches l'un à l'autre qu'on pourrait le croire. »

Le professeur parle du droit d'un professionnel de refuser d'exécuter un acte qui va à l'encontre de ses croyances personnelles comme d'une « objection de conscience ». Un individu ne devrait pas, selon M. Keating, aller à l'encontre de sa propre évolution personnelle et faire de la négation de valeur. « Une composante importante du professionnel est son indépendance », dit-il.

Mais pour les mêmes raisons de respect des principes de la personne, le professionnel doit, le cas échéant, se charger de référer l'individu à quelqu'un d'autre qui pourra lui prodiguer le service. Avantagusement placé dans le rapport d'inégalité qui l'oppose à son client, plus vulnérable, le professionnel ne doit pas se servir de sa position pour satisfaire à un « agenda personnel ». Ainsi, il ne devrait pas refuser tout bonnement de vendre un contraceptif oral d'urgence,

sans référer le client ailleurs, dans l'optique de combattre l'avortement.

« Le respect de la conscience et des croyances est un principe de paix sociale, explique M. Keating. C'est ce qui a mis un terme aux guerres de religion. Un professionnel ne peut pas se servir de son objection de conscience pour mener une lutte pernicieuse de conviction. Il doit penser en fonction du bien-être de celui ou celle qui le consulte, dans le respect des convictions de chacun. »

Quand il donne des cours d'éthique à ses étudiants, M. Keating leur donne l'exemple du pharmacien qui va installer son commerce dans une région éloignée où il est le seul à fournir le service. Il ne peut donc pas référer à un collègue. « Je dis à mes étudiants de ne pas se placer dans une situation comme celle-là, affirme-t-il. Mais, dans un cas où il n'y a pas d'alternative, il faut que le bien-être du patient prime, d'abord et avant tout. »



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

« Un professionnel ne peut pas se servir de son objection de conscience pour mener une lutte pernicieuse de conviction. Il doit penser en fonction du bien-être de celui ou celle qui le consulte, dans le respect des convictions de chacun », a expliqué le spécialiste en bioéthique, Bernard Keating, lors du colloque hier.

FORMATION EN INFORMATIQUE

Adaptée pour préretraité-e-s et retraité-e-s

Initiation à l'ordinateur
Pour tous ceux et celles qui n'ont aucune notion quant au fonctionnement d'un ordinateur.

Dates	Durée	Horaire	Jour
14, 21, 28 fév., et 7 mars 2003	12h	9h à 12h	Vendredi

Windows
Préalable: Initiation à l'ordinateur
Apprentissage du système d'exploitation Windows.

Dates	Durée	Horaire	Jour
12, 19, 26 fév. et 5 mars 2003	12h	12h à 15h	Mercredi

Internet
Préalable: Windows
Pour tous ceux et celles qui n'ont aucune ou peu de connaissances d'Internet.

Dates	Durée	Horaire	Jour
13, 20, 27 fév. et 6 mars 2003	12h	12h à 15h	Jeudi

Word
Apprentissage d'un logiciel de traitement de texte.

Dates	Durée	Horaire	Jour
15, 22 fév., 1 ^{er} et 8 mars 2003	12h	9h à 12h	Samedi

Coût: 120 \$ par cours (taxes incluses). Un appareil par personne.

COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU
Service de la formation continue
1530, boul. de l'Entente, Québec C1S 4S7
(418) 687-5851
<http://www.poirvresel.qc.ca>

www.cyberpresse.ca

CONFÉRENCE
Me Hélène Carrier, avocate
« Les ordonnances de traitement chez les personnes atteintes de maladie mentale : Pourquoi? Quand? Comment? »

Date: le mardi 28 janvier 2003, à 19h30
Lieu: Au Centre Lucien-Borne
100, chemin Ste-Foy, salle 505-A, Québec
La Boussole 523-1502

DEJEUNER-CONFÉRENCE

M^{me} Sylvie Otis
Présidente et chef de la direction de BioMatera

DATE: Le mercredi 29 janvier à 7h15
LIEU: Université Laval
Pavillon Alphonse-Desjardins
Salon Le Cercle, 4^e étage

COÛT: 15 \$ par personne

Le CERCLE d'AFFAIRES des BLEUETS
Desjardins CNW
ALCAN COUTURE-ROCHETTE ASSOCIÉS
Renseignements: M^{me} Murielle Rochon, 650-5566

Cahier spécial PERSPECTIVES

2003 ÉCONOMIQUES

À lire dans Le Soleil, le samedi 1^{er} février :
le cahier PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES 2003

Que nous réservent les prochains mois dans les secteurs manufacturier, de l'emploi, du commerce au détail, du tourisme, etc.

LE SOLEIL

Les groupes de médecine familiale bientôt en activité

LOUISE LEMIEUX

L.Lemieux@lesoleil.com

L'inscription des patients dans les trois premiers groupes de médecine familiale (GMF) de la région débutera sous peu. Les formulaires sont prêts, ne reste plus que les liens informatiques à établir avec la RAMQ.

« Les patients posent beaucoup de questions. Mais ce ne sera pas difficile de les convaincre de s'inscrire », estime le Dr André Fréchette, de la Clinique médicale Saint-Vallier, dans la basse ville.

L'unité de médecine famille de l'Enfant-Jésus et le Centre médical Beauport sont les deux autres cliniques choisies pour devenir les premiers GMF dans la région.

Une douzaine d'autres cliniques sur le territoire de Québec sont en voie d'être accréditées, selon les informations du directeur de la Régie régionale de Québec, Michel Fontaine. L'objectif est d'accréditer 24 GMF sur l'ensemble du territoire.

Les groupes de médecine de famille sont créés pour donner à chaque Québécois accès à un médecin ou un groupe de médecins.

« Pour les patients inscrits au GMF, l'accès au médecin sera très certainement facilité », promet M. Fontaine.

La clientèle vulnérable (malades en fin de vie, insuffisants cardiaques, malades avec des problèmes pulmonaires, etc), pourra compter sur un service médical 24 heures par jour, 7 jours par semaine. La centrale Info-Santé aura en main la liste de cette clientèle. Selon la gravité de la situation, le malade sera attendu à la clinique le lendemain; ou sera vu à son domicile par l'infirmière ou le médecin de garde.

« Nos patients auront un meilleur suivi », assure de son côté le Dr André Fréchette.

AVANTAGES POUR LA CLINIQUE

À chaque clinique médicale qui devient GMF, le gouvernement paye le salaire de deux infirmières du CLSC. L'infirmière prendra les signes vitaux du patient et fera son histoire médicale récente. Le malade passera ensuite dans le bureau du médecin. Un peu comme à l'urgence des hôpitaux.

De l'équipement informatique est fourni. Au printemps, les GMF seront en lien avec les laboratoires des hôpitaux, facilitant la transmission des résultats des tests demandés. Le profil médicamenteux de chaque patient inscrit sera aussi disponible sur support informatique.



L'infirmière Nicole Beaudoin, du GMF du Centre médical de Beauport, prend les signes vitaux de Laurence Guillot Lauzier, fait son histoire médicale, avant son rendez-vous avec le médecin.

Pour le Dr Fréchette, le GMF était la solution pour arriver à bien s'occuper des malades dans le quartier de sa clinique. « Notre clinique est située dans un coin défavorisé de la ville. On ne pouvait plus prendre de nouveaux patients et cela nous inquiétait. » En devenant GMF, espère-t-il, les sept médecins de la clinique pourront mieux soigner une clientèle plus nombreuse.

PETIT NUAGE À 7 \$

Un petit problème chicote encore les médecins des GMF : les 7 \$ supplémentaires accordés aux médecins omnipraticiens depuis janvier. Selon l'entente du 14 décembre entre la FMOQ (Fédération des médecins omnipraticiens) et le gouvernement, un montant additionnel de 7 \$ est accordé aux omnipraticiens à chaque visite d'un enfant de moins de cinq ans, d'une personne âgée de plus de 70 ans, ou d'un malade chronique, parce que cette clientèle réclame plus de temps au médecin.

L'entente concernant les médecins de GMF prévoit la somme de 7 \$, pour toutes les personnes inscrites. Cependant le boni n'est accordé que pour deux visites.

Des discussions sont en cours avec le ministère pour régler ce « petit nuage », dit Michel Fontaine. « Il faut faire la démonstration que les GMF sont gagnants dans l'affaire du boni de 7 \$ », explique-t-il.

Ce « petit nuage » freine l'enthousiasme des médecins des cliniques privées à devenir GMF.

Le chauffage au bois est plus polluant qu'on le pense

Et plus dommageable pour la santé

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE

ALChampagne@lesoleil.com

■ Le chauffage au bois, lorsqu'il est concentré dans les quartiers urbains durant les froides journées d'hiver, émet des quantités inquiétantes de particules polluantes microscopiques. Or, une augmentation de ces particules signifie aussi une hausse des visites à l'urgence, des hospitalisations, voire des décès. Encore un petit plaisir de la vie qui en prend pour sa bronchite!

Moins 40 degrés dehors, et la chaleur du feu en dedans : il n'y a aucun mal à ça, croyez-vous. Vous n'êtes pas seuls : une enquête d'Environnement Canada a permis d'établir que la plupart des gens estiment que le chauffage au bois n'est pas une source polluante. « C'est comme si on transportait la campagne à la ville; illustre le docteur Louis Drouin. Tout ça a un côté "loisir" ».

Mais le médecin responsable de la santé environnementale à la Direction de la santé publique de Montréal-Centre est allé y voir de plus près, dans une étude menée il y a quatre ans.

À l'époque de l'enquête, 12 % des ménages sur l'île de Montréal avaient un système de chauffage au bois (foyer ou poêle). Même que 3 % d'entre eux, soit environ 12 000 ménages, en avaient fait leur système de chauffage central. Dans certains quartiers, le nombre de ménages ayant un chauffage au bois dépassait les 30 %.

C'était le cas de Rivière-des-Prairies, et c'est là que le docteur Drouin, avec Environnement Canada et la Ville de Montréal, ont mené l'enquête. Ils ont constaté que la concentration de particules inhalables était significativement plus élevée dans ce quartier qu'au centre-ville, où la circulation automobile est beaucoup plus dense.

« Durant l'été, ce sont les véhicules qui sont les principales sources de particules inhalables. Mais l'hiver, c'est différent », précise le docteur Drouin.

La composition des particules varie avec la source d'émission. On y retrouve des sulfates, des métaux lourds, des HAP. Mais elles ont en commun leur petite taille : moins de 2,5 microns de diamètre, ce qui leur laisse libre accès aux poumons.

Le fait de respirer ces particules aggrave l'état des gens asthmatiques, de ceux qui souffrent de maladies respiratoires, et des personnes âgées. Elles auraient aussi un impact sur le système cardiaque, et augmenteraient les cas d'infarctus et d'insuffisance cardiaque. Un peu partout à travers le monde, des chercheurs ont mesuré qu'une hausse de 10 microgrammes par litre de la concentration des particules dans l'air augmente les taux de décès et d'hospitalisation de



Les foyers peuvent créer un « smog d'hiver » dans les quartiers où on en trouve beaucoup.

1 %. Toutefois, chez les gens bien portants, l'impact sur le système respiratoire est trop léger pour être perçu.

Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, le problème est plus criant en milieu urbain qu'en milieu rural, à cause de la concentration des appareils de chauffage sur des petits territoires.

Par ailleurs, la concentration des particules inhalables dans l'air extérieur augmente avec certaines conditions météorologiques. Lorsqu'il n'y a pas de vent et que l'on observe le phénomène « d'inversion thermique », la pollution ne se disperse pas, et la concentration de particules augmente. Cette condition se reconnaît à l'œil nu : c'est celle où la fumée qui s'élève des cheminées est recourbée. Dans ces conditions, on peut parler de smog, comme en été.

NORMES

Mais les émissions polluantes du chauffage au bois peuvent être diminuées de façon radicale. Les poêles et foyers qui répondent aux normes de l'EPA américaine (Environmental Protection Agency) ou aux normes de l'ACNOR éliminent 90 % des polluants émis par la combustion du bois.

Un règlement pour interdire au Québec la vente des poêles ne répondant pas à ces normes est d'ailleurs réclamé depuis quelques années, et se fait toujours attendre.

Le docteur Benoît Lévesque, de l'Institut national de santé publique, à Québec, a pour sa part mené une enquête sur la qualité de l'air intérieur en fonction du chauffage au bois. Sa conclusion est simple : les symptômes de toux et d'écoulement nasal rapportés étaient reliés au mauvais fonctionnement du poêle ou du foyer.

Même si cette étude n'avait pas la même portée que celle de Montréal, le docteur Lévesque en tire une conclusion : un système de chauffage efficace, en bon état et bien entretenu évite bien des problèmes.

Le dimanche 26 janvier
venez rencontrer le concepteur
Michel Dugal entre midi et 17h,
il vous présentera son nouveau logiciel **Sommeliers!**

Un logiciel de gestion de cave où il est facile de naviguer. Idéal pour les amateurs de vins, les propriétaires de celliers ou de caves à vins.

Vous y trouverez des informations sur les producteurs, les vins commentés, un tableau des millésimes de 1890 à nos jours, une centaine de définitions sur les cépages et les appellations, plus de 300 fromages classés en sept catégories, les codes SAQ, des suggestions d'accords vins et mets.

Vinum Grappa
Verres - Carafes - Celliers

3654, du Campanile, Sainte-Foy
650-1919

D'ICI, ON VOIT BIEN QUE L'AMBIANCE EST AUSSI "COOL" QUE LE PANORAMA!



Accueil chaleureux, moniteurs et éducateurs hors-pairs, équipement d'avant garde et SERVICE inoubliable, à la base comme au sommet. Ça fait beaucoup à penser...

DESCENDEZ POUR VOIR!

LE MASSIF
Montagne sur Mer!

1 877 536-2774

Accent 2003
159\$ /par mois

0\$ comptant
0\$ dépôt de sécurité
0\$ préparation et transport

Ste-Foy HYUNDAI

2400, rue Dalton, (parc Colbert), Sainte-Foy • 654-9292

Dépêchez-vous
quelques modèles 2002 encore disponibles

ELANTRA 2003
0\$ dépôt de sécurité
0\$ préparation et transport



179\$*
/par mois

* Léger comptant de 99\$

CHEVROLET



Le solde TROIS FOIS RIEN



À L'ACHAT

À LA LOCATION

RIEN À PAYER AVANT†

2004*

OU

0

0% à l'achat**
0\$ versement initial
Rien à payer
pendant
100 jours***

OU

0

\$
GM paie la
1^{re} mensualité*
GM paie le dépôt
de sécurité**

(aucun versement initial, aucun paiement mensuel et aucun intérêt pendant 12 mois)

Offres s'appliquant à la plupart des modèles

Offres s'appliquant à certains modèles



Cavalier VL 4 portes

178 \$/mois****
Location 48 mois

• Modèle redessiné (intérieur et extérieur) • Plus grande maniabilité
• Moteur 2,2 litres DACT ECOTEC de 140 HP • Banquette arrière
rabattable divisée 60/40 • Garantie 5 ans ou 100 000 km sur le groupe
motopropulseur sans franchise

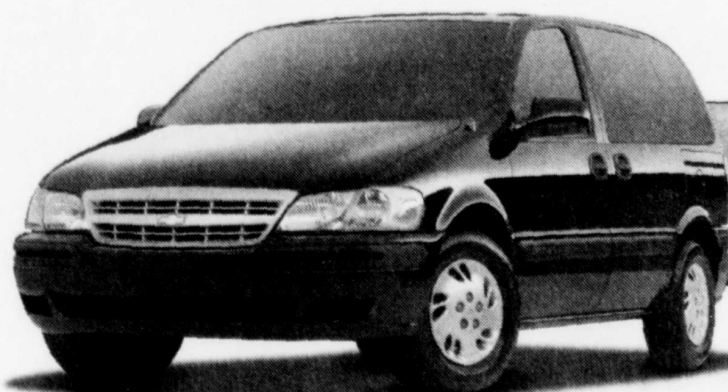
MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
234 \$	0 \$
178 \$	2 627 \$

248 \$/mois****
Location 48 mois

Tracker LXT 4 X 4

MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
305 \$	0 \$
248 \$	2 695 \$

• Moteur L4, 2,0 L, DACT de 127 HP • Boîte de transfert 2 vitesses
permettant de passer de 2 à 4 roues motrices à la volée
• Lecteur CD • Roues de 15 po en aluminium



Venture Maxi Valeur

258 \$/mois****
Location 48 mois

• Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur
sans franchise • La plus faible consommation d'essence de sa
catégorie** • Climatiser • Lecteur CD

MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
352 \$	0 \$
258 \$	4 316 \$

258 \$/mois****
Location 48 mois

Alero GX 4 portes

MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
308 \$	0 \$
258 \$	2 313 \$

• Moteur 2,2 L ECOTEC à DACT de 140 HP • Transmission automatique
à 4 vitesses • Climatiser • Garantie 5 ans ou 100 000 km
sur le groupe motopropulseur sans franchise



Vos concessionnaires



du Québec

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant à la plupart des modèles neufs 2003 à l'achat et aux modèles suivants en location : Tracker, Cavalier, Alero et Venture, parmi ceux en stock. Offres valides en autant que le consommateur prenne livraison du véhicule au plus tard le 20 mars 2003. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. **Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits payables à la livraison.**
*À l'achat, premier paiement dû après 12 mois, offert pour des termes de financement à l'achat allant jusqu'à 48 mois. **Taux de financement à l'achat de 0 % offert pour des termes allant jusqu'à 36 mois. ***Le cas échéant, GM paie les intérêts pendant les premiers 100 jours pour des termes allant jusqu'à 60 mois. *Conditions applicables à la location pour des termes allant jusqu'à 48 mois, premier versement mensuel (taxes incluses) payé par General Motors. **À la location, aucun versement initial requis et dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. ***Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent ((Tracker (CJ10305/R7J), Cavalier (1JC69/R7A), Alero (3NK69/R7A) et Venture (1UNT6/R7A)). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. **Données fournies par le ministère des Ressources naturelles dans le Guide de consommation de carburant 2003. Ces offres à l'achat ne s'appliquent pas aux Vibe, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupées, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf 6P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multiplice et châssis-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD châssis-cabine (style reporté), Tahoe, Yukon, Yukon Denali, Suburban, Yukon XL et Yukon XL Denali et les camions série W et poids moyens. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

L'endettement menace davantage en période d'euphorie économique

La somme des dettes des ménages canadiens représente 12 % de plus que le total de leurs revenus

MARC LESTAGE
MLeitage@lesoleil.com

■ Les ménages sont de moins en moins riches, même si les consommateurs sont de plus en plus prudents face au crédit, « parce qu'ils sont davantage sollicités lorsque l'économie fonctionne rondement », selon Manon Houde de l'Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud de Québec.

Cette conseillère, habituée de voir défilé des consommateurs rendus au bout du rouleau, commentait les constatations d'un sondage publié lundi par l'Institut Vanier de la famille.

Selon l'organisme, dont le siège social est à Ottawa et qui conseille le fédéral en matière de pauvreté, le ratio d'endettement des ménages par rapport au revenu net est demeuré à environ 112 % au cours des quatre dernières années. En d'autres termes, la somme des dettes des ménages représente 12 % de plus que le total des revenus dont ils disposent.

Un pareil niveau d'endettement dépasse l'entendement pour la plupart des gens, mais il ne faut pas s'en surprendre, selon M^{me} Houde « quand on prend conscience à quel point les consommateurs sont sollicités de toutes parts ».

Des chiffres à faire dresser les cheveux sur la tête ? Pas tant que ça, puisqu'il n'est pas rare qu'un ménage moyen ayant un revenu de 85 000 \$ ait accumulé différentes dettes pour 20 000 \$ (auto, meubles,

voyages, cartes de crédit) en plus de devoir rembourser une hypothèque de 40 000 \$. Voilà l'exemple classique d'un foyer canadien ayant un taux d'endettement représentant plus de 100 % de son revenu disponible après impôt.

En 2002, l'épargne annuelle des ménages se situait à 2700 \$ en moyenne par rapport à 6500 \$ il y a une décennie

Statistique Canada a indiqué, peu avant les Fêtes, que le niveau d'endettement moyen des foyers canadiens excluant les hypothèques, représente environ 30 % du revenu disponible des familles. Pas surprenant alors que l'enquête, publiée lundi par l'Institut Vanier sur le budget des familles canadiennes, indique que les Canadiens ont de plus en plus de difficulté à se constituer des économies pour leurs vieux jours.

« Les temps sont difficiles, en 2002 l'épargne annuelle des ménages se situait à 2700 \$ en moyenne par rapport à 6500, il y a une décennie », d'indiquer lundi Alain Mirabelli de l'Institut.

VALEUR NETTE EN BAISSÉ

D'un même souffle, l'organisation constate que la valeur nette par ménage est en baisse, depuis 2001, pour se situer à 258 000 \$. Cette somme inclut la valeur des biens financiers des ménages, leurs régimes de retraite privés et détenus dans les entreprises de même que autos, résidences secondaires et maisons. Des chutes additionnelles sont prévues à ce chapitre en 2002, note laconiquement l'Institut.

Heureusement, le passage de l'enquête qui s'attarde sur la situation des mères seules apporte son petit lot de bonnes nouvelles. La situation de ces femmes s'est améliorée dans l'ensemble. Une réalité qui découle du fait que les mères seules sont aujourd'hui plus nombreuses à occuper un emploi à temps partiel ou autre. La proportion des mères seules qui ont un revenu de travail est aujourd'hui de 81 % comparativement à 66 % en 1991. En contrepartie, l'Institut constate une augmentation importante des malaises découlant du stress parmi ces femmes. Les « cas graves de stress » chez les mères seules a grimpé à un sur quatre en 1992, à un sur trois il y a quelques années.



Comment savoir si on est sur la mauvaise pente ? « Si vous payez une carte de crédit avec une autre carte, il est souvent trop tard », explique Manon Houde de l'ACEF.

Pas de « truc magique » pour résister

En ce qui concerne l'endettement « Il n'y a pas de truc magique. Il faut faire un budget et s'y tenir. Savoir établir nos priorités », commente Manon Houde de l'ACEF.

La clientèle est référée le plus souvent par un autre organisme d'entraide, une institution financière ou le CLSC. « De plus en plus souvent, par les temps qui courent, c'est Hydro-Québec qui nous envoie des gens », confie la conseillère. La situation risque d'empirer. Avec le froid qui sévit, les prochaines factures d'Hydro auront un effet massue sur les foyers déjà fortement endettés.

Lorsque l'économie tourne rondement, comme c'est le cas présentement, les ménages ont davantage tendance à se laisser aller, constate M^{me} Houde. Un second petit salaire découlant d'un emploi à temps partiel et la machine s'emballent. « Il faut savoir résister à toutes les sollicitations des spécialistes en marketing qui savent y faire », rappelle la représentante de l'ACEF.

Comment savoir si on est sur la mauvaise pente ? « Si vous payez une carte de crédit avec une autre carte, il est souvent trop tard », explique M^{me} Houde. Il faut aussi savoir chercher de l'aide quand il y a tellement de paiements à faire que les comptes courants s'accumulent sur la petite table de l'entrée où vous entassez le courrier.

L'ACEF pourra vous aider s'il n'est pas trop tard. Une bonne façon de commencer consiste à s'inscrire à des cliniques sur le budget, le crédit et l'accès à la propriété que les associations d'économie familiale offrent régulièrement à leur clientèle. Il y a des ACEF dans plusieurs villes. Votre CLSC pourra vous donner les coordonnées de l'équipe qui est la plus près de chez vous. M. L.

L'ÉTS
Une carrière d'ingénieur à votre portée

D.E.C. technique*
+ Bacc. ÉTS
+ stages rémunérés
Ingénieur

*D.E.C. en techniques physiques ou en informatique

Journée portes ouvertes
Dimanche 2 février 2003
de 10 h à 17 h

Au programme
Visites guidées
Présentations animées dans les laboratoires
Information sur les programmes d'études
Démonstrations des clubs étudiants (dont SONIA, le sous-marin autonome lauréat du prix Forces AVENIR 2002)

Baccalauréats
Génie de la construction
Génie de la production automatisée
Génie électrique Génie logiciel Génie mécanique

École de technologie supérieure
1100, rue Notre-Dame Ouest
(angle Peel, métro Bonaventure) Montréal

Université du Québec
École de technologie supérieure
www.etm.ca

TROUBLES DE
MÉMOIRE?
Dr Robert Laforce,
Neuropsychologue
Place de la Cité
653-4169

Le Dre Chantal Posan est heureuse de vous annoncer qu'elle se joint à l'équipe du Dr Daniel Gingras, établi à L'Ancienne-Lorette depuis 17 ans.

Dre Chantal Posan
Dentisterie familiale et esthétique
Clinique dentaire
Daniel Gingras
1364, rue Saint-Jacques
L'Ancienne-Lorette
872-5225

ESPAGNOL
Cours privé
Cours de groupe

Débutant
Jeudi de 20h à 22h
ou vendredi de 18h à 20h
Début : 06-03
Italien et portugais aussi disponibles
Inscription : 31-01-03 de 18h à 19h
Service de traduction
Coffic
682-3617

Meilleure voiture de luxe
Association des Journalistes Automobile du Canada

Meilleur coupé sport/berline sportive
(plus de 35 000 \$)
Association des Journalistes Automobile du Canada

Créez un chef-d'œuvre. Gagnez le titre de Meilleure voiture. Bis.

Cette année, Mercedes-Benz a été primée par l'AJAC. Non pas une, mais deux fois. Nommée Meilleure voiture de luxe, la Classe E dominait d'une bonne tête toute la concurrence. Et, élue Meilleur coupé sport / berline sportive (plus de 35 000 \$), la C32 AMG laissait tous les autres candidats sur place. Cinquante des meilleurs journalistes auto du pays ont jugé. Et vous ? Mercedes-Benz. N'attendez plus.

Chatel Automobiles Ltée
Témoin de votre réussite...
1350, Bouvier, Québec, Tél.: (418) 628-6336
www.chatel.mercedes-benz.ca

Satellite de Chatel Automobiles
171, boul. Ste-Anne, Pointe-au-Père
Vente et service 1-800-353-0911

La bourse Atkinson en affaires publiques

Annnonce d'inscription pour les journalistes canadiens

L'Atkinson Fellowship in Public Policy, qui est maintenant à sa 15^e année, est un prix conçu pour maintenir la tradition du journalisme libéral et de l'engagement envers la justice sociale et économique encouragée par Joseph E. Atkinson, ancien éditeur du Toronto Star.

Il sera décerné à un journaliste qui travaille à temps plein pour un projet de recherche d'un an sur une question d'ordre public spécialisée. Cette recherche aboutira à la publication des résultats dans une série d'articles et le journaliste aura alors la liberté d'en faire un livre.

La bourse de recherche comprend une allocation de 75 000 \$ et un budget pour les frais de recherche allant jusqu'à 25 000 \$ est également disponible. L'année de recherche débute le 1^{er} septembre 2003.

Les formulaires d'inscription seront disponibles à partir du 13 janvier 2003. La date limite pour les inscriptions est le 17 mars 2003.

Le Fellowship est parrainé par l'Atkinson Charitable Foundation, le Toronto Star et la famille Beland Honderich.

Pour les formulaires d'inscription :
Elizabeth Chan
Coordonnatrice
The Atkinson Fellowship Committee
Un, rue Yonge, Bureau 1508
Toronto (Ontario) M5E 1E5
Demandes de renseignements
téléphoniques : 416 869-4034

Poursuivie par une cliente de Beauport, Hyundai refuse de traduire son plaidoyer

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Poursuivie par une cliente de Beauport, dont le véhicule est affecté de vices cachés, Hyundai refuse de traduire son plaidoyer dans la langue de Molière. Une attitude qui dénote un flagrant manque de respect, selon l'avocat de la Beauportoise.

Propriétaire d'une Hyundai Elantra 1996 défectueuse, Annette Guimond s'est rendue chez son concessionnaire, Automobiles Roberge, au printemps dernier. Son véhicule éprouvait notamment des problèmes de transmission.

Ce jour-là, le concessionnaire aurait relocalisé les fils du générateur d'impulsions, reprogrammé l'unité de commandes électroniques et changé le roulement de roue avant gauche du véhicule. Il aurait ensuite fait un essai routier et jugé que la transmission fonctionnait selon les normes du manufacturier.

Mais les problèmes sont réapparus. La cliente a donc fait appel au CAA pour obtenir une expertise de son vé-

hicule. Selon son avocat, une dizaine de vices auraient été découverts par le CAA. « Là-dessus, il y avait au moins cinq problèmes latents », a précisé M^{re} Bernard Luc Charron.

Aux grands maux les grands moyens, une procédure a été intentée contre Hyundai. « J'ai demandé aux procureurs de Hyundai de traduire leur plaidoyer pour ma cliente unilingue francophone, mais ils ont refusé », s'indigne M^{re} Charron.

« Nous ne pouvons acquiescer à votre demande en ce qui concerne la traduction de notre plaidoyer. Les représentants de notre cliente responsables de ce dossier sont unilingues anglophones et l'exercice par notre cliente de son droit à une défense plei-

ne et entière impliquait nécessairement la rédaction d'un plaidoyer en anglais. Par ailleurs, cette démarche est conforme à l'existence des deux langues officielles et aucune disposition législative ne nous oblige à four-

nir une traduction de ce plaidoyer », écrivent dans une lettre adressée à M^{re} Charron les procureurs de la compagnie, McCarthy Tétrault, dont les bureaux sont situés à Montréal.

« C'est sûr que Hyundai avait le droit de présenter un plaidoyer en anglais, le système judiciaire québécois le permet, convient M^{re} Char-

ron. Mais c'est totalement irrespectueux de la part de la compagnie de refuser de le traduire. Non seulement le véhicule de ma cliente est défectueux, la compagnie refuse de le réparer et de nous envoyer un plaidoyer de cour en français! C'est comme ça que Hyundai traite ses

clients? » LE SOLEIL a tenté d'obtenir la version de la compagnie, en vain.

L'avocat d'Annette Guimond a choisi d'écrire au ministre des Affaires intergouvernementales (et responsable de l'application de la Loi des langues officielles au Canada), Stéphane Dion. « Je vous demande d'intervenir auprès de Hyundai afin que ma cliente puisse obtenir des procureurs de la compagnie une version française de leur plaidoyer. Elle a le droit, comme eux, à un procès juste sans assumer les coûts d'une traduction dont elle n'a pas les moyens »,

fait valoir M^{re} Charron dans une lettre adressée au ministre Dion datée du 4 décembre dernier.

Personne au cabinet du ministre Dion n'a répondu à la demande de M^{re} Charron. LE SOLEIL n'a pas eu plus de succès...



HYUNDAI

Vente d'armes au Canada Seuls les États-Unis le font sans permis

TORONTO (PC) — Le Canada est le seul pays au monde qui autorise les marchands américains à vendre des armes à feu au-delà de leur frontière sans avoir de permis d'exportation.

Jeudi, lors de son séjour à Washington, le ministre ontarien de la Sécurité publique, Bob Runciman, a pris connaissance de cet accord bizarre quand il a rencontré des représentants américains afin de trouver le moyen de réduire l'affluence d'armes à feu au Canada en provenance des États-Unis.

« C'est une faille évidente qui n'aide pas le gouvernement américain à gérer le commerce international des armes à feu », a dit M. Runciman. Le ministre pense qu'il y a forcément un moyen d'y remédier. « C'est une de nos préoccupations et nous allons en parler à Ottawa. »

Bob Runciman a dit qu'au terme de cette rencontre, ils avaient conclu qu'il était nécessaire d'instaurer des permis d'exportation pour les armes à feu à cause de l'importance des échanges commerciaux d'équipement militaire entre les deux pays.

« Mieux
vaut
prévenir
que
subir. »



Depuis le fameux verglas, les inondations au Saguenay et tous les événements naturels ou accidentels qui sont survenus au cours des dernières années, on ne voit plus les choses de la même manière.

Nous sommes plus sensibles au fait que ces situations imprévisibles sont susceptibles de bouleverser notre quotidien.

Pour éviter d'être pris au dépourvu, pour protéger nos proches et nos biens, il faut prendre des précautions.

Lisez attentivement le guide « Au service de votre sécurité » que vous recevrez à la maison. Après, évaluez ce que vous pouvez faire tout de suite, parce qu'il vaut mieux prévenir que subir!

Si vous ne l'avez pas en main, commandez-le.
Communication-Québec
1 800 363-1363
www.gouv.qc.ca

Besoin de ressources ?
Suivez le guide!

Québec

DRUMMONDVILLE 13 nouvelles accusations contre le pédiatre

SOPHIE ALLARD
La Presse

DRUMMONDVILLE — Le docteur Jocelyn Lussier, ancien chef du département de pédiatrie de l'hôpital Sainte-Croix, de Drummondville, fait face à 13 nouvelles chefs d'accusation, portant à 12 le nombre de ceux qu'on dit être ses victimes, tous des garçons âgés de 14 à 17 ans.

Hier matin, c'est d'un air penaud et devant une salle bondée de sympathisants et de curieux qu'il s'est présenté devant le juge Gilles Gagnon, au palais de justice de Drummondville. Devant les nouveaux éléments au dossier, le début de l'enquête préliminaire a été repoussé au 20 février. En attendant, plusieurs plaintes et plusieurs dossiers médicaux du pédiatre sont sous étude.

L'homme âgé de 37 ans et père de quatre enfants est soupçonné d'avoir agressé sexuellement 12 de ses patients à sa clinique privée et à l'hôpital Sainte-Croix — d'où il est suspendu — en 2001 et 2002. Au total, 18 chefs d'accusation pèsent contre lui : 12 pour agressions sexuelles sur des mineurs et six pour utilisation d'une substance somnifère en vue de commettre un acte criminel.

« S'il réagit bien, le Dr Lussier a tout de même hâte de connaître les éléments de preuve retenus contre lui afin de se justifier, a dit son avocat, Gilles Rhéaume. La défense demandera une quantité de travail considérable, mais nous procéderons de la même façon malgré le nombre plus élevé de présumées victimes. »

Vêtu d'un complet marine, son manteau replié sur ses bras et ses mèches blond platine en moins, M. Lussier s'est une fois de plus montré d'un calme surprenant, arborant même un sourire quasi-serein devant la meute de journalistes qui a tôt fait de l'encercler dès qu'il a déposé le pied hors de la salle d'audience. « Lâchez-le une fois pour toutes, a crié une citoyenne. Il n'a jamais fait ça! »

INCREDULITÉ

Malgré la liste de victimes potentielles qui s'allonge, des Drummondvillois, surtout des mères de famille, continuent de croire en l'innocence du pédiatre. « Il soigne ma fille épileptique et opérée à cœur ouvert depuis sa naissance. Nous avons besoin de lui, a dit la mère d'une fillette de six ans, des tremolos dans la voix. Lui seul est aussi dévoué. Ce ne sont pas tous les docteurs qui se présenteraient à l'école pour expliquer aux élé-



Accompagné de son avocat, Gilles Rhéaume (à gauche), le Dr Jocelyn Lussier était très calme, au palais de justice de Drummondville. Il fait maintenant face à 18 chefs d'accusation : 12 pour agressions sexuelles sur des mineurs et six pour utilisation d'un somnifère en vue de commettre un acte criminel.

ves de quoi souffre leur camarade de classe. Pour mon enfant, il l'a fait. »

Toujours en liberté, le Dr Lussier devra respecter les mêmes conditions auxquelles il doit se soumettre depuis son arrestation en décembre. Il ne peut pratiquer la médecine, administrer des médicaments ou soigner des enfants qu'en présence d'un médecin et dans une situation d'urgence (depuis sa remise en liberté, il y a plus d'un mois, il n'a pas eu à le faire). S'il peut demeurer en présence de ses enfants, il ne peut être en contact avec d'autres mineurs, sauf lors de réunions familiales et uniquement en présence d'un adulte. De plus, le Dr Lussier doit avoir remis son passeport et ne pas changer d'adresse.

« L'appui de la population est très important pour moi », a dit M. Lussier aux nombreux journalistes présents, en précisant que « sa famille survit à l'épreuve ».

Ces appuis semblent toutefois commencer à fondre. « À la vue de ces nouveaux chefs d'accusation, je suis inquiète, avoue une employée du Dr Lussier, dont les deux enfants âgés de 9 et 14 ans compaillaient parmi ses patients. Je l'appuyais, mais là, ça va trop loin. S'il est coupable, il devra payer. »

Légère baisse du crime au Québec

MONTREAL (PC) — Le taux de criminalité en général a légèrement diminué au Québec entre 2000 et 2001, alors que le taux de crimes contre la personne stagnait. Ces constatations ressortent du portrait de la criminalité déclarée aux services policiers qu'a brosse hier le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard.

Il ressort aussi, cependant, que même si l'ensemble des crimes contre la personne a stagné entre 2000 et 2001, certains de ces crimes, comme les agressions sexuelles et les enlèvements ou séquestrations, sont en hausse. Ainsi, de façon générale, le

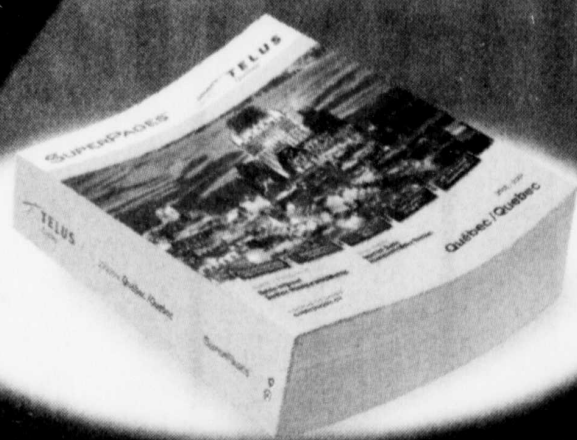
taux de criminalité au Québec est passé de 5815 crimes par tranche de 100 000 habitants en 2000 à 5673 crimes par tranche de 100 000 habitants en 2001. Pendant la même période, les crimes contre la personne sont restés à peu près stables, passant de 982 à 988 par 100 000 habitants.

Les agressions sexuelles, toutefois, ont crû de 9,8% et les enlèvements ou séquestrations de 17%. D'autres crimes contre la personne ont connu des baisses significatives, comme les tentatives d'homicides (baisse de 12,4%) et les cas de négligence criminelle et autres infractions ayant entraîné la mort (baisse de 33,6%). Le taux de crimes contre la propriété a diminué, et ce, pour une cinquième année consécutive. Cette diminution est principalement attribuable à la diminution des introductions par effraction et des méfaits.

Le taux des crimes et infractions liés aux drogues a toutefois augmenté, et ce, pour une cinquième année consécutive. Il a grimpé de 1,2% entre 2000 et 2001. Depuis le début des années 1990, ces infractions liées aux drogues sont en hausse, a fait savoir le ministre, qui a par ailleurs rappelé que le relevé dévoilé ne tenait compte que des crimes rapportés aux services policiers.

Agressions
sexuelles et
rapt ont
cependant
augmenté

Ne manquez pas cette SUPER PRODUCTION !



LE NOUVEL ANNUAIRE
SUPERPAGES
BIENTÔT DISPONIBLE
À QUÉBEC !

« FAITES PARTIE
DE LA DISTRIBUTION ! »

SES CARACTÉRISTIQUES UNIQUES LE RENDRONT VITE INDISPENSABLE À TOUS LES FOYERS ET COMMERCE DE VOTRE RÉGION. NE MANQUEZ PAS CETTE SUPER OCCASION D'ENTRER CHEZ EUX PAR LA GRANDE PORTE ET DE VOUS RENDRE INDISPENSABLE VOUS AUSSI !

AVEC PLUS DE 3,6 MILLIONS DE RECHERCHES EFFECTUÉES MENSUELLEMENT, WWW.FRANCAIS.SUPERPAGES.CA VOUS ASSURE AUSSI UNE PRÉSENCE EN LIGNE REMARQUÉE.

POUR PLUS D'INFORMATION, COMPOSEZ LE 1 877 788-2125.

SUPERPAGES
votre annuaire TELUS

SUPERPAGES COMPTE 90 ANS
D'EXPÉRIENCE, DONT 35 AU QUÉBEC !

3 FOIS RIEN

0\$ paiement avant un an
OU
0\$ paiement pendant trois mois et 0% d'intérêt
OU
Partez sans payer en location

VENTURE 2003

Comptant	Mensualités*
0\$	352\$
2390\$	299\$
4316\$	258\$

* Location 48 mois ou 80 000 km. Transport et préparation inclus. Taxes en sus.

MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.
2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec)
688-1212

Département des ventes OUVERT du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h.

**École de diction
orale communication**

DERNIÈRE SEMAINE POUR VOUS INSCRIRE

DÉBUT DES COURS
8 ou 10 février 2003
15 ou 30 heures : 5 semaines
VOUS APPRENDREZ À :

- Vous exprimer clairement d'une façon ordonnée
- Maîtriser votre TRAC
- Respirer, poser et projeter votre voix
- Être naturel, crédible et convaincant
- Acquérir plus d'aisance, d'assurance et de confiance
- Être performant en entrevue
- Faire des présentations
- Perfectionner votre diction (articulation, débit, pauses, intonation, messages téléphoniques...)

Accréditation de la Chambre de la Sec. Financière et de la Chambre de l'Assurance des dommages (UFC)

Pour information : **653-1127**
Bureaux ouverts samedi et en semaine de 9h à 16h

Pour les fonctionnaires provinciaux, l'École est inscrite au R.A.P.
2669, ch. Ste-Foy (à proximité de l'Hôpital Laval)

MARIE-LAURENCE NADEAU
professeure de diction

JEAN MARTIN, professeur de communication orale
Formateur agréé, Emploi Québec

Les exercices thérapeutiques de la

TECHNIQUE NADEAU^{MD} ou le **STRETCHING**

Charlesbourg, Ste-Foy, Rive-Sud
Possibilité de cours au travail

Aussi, journée santé-repos le 15 février, un cadeau pour la santé

(418) 667-7978

Daniel Racine
Professeur et massothérapeute depuis 1985

Prévention
Épuisement
Embonpoint
Maux de dos
Migraine
Fibromyalgie
Maux de ventre
Ostéoporose
Désintoxication...

collège **MÉRICI**

VOUS INVITE

**PORTES ÉLEVÉES
OUVERTES D'UN JOUR**

Dimanche 26 JANVIER
DE 13 H À 16 H

MERCREDI 29 JANVIER
DE 19 H À 21 H

Étude de dossier sur place

Session d'accueil et d'intégration

Préuniversitaire

- Sciences de la nature
- Sciences humaines - profil international
- Arts et lettres - profil dessin animé, communications visuelles et création multimédia
- Histoire et civilisation - bilingue

Techniques

- Orthèses et prothèses orthopédiques
- Éducation spécialisée
- Recherche sociale
- Tourisme
- Gestion hôtelière
- Gestion des services alimentaires et de restauration
- DEC-BACC en administration

École de langues appliquées
Formation continue

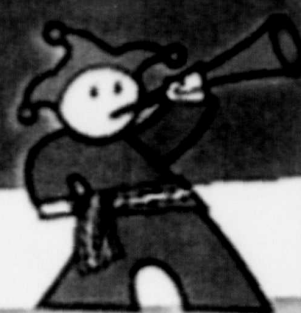
collège **MÉRICI**

3W college-merici.qc.ca



755, chemin Saint-Louis, Québec (Québec) G1S 1C1 téléphone (418) 683-1591

encan-carnaval.qc.ca



Une fois...
Deux fois...
Trois fois...
Adjugé!

Participez au Grand Encan Populaire du Carnaval de Québec M. Christie



C'est payant et divertissant !

Participez au **Grand Encan Populaire du Carnaval** et vivez une expérience amusante.

Et qui sait ! vous repartirez peut-être avec des produits obtenus à une fraction de leur prix réel !

Cet événement se tiendra le mercredi 29 janvier 2003, de 17 h à 21 h, au Palais des Arts (ancienne église Saint-Cœur-de-Marie), face à l'hôtel Loews Le Concorde, 530, Grande Allée Est.

Pour 30 \$ (taxes incluses), vous participerez à l'encan, vous pourrez miser et vous amuser dans une ambiance carnavalesque. Un goûter léger et une consommation sont inclus.

Achetez votre billet directement en ligne au encan.carnaval.qc.ca ou rendez-vous à l'un des bureaux d'information touristique de l'Office du tourisme et des congrès de Québec ou au bureau du Carnaval de Québec M. Christie :

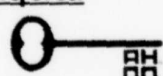
- 835, avenue Wilfrid Laurier, arrondissement de la Cité, Québec (à côté du Manège militaire), ouvert du lundi au samedi, de 9 h à 17 h et le dimanche, de 10 h à 16 h;
- 3300, avenue des Hôtels, arrondissement de Sainte-Foy-Sillery, Québec (près des ponts), ouvert du lundi au samedi, de 9 h à 17 h et le dimanche, de 10 h à 16 h;
- 290, rue Joly, arrondissement de Limoilou, Québec, ouvert du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h.

Vous pourrez également vous procurer votre billet sur place le 29 janvier.

Plus de 150 prix, une valeur de 100 000 \$, seront mis aux enchères, par encan silencieux ou à la criée, selon la valeur du prix. Vous pourrez ainsi miser sur des billets d'avion et de train, des forfaits-vacances, des appareils électroniques, des repas au restaurant, des œuvres d'art et des objets décoratifs, des vêtements, des services professionnels, des billets de saison pour le ski, des billets de spectacle, etc.

Inscrit à la programmation du Carnaval, cet événement vise à devenir un véritable « happening » hivernal dans la région de Québec. Ne laissez donc pas passer votre chance d'y participer et misez dès aujourd'hui au encan.carnaval.qc.ca

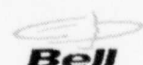
L'association des Cires d'Affaires
du Vieux-Québec



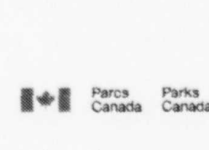
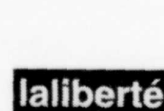
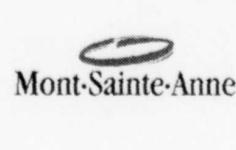
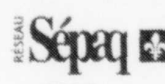
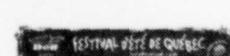
ASSOCIATION HÔTELIÈRE
DE LA RÉGION DE QUÉBEC



Chambre de commerce
de Québec
Leader et partenaire



Donateurs 1 000 \$ et plus



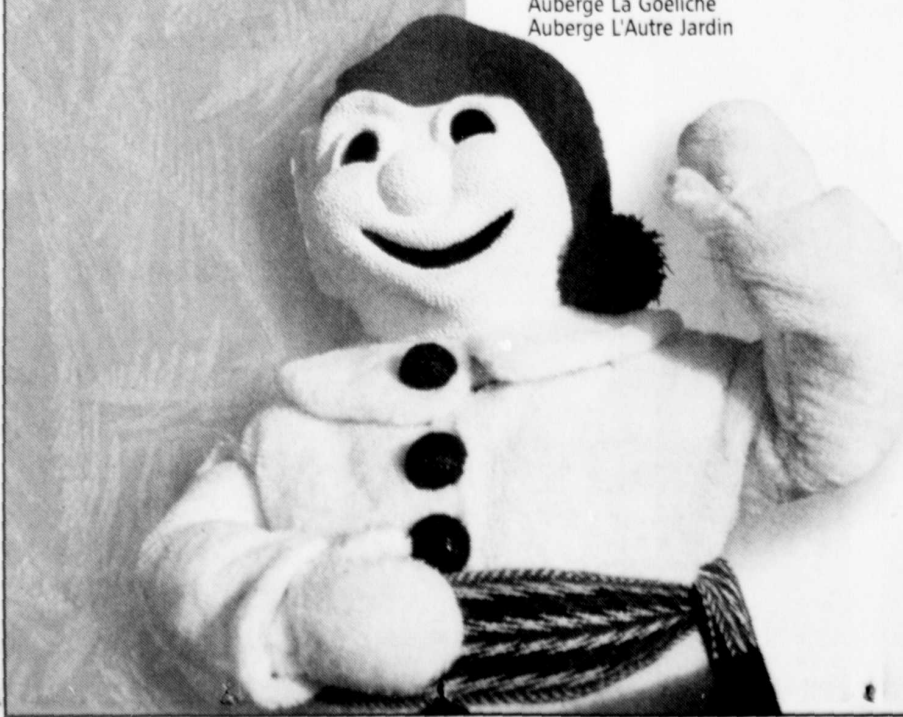
Donateurs 200 \$ - 999 \$

47^e Parallèle Resto International
Au Pied du Mont Ste-Anne condominium
Auberge Estrimont
Auberge La Goëliche
Auberge L'Autre Jardin

Auberge Saint-Antoine
Aventures Nord-Bec
B&B Villa Montcalm
Beaugarte Restaurant-Bar
Blanc Mouton
Boutique du Lys
Budget
Bureau en Gros
CAA Québec
Casino de Charlevoix
Centre de l'auto M & M/AutoPlace
Centre de rénovation R. Boies/BMR
Centre dentaire André Gilbert
Chambre de commerce de Québec
Château Bonne Entente
Chez Monsieur Gilles
Chlorophylle
Cinéma Le Clap
Citadelle de Québec/Royal 22^e Régiment
Club de golf Royal Québec
Comfort Inn & Suites St-Jérôme
Comfort Suites
Côté Dionne, recrutement de personnel
Croisières AML
Cuir La Pomme
Entrepôt du Hockey
Fairmont Le Château Frontenac
Fondation de Lauberivière
François Côté Collection

Gîte touristique Orivoir
Gladius
Grand Théâtre de Québec
Groupe Germain
Groupe Riôtel Hospitalité
Hôtel Acadia
Hôtel Château Bellevue
Hôtel Château Laurier
Hôtel Delta Montréal
Hôtel des Coutellier
Hôtel Hilton Montréal Bonaventure
Hôtel Manoir Lafayette
Hôtel Manoir Victoria
Hôtel Radisson Québec
Hôtel Universel
Hôtel Wyndham Montréal
J.B. Deschamps
Journal de Québec
La Cabane à Pierre
La Montagne en Ville/Roc Gym
L'Ardoise Resto Bistro
Laurie Raphaël
Le Capitole de Québec
Le Galopin
Le Soleil
Le St-Amour
Les Ailes de la Mode
Les Dames de Soie
Les Frères de la Côte

Les Grands Feux Loto-Québec
Magasin Vesto-Recyclo
Manoir du Lac Delage
Massif de la Petite-Rivière Saint-François
Métro Gagnon
Micheline Montgomery, artiste peintre
Musée d'art INUIT Brousseau
Musée de l'abeille/Vignoble du Petit Pré
Musée national des beaux-arts du Québec
Nord Tour
Orléans Express
Pierre Morency, joaillier
Place Laurier
Pub Le Dorsay
Québec Cigare
Remparts de Québec
Réseau TVA
Restaurants Normandin
Restaurants St-Hubert
Salle Albert-Rousseau
Société du patrimoine urbain de Québec
Théâtre du Trident
Tubbs
Vacances Air Transat
Verrerie La Mailloche



Un trafiquant de drogue écope de 56 mois de prison

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

Un homme de Saint-Raymond a reçu une sentence de 56 mois de prison pour avoir rendu deux adolescentes dépendantes de la drogue afin de mieux abuser d'elles.

Claude Poirier, dont le domicile servait de point de vente de drogue, a reculé en 2001 deux adolescentes de 15 et 16 ans en utilisant le même stratagème: il avait besoin de quelqu'un pour faire le ménage.

L'homme de 42 ans a fait preuve de beaucoup de générosité envers ses jeunes employées en leur fournissant gratuitement de la cocaïne.

Une fois les adolescentes devenues dépendantes de la drogue, elles devaient «payer en nature» ce qu'elles consommaient, selon l'expression utilisée devant le tribunal.

La plus âgée des deux s'est même laissée convaincre de vendre de la drogue à la polyvalente de l'endroit. Jusque-là,

les actes sexuels auxquels devaient se soumettre les ados se limitaient à la masturbation et la fellation.

Mais la plus âgée a été punie sévèrement pour avoir fait certaines révélations à la police. Invitée à passer dans la chambre, l'adolescente a eu droit à un violent coup de poing au ventre. Jetée sur le lit, elle a été violée par Poirier avec l'aide d'un ami, Denis Leclerc, qui tenait la jeune fille pendant que l'accusé se livrait à son crime. Leclerc est déjà derrière les barreaux pour ce crime qui lui a valu quatre ans d'emprisonnement.

Poirier a plaidé coupable à neuf accusations allant d'agressions sexuelles à trafic de drogue. Il a aussi tenté d'entraver le cours de la justice pendant sa détention préventive. Il a communiqué avec une des victimes lui demandant de convaincre l'autre de retirer sa plainte. L'accusé a été arrêté le 20 décembre 2001 et est détenu depuis ce temps. La détention préventive ajoutée à la sentence reçue équivaut à 7 ans de prison.

Il rendait les filles dépendantes pour abuser d'elles

L'Empreinte Galactique gagne le CONGA 2003

Le groupe L'Empreinte Galactique a remporté, jeudi soir, les honneurs de la 17^e édition du CONGA 2003, devant une salle comble. Les deux autres groupes finalistes, Plastic Lite et Humeurqueuse, se sont mérités respectivement les deuxième et troisième places. L'Empreinte Galactique, formé de Michel Lemay, Daniel Lemay, Sylvain Lamothe, Rami Renno, étudiant à la Faculté de sciences et génie à l'Université Laval, et Dave Desruisseaux, est né, comme bien d'autres, de l'éclatement de plusieurs groupes. Rassemblés autour du leader et chanteur Michel Lemay, ces musiciens proposent un style rock-pop alternatif. L'Empreinte Galactique se verra offrir 100 heures d'enregistrement au studio Champoux et le pressage de 500 cederoms. Les deuxième et troisième positions au-

ront droit, respectivement, à 50 et 25 heures d'enregistrement.

vendredi matin l'épouse de M. Picotte, Ginette, (PC)

L'ancien ministre libéral Yvon Picotte a été opéré d'urgence

TROIS-RIVIÈRES — Yvon Picotte, l'ex-ministre libéral qui a joint les rangs de l'ADQ, a été opéré d'urgence au Centre hospitalier régional de Trois-Rivières, jeudi soir, après que des médecins eurent découvert qu'il était infecté par une bactérie semblable à la mangeuse de chair. Contrairement à la bactérie qui a privé l'ancien premier ministre québécois Lucien Bouchard de sa jambe, celle qui a frappé M. Picotte s'en est prise à l'os du pied. «Elle était moins vorace, mais a commencé à affecter son os. Heureusement, l'opération s'est bien déroulée et son pied a été sauvé», a fait savoir

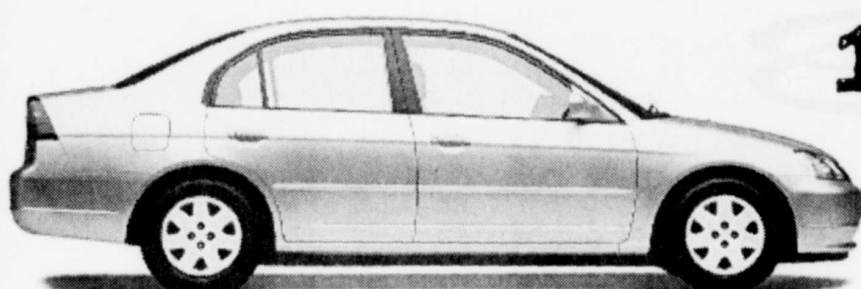
ATLANTA Une université expérimente un vaccin contre le sida

ATLANTA — L'Université Emory, à Atlanta, soutient qu'un vaccin expérimental contre le sida, développé par un de ses chercheurs, est actuellement testé sur des humains. On peut lire, dans le site Internet de l'institution, qu'une trentaine de personnes ont accepté de se soumettre aux tests dans trois États américains. Le vaccin, uniquement testé sur des singes jusqu'à présent, n'utilise pas le VIH. Il prépare plutôt le système immunitaire à répondre à certains symptômes du VIH, si ceux-ci se manifestent. Ces premiers essais cliniques doivent durer un an. (PC)

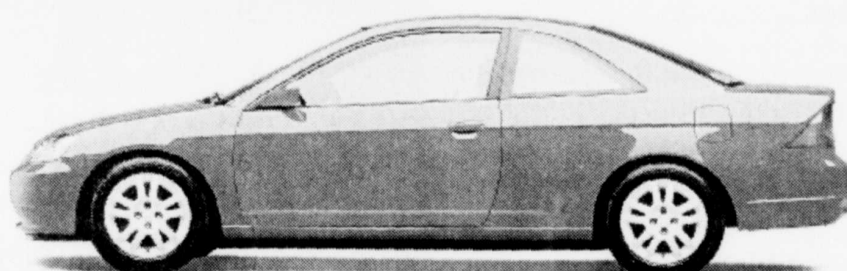
www.cyberpresse.ca

EN VEDETTE

nos Civic DX!



198\$ / mois*



*Location-bail par HCFI sur la Civic Berlina DX (modèle ES1513PX) et sur la Civic coupé DX (modèle EM22113P). Comptant ou échange équivalent de 2516\$. (modèle ES1513PX) et comptant ou échange de 2750\$. (modèle EM22113P). Kilométrage alloué de 96 000 km. Taxes, immatriculation, assurances et frais d'administration en sus. Sujet à l'approbation du crédit. Photos à titre indicatif. Offre d'une durée limitée.

Ste-Foy
lallier

2000, Jean-Talon Nord,
Sainte-Foy
(boul. Charest)

687-2525

www.lallierstefoy.com



PROGRAMME
CONCESSIONNAIRE
DE QUALITÉ



HONDA

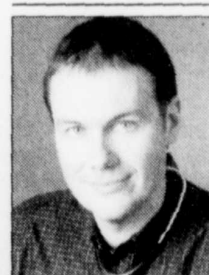
Camp Marist
au bord du lac Ossipee
New Hampshire

- * Garçons et filles âgé(e)s de 6 à 16 ans
- * Programmes de 2 à 7 semaines
- * Personnel d'expérience
- * Plus de 35 activités passionnantes
- * Campus de 300 acres

Route 25 East
Center Ossipee NH 03814
(603) 539-4552 / Téléc.: (603) 539-8318
Courriel: marist@ix.netcom.com
Site Internet: www.campmarist.org
Accrédité par l'American Camping Assoc.

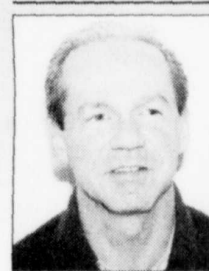
« Pour le plus bel été de votre vie »

La Clinique médicale
Le Campanile
est heureuse d'accueillir deux nouveaux membres au sein de son équipe.



Pascal Rochette, md

Diplômé en médecine de l'Université Laval et certifié en médecine familiale depuis 1995, le docteur Pascal Rochette est de retour dans la région de Québec après avoir pratiqué pendant 7 ans à Chibougamau où il a principalement œuvré en centre hospitalier (urgence, soins intensifs, épreuves d'effort, enseignement médical) et en cabinet privé (bureau, soins à domicile). En plus de travailler à notre clinique, le docteur Rochette pratique la médecine à l'urgence de l'Hôpital Laval, de même que sur l'avion-ambulance du gouvernement du Québec.



René Genest, md

Diplômé en médecine de l'Université Laval et certifié en médecine familiale depuis 1991, le docteur René Genest est heureux d'avoir sa distinguée clientèle qu'il s'est joint à l'équipe de la Clinique médicale Le Campanile. De plus, il poursuit sa pratique à l'urgence du Pavillon Saint-Sacrement (CHA).

Venez les rencontrer...

3730, rue du Campanile, Sainte-Foy 652-0030

Avec ou sans rendez-vous, 7 jours sur 7

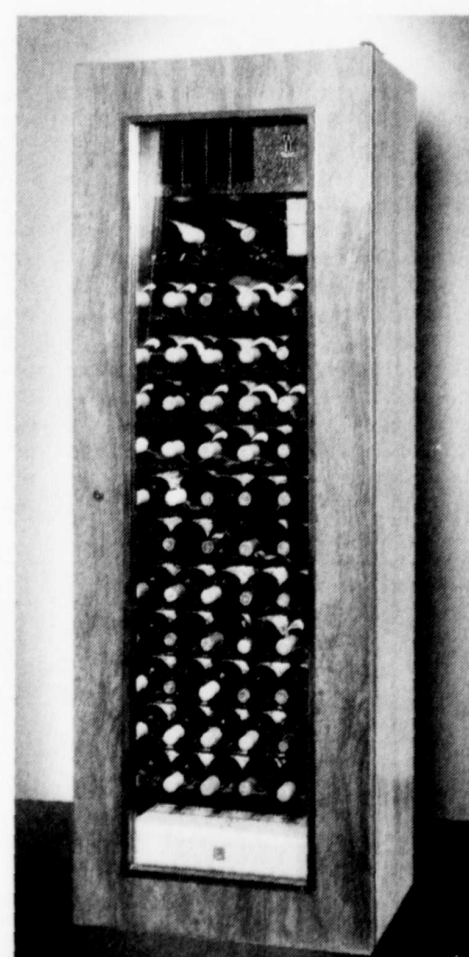
Heures d'ouverture:

lundi au jeudi, 8 à 21 heures; vendredi, 8 à 18 heures; samedi et dimanche, 9 à 13 heures

Vente de celliers
jusqu'au 31 janvier*
(démonstrateurs et neufs)

L'enfermer
pour mieux
le vieillir

Nos spécialistes
sauront vous conseiller sur
les nombreux modèles
selon vos besoins
et vos attentes.



*Offre valable jusqu'au 31 janvier 2003

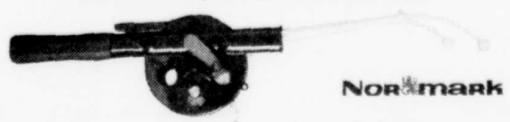
**Vinum
Grappa**
Verres - Carafes - Celliers

3654, du Campanile
Sainte-Foy
650-1919



PECHE blanche

Ensemble pour pêche blanche



Modèle TEHO 50
Canne et moulinet.
N° 25460

989\$

Modèle TEHO 03
Canne et moulinet,
tête à double action.
N° 53529

1489\$

Canne à pêche



Canne pour moulinet à lancer léger 24"
de longueur, action moyen. N° 71508.

Plusieurs autres modèles à partir de 7.29\$

COMPACT

729\$

Perceuse à glace

Modèle Swede Bore ou Fine Bore
Disponible de 4.5" à 8" de diamètre.
Lame amovible.

À partir de 529\$

Modèle FB159LE
Moteur à 2 temps à essence de 27 cc,
8" de diamètre. Poignée ergonomique.
Pèse moins de 9 kg. N° 101901

6799\$

Husqvarna

"Hot pad"

Chaussettes et
chauffe-pieds.
Jetable et facile à
utiliser.

119\$

FAMOUS



"Jigging rap"

Poisson nageur pour la pêche
verticale, plusieurs grosseurs
et couleurs disponibles.
N° 25483.

À partir de 549\$

RAPALA

Berkley

"Fireline Micro Ice"

Résistant à l'abrasion,
diamètre extra fin.
Gross. : 4, 6 ou 8 lb.
N° 118941

829\$

GANKA

Mitaines imperméables

Caoutchouc antidérapant
Doublure amovible
N° 41914.

À partir de 949\$

Brimbale

Mécanisme automatique,
se déclenche dès que le poisson
taquine l'appât. N° 118341

**Plusieurs autres
modèles disponibles
à partir de 2.99\$**

1749\$

ODANAC

Botte "Prairie"

Doublure de feutre amovible
Hauteur de 12". Couleur verte
et grandeur : 6 à 13
N° 273.
Cour. : 84.95

Spécial

749\$

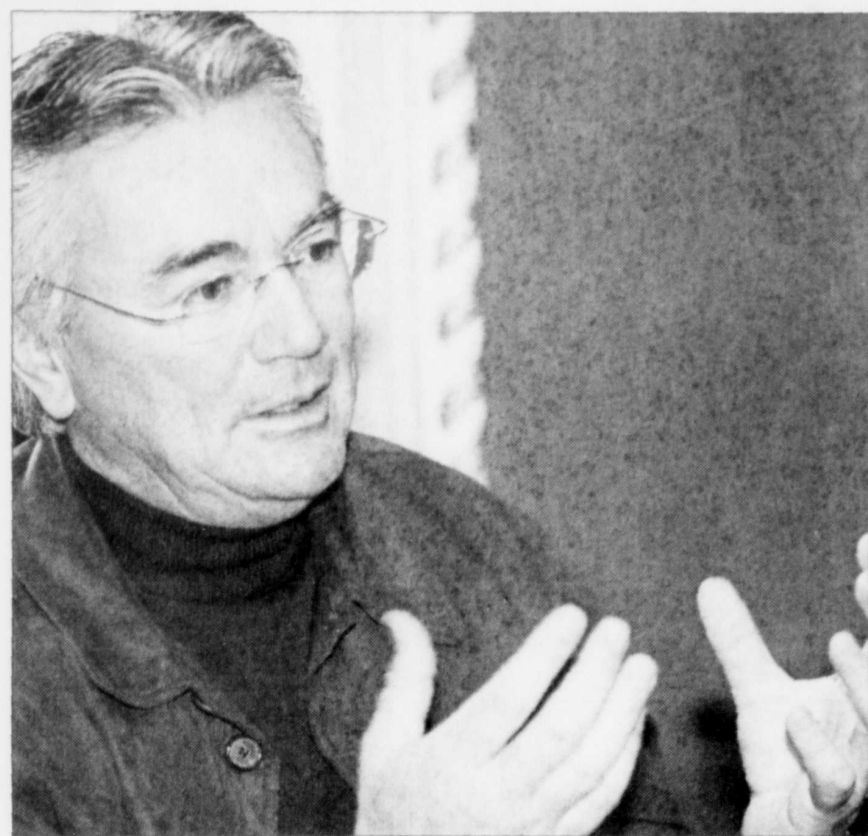
acton

acton

LATULIPPE

637, de St-Vallier O, Québec, 418-529-0024
www.latulippe.com

LE QUÉBEC ET LE CANADA



Pour Rémy Kurtness, un échec de l'Approche commune équivaudrait à balancer 23 ans de travail par la fenêtre.

« Pas le droit de "scraper" les prochaines générations »

MYLÈNE MOISAN
M.Moisan@lesoleil.com

Rémy "Kak'wa" Kurtness n'aime pas parler de lui. Le père innu de l'Approche commune préfère, de loin, causer de l'urgence de sortir les siens de la dépendance. Posé, il lance un vibrant appel à la maturité. Des Blancs et des autochtones.

M. Kurtness a 48 ans. Chasseur, golfeur gaucher. Depuis quatre ans, il est le négociateur en chef des Innus de Betsiamites, d'Essipit, de Mash-teuiatsh et de Nutashkuan. En face de lui, Louis Bernard, négociateur pour le Québec, et André Maltais, qui parle au nom d'Ottawa. Il a passé la semaine à Québec, où l'Approche commune, conclue était débattue en commission parlementaire.

En entrevue, mercredi, M. Kurtness avait l'air fatigué. Et inquiet. Depuis 23 ans que durent les négociations entre les nations, c'est la première fois que les parties en sont venues à une entente de principe, aussi imparfaite soit-elle. L'Approche commune, conclue avec quatre communautés innues de la Côte-Nord et du Lac-Saint-Jean, ne fait pas l'unanimité. Les opposants pourraient la faire dérailler. « C'est un consensus fragile. Je fais mon possible, mais je ne contrôle pas tout. Je crois qu'il faut ratifier maintenant et continuer de négocier, sinon on risque l'échec », prédit-il.

L'échec, aux yeux de M. Kurtness, signifie une occasion ratée de sortir les Innus du borbier social et économique dans lequel ils sont enlisés. Il sait de quoi il parle. Né à Mash-teuiatsh en avril 1954, il a passé les six ans de son cours primaire dans un pensionnat. Marqué, il préfère s'abstenir de revenir sur cette période de sa vie. Au plus, il dira que ces années l'ont « affaibli » et qu'il est en « processus de guérison ». Au-delà des souvenirs qu'il garde pour lui, il conserve de cette époque une réticence à s'ouvrir aux autres. Un goût pour les sports aussi.

Après ses années de pensionnat, il a fait son cours secondaire à Roberval, puis son cégep à Jonquière. Il est ensuite descendu au sud, à Trois-Rivières, où il a décroché un baccalauréat en récréologie. C'est à l'Université du Québec à Chicoutimi qu'il a complété ses études, y obtenant un certificat en gestion des ressources humaines.

Avant de mettre la main à l'Approche commune, il a été chef du Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean pendant huit ans. Il est marié depuis 22 ans. N'a pas d'enfant.

Cela dit, ce n'est pas pour ses vieux jours qu'il travaille entre 65 et 70 heures par semaine pour trouver un terrain d'entente entre Blancs et Innus. « Je suis déterminé à faire ça pour les jeunes. On n'a pas le droit de scraper les prochaines générations. On ne peut pas tolérer la situation actuelle, où il y a entre 40% et 70% de chômage sur les réserves. Si on tenait compte des statistiques des Premières nations, le Canada ne serait pas le meilleur pays au monde. Il serait 63^e », plaide-t-il.

Les jeunes, selon lui, ont déjà bien assez souffert de l'actuel régime. À preuve, il raconte ces deux heures passées la semaine dernière avec une jeune Innu, ébranlée par un reportage à la télé où un adolescent disait ne pas être fier d'être Innu. La fille était en pleine crise d'identité. « Quand on apprend qu'on n'existe plus, ou qu'on ne veut plus exister, comment on se sent ? » demande-t-il. On sent qu'il est passé par là.

Entre l'entente de principe actuellement sur la table et la signature d'un traité, il y a encore un monde. Le spectre de devoir tout reprendre du début aussi. Mais, « pour une fois, la lumière au bout du tunnel n'est pas le train », illustre M. Kurtness. Il implore, le mot est faible, Québécois et Innus à faire preuve de sagesse. « Il n'y a pas de capital politique à se faire sur le dos des Innus. Il faut faire appel à la maturité des deux peuples, même s'il n'y a pas obligation de s'entendre. Même si c'est possible qu'on arrive à un échec ».

En bout de ligne, ce sont les Innus qui ont le plus à perdre et le plus à gagner, croit M. Kurtness. « Il n'y aurait pas qu'un seul gagnant », tient-il cependant à préciser. Un échec équivaudrait à balancer 23 ans de travail par la fenêtre, à maintenir l'incertitude et la tension. Un succès serait porteur de bien des espoirs. « Ça nous permettrait de briser la culture de dépendance dans laquelle nous sommes. On deviendrait des partenaires, des alliés. Bien sûr, on va faire des erreurs. Mais, ça va être nos erreurs. Et on n'aura personne d'autre que nous-mêmes à blâmer. »

« Pour une fois, la lumière au bout du tunnel n'est pas le train »

FINANCEMENT DU TRANSPORT EN COMMUN

Ménard refuse de taxer l'essence

Il propose plutôt de rapatrier une charge fédérale destinée à la lutte au déficit

MYLÈNE MOISAN
M.Moisan@lesoleil.com

■ Serge Ménard ferme la porte à une taxe sur l'essence pour financer le transport en commun. Au lieu, le ministre des Transports réclame d'Ottawa la taxe à la pompe de 1,5¢, le litre imposée en 1995 pour atteindre... le déficit zéro.

« Les automobilistes sont assez taxés sur l'essence », a tranché M. Ménard, hier après-midi, en entrevue téléphonique. Le ministre des Transports réagissait aux recommandations contenues dans les rapports de Louis Bernard, Bernard Angers et Antoine Grégoire, mandatés en juillet pour revoir le financement du transport en commun respectivement pour Montréal, pour Québec-Lévis et pour les autres régions du Québec.

Parmi les nombreuses recommandations qu'ils ont adressées jeudi au ministre, les trois mandataires proposent d'imposer une surtaxe sur l'essence de 0,5¢ à 1,5¢ à Gatineau, à Sherbrooke, à Saguenay, à Trois-Rivières et à Québec. Pas à Lévis. Pour ce qui est de Montréal, où une taxe de 1,5¢ existe déjà, M. Bernard propose de la majorer à 2,5¢.

Hier, le ministre a réitéré son opposition à une telle mesure et proposé sa solution de rechange. « Depuis août 1995, les automobilistes payent 1,5¢ sur chaque litre d'essence pour aider le gouvernement fédéral à atteindre le déficit zéro, même si, aujourd'hui, il est en situation de surplus. On donne 150 millions \$ par année pour un objectif déjà atteint, alors que cet argent-là pourrait aller pour le transport en commun. Je pense que le fédéral serait ouvert à ça. Ça va dans le sens des objectifs de Kyoto », a argumenté M. Ménard.

Au sortir d'une rencontre avec Jean-Paul L'Allier, qui souhaite l'imposition d'une taxe sur l'essence de 1,5¢, le chef de l'Action démocratique du Québec n'a pas rejeté la proposition. « Il faut investir dans les transports en commun, on ne peut pas se boucher les yeux là-dessus. L'idée qu'on mette un peu d'argent de côté pour prévoir les besoins futurs est sûrement une idée qui tient la route », a dit Mario Dumont.

IMMATICULATION

Outre la taxe sur l'essence, les mandataires recommandent d'augmenter de 30 \$ à 35 \$ la portion de la facture d'immatriculation consacrée au transport en commun. Une contribution, inchangée depuis sa mise en place en 1992, qui serait aussi indexée au fil des années.

Alors que les automobilistes des villes disposant d'un réseau de transport en commun payeraient 35 \$, ceux habitant en périphérie contribueraient à raison de 17,50 \$. Dans la région, le « demi-tarif » serait imposé aux résidents de l'île d'Orléans, de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, de Fossambault-sur-le-Lac, de Lac-Saint-Joseph, de Shannon, de Saint-Gabriel-de-Valcartier, de Stoneham-Tewkesbury, de Lac-Delage, de Lac-Beauport, de Sainte-Brigitte-de-Laval, Château-Richer et de l'Ange-Gardien.

Des mesures fiscales sont aussi prévues, notamment de permettre aux travailleurs de déduire leur laissez-passer de leurs impôts. Dans le même esprit, les compagnies qui décide-

raient de payer le laissez-passer à leurs employés pourraient soustraire 125% de cette dépense. Quant aux employés qui jouissent d'un stationnement à leur travail, ils verraient cet avantage imposé.

Pour les usagers, pas question d'un gel des tarifs. Les trois membres du groupe de travail recommandent l'indexation. « De toute façon, quand il y a un gel, c'est la municipalité qui paye en bout de ligne », a indiqué Bernard Angers, le mandataire responsable de Québec et de Lévis.

Dans l'ensemble, le ministre s'est dit plutôt satisfait des trois rapports qu'il a reçus. « C'est quelque chose de cohérent, qui balance et qui établit

les besoins, même si je ne suis pas d'accord avec toutes les propositions. C'est clair sur le coût total, sur les besoins et sur les calculs. À partir de ça, ce qu'on enlève à une place, il faut le reprendre à une autre », a-t-il résumé.

M. Angers estime que le plus grand défi de la région est de convaincre les gens d'utiliser le transport en commun. « Québec est la ville au Canada où il y a le plus d'autoroutes et le transport en commun traîne de la patte. Pour renverser la tendance, il faut que ça soit fiable. C'est capital. Il faut du service et que ça n'arrête pas tout le temps », insiste-t-il.

Selon M. Angers, la stabilité est la clé pour le Réseau de transport de la capitale (RTC). C'est pourquoi il propose dans son rapport que les futures conventions collectives devront être signées pour une période minimale de sept ans. « C'est surtout important que les artisans du RTC s'entendent pour plus longtemps. Ça n'a pas de bon sens, il faut du service ! »



« On donne 150 millions \$ par année pour un objectif déjà atteint, alors que cet argent-là pourrait aller pour le transport en commun », souligne Serge Ménard.

Un rapport généralement bien accueilli

Seule la Chambre de commerce de Québec n'y trouve pas son compte

ISABELLE MATHIEU
I.Mathieu@lesoleil.com

Les sociétés de transport et les comités d'usagers se réjouissent du contenu des rapports sur le financement du transport en commun alors que la Chambre de commerce de Québec pousse les hauts cris à l'idée d'une taxe sur l'essence.

L'Association du transport urbain du Québec estime que les mandataires Louis Bernard, Bernard Angers et Antoine Grégoire fournissent les bons outils pour régler de façon durable le sous-financement du transport en commun.

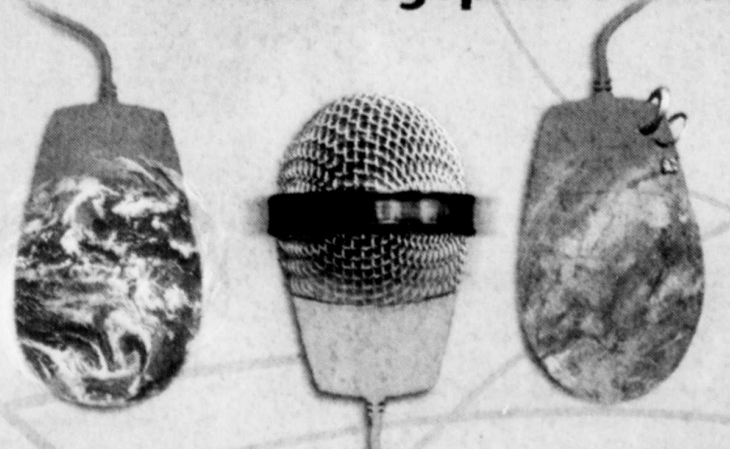
Le Comité régional des usagers du transport en commun, le Conseil régional de l'environnement et Vivre en Ville, trouvent aussi leur compte dans le rapport sur Québec. Les mesures fiscales proposées pour inciter les gens à prendre l'autobus devraient s'appliquer rapidement, dit Jérôme Vaillancourt, directeur général de Vivre en

Ville. « Les mesures fiscales actuelles encouragent les employeurs à fournir le stationnement plutôt que le titre de transport », déplore M. Vaillancourt.

L'idée d'une taxe sur l'essence et d'une augmentation des frais d'immatriculation plait à Alexandre Turgeon, directeur général du Conseil régional de l'environnement, en autant que les sommes générées seront investies dans le développement de nouvelles infrastructures.

À l'opposé, la Chambre de commerce de Québec voit rouge lorsqu'on avance la possibilité d'ajouter une autre taxe. Le président de la Chambre, Claude Gauvin, trouve tout simplement choquant de « demander la société surtaxée de contribuer encore une fois au financement d'un système de transport qui se révèle un gouffre sans fond ». Pour M. Gauvin, il faudrait plutôt ouvrir la porte à la concurrence du privé, qui permettrait de dégager une économie de 50 M \$ au bout de 10 ans, selon son estimation.

Portes ouvertes au Cégep de Sainte-Foy



2410, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy, QC G1V 1T3. Tél.: (418) 659-6600 poste 3653 www.cegep-stf-foy.qc.ca

27 janvier 2003 de 18 h 30 à 20 h 30
Accueil entrée Margelle

Programmes techniques

Administration et informatique
Administration - 3^e année seulement
Assurances, finance, comptabilité et marketing
Conseil en assurances et services financiers
Gestion commerciale
Techniques de comptabilité et de gestion
Techniques de l'informatique
Techniques de l'informatique - DEC + BAC

Arts et design

Danse-interprétation
Design de présentation
Design industriel
Graphisme
Techniques d'intégration multimedia

Biologie et foresterie

Techniques d'inventaire
et de recherche en biologie
Technologie de la transformation
des produits forestiers
Technologie forestière

Santé

Soins infirmiers
Techniques d'inhalothérapie
Technologie d'analyses biomédicales
Technologie de radiodiagnostic
Technologie de radio-oncologie

Techniques humaines

Techniques d'éducation à l'enfance
Techniques d'éducation spécialisée
Techniques de travail social

Programmes préuniversitaires

Arts plastiques
Histoire et civilisation
Langues et cultures
Littérature et arts
Musique
Musique et sciences de la nature
Musique et sciences humaines
Sciences de la nature
Sciences de la nature : profil
technoscientifique Pascal
Sciences humaines :
profil l'individu et son milieu
profil Monde et cultures
profil Organisations et gestion
profil Sociétés et perspectives mondiales
Sciences, lettres et arts

Jean Rochon s'apprête à se retirer

PIERRE PELCHAT
PPelchat@lesoleil.com

Le ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail, Jean Rochon, annoncerait dans quelques jours qu'il ne sera pas candidat à la prochaine élection provinciale.

Hier, au sortir d'une rencontre fédérale-provinciale des ministres du Travail, M. Rochon n'a pas voulu répondre à la question concernant son avenir politique. Tout au plus, il a indiqué qu'il fera part de ses intentions au cours des prochains jours.

Le député de Charlesbourg s'est également refusé à commenter la candidature de Jonatan Julien, comptable à l'emploi du vérificateur général du Québec, pour représenter l'Action démocratique du Québec dans cette circonscription.

Élu pour la première fois en 1994, M. Rochon a été ministre de la Santé et des Services sociaux de 1994 à 1998. Durant cette période, le médecin a été un des acteurs importants qui ont imposé des compressions budgétaires majeures dans le réseau de la santé et des services sociaux afin d'effacer le déficit de 6 milliards \$ dans les finances publiques et ainsi, paver la voie à des réductions d'impôt.



Jean Rochon

Malgré une vive opposition, M. Rochon a été réélu en novembre 1998. Il a occupé par la suite les fonctions de ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie et celles de ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail.

Cet ex-doyen de la faculté de médecine à l'Université Laval est entré en politique active sur le tard. Il aura 65 ans l'été prochain. Durant les années 80, il a présidé une commission d'enquête sur la santé et les services sociaux au Québec. Par la suite, il a travaillé pendant quelques années à l'Organisation mondiale de la santé, avant de faire le saut en politique active.

En début de semaine, la députée péquiste des Chutes-de-la-Chaudière, Denise Carrier-Perreault, a également annoncé qu'elle ne sera pas sur les rangs lors de la prochaine élection prévue quelque part entre mars et juin. Elle avait été élue pour la première fois en 1989 et réélue successivement par la suite en 1994 et en 1998.

Par ailleurs, les ministres provinciaux du Travail et la ministre fédérale, Claudette Bradshaw, ont poursuivi leurs discussions, cette semaine, à Québec, sur les mécanismes de collaboration entre Ottawa et les provinces concernant la protection des droits des travailleurs, des normes du travail, en rapport avec les négociations de la Zone de libre-échange des Amériques.

« Dans cet accord commercial, il y a des secteurs protégés dont la culture, l'environnement et le travail. Nous voulons nous assurer que ces négociations n'affectent pas à la baisse les conditions de travail des gens d'ici mais plutôt qu'elles puissent améliorer celles des pays qui feront partie de l'entente », a expliqué le ministre.

Pour y arriver, les provinces veulent obtenir la mise en place d'un mécanisme qui les assurera d'une pleine participation à toutes les étapes du processus de négociation.

De son côté, la ministre Bradshaw n'avait que de bons mots sur le déroulement de cette réunion qui a duré près de deux jours au Château Frontenac, bien qu'il n'y ait pas encore d'entente finale entre les provinces et le fédéral sur une mécanique de consultation.

Les échanges entre les ministres ont également porté sur le manque d'avantages sociaux et de mesures de protection pour les travailleurs autonomes, les employés à temps partiel et sur les mesures pour corriger la situation. De plus, les ministres ont discuté d'initiatives à prendre pour sensibiliser les jeunes à la santé et la sécurité au travail.

Bellemare au PLQ



ARCHIVES LE SOLEIL STEVE DESCHÊNES

L'avocat Marc Bellemare deviendra officiellement candidat pour le Parti libéral de Québec dans la circonscription de Vanier. L'annonce sera faite lundi avant-midi à l'hôtel le Dauphin en présence du chef du parti, Jean Charest. M. Bellemare s'est fait connaître pour son implication dans le dossier des accidentés de la route. Récemment, il appelait les trois partis politiques à s'engager à améliorer le sort des victimes d'accidents. La promesse est venue de... Jean Charest, qui a promis de se pencher sérieusement sur le dossier et d'apporter les réformes souhaitées par son nouveau candidat, M. M.

RÉSIDENTE DU PREMIER MINISTRE Dumont ne s'installerait pas dans l'édifice Price

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

« Je vous mets au défi d'aller voir si la résidence de l'édifice Price convient pour une grosse famille de trois enfants », a répondu Mario Dumont, hier, à savoir s'il comptait habiter la capitale advenant son élection comme premier ministre.

Comme il l'a fait quelques fois au cours des dernières années, le chef de l'ADQ n'a pas voulu s'avancer sur la délicate question de la résidence officielle du PM à Québec. « Un gouvernement de l'ADQ va gouverner à Québec, mais les décisions familiales de ma femme et de mes trois enfants sont prises dans un contexte non politique », a-t-il indiqué, hier avant-midi, au sortir d'une rencontre avec le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier.

Cela dit, le 8 septembre 1994, M. Dumont s'était dit pleinement d'accord pour que Québec jouisse vraiment de son statut de capitale, ne repoussant

d'ailleurs pas l'idée d'une résidence officielle pour le premier ministre. « Il m'apparaît normal que le premier ministre ne soit pas un touriste de passage », avait-il dit alors.

Depuis novembre 2001, le premier ministre Bernard Landry habite les 16^e et 17^e étages de l'édifice Price, rue Sainte-Anne, ce qui lui donne 2800 pieds carrés répartis sur deux étages. Le coût total de la location atteindra 50940 \$ par année, pour un bail de 10 ans. L'allocation de logement du premier ministre est établie à 14000 \$ par année.

Par ailleurs, MM. Dumont et L'Allier ont discuté ensemble pendant une trentaine de minutes sur différents sujets touchant la ville de Québec. Il a été convenu d'une rencontre future où les dossiers seront abordés de façon plus précise. En point de presse, le chef adéquate a promis de travailler à « une approche nouvelle pour la fiscalité » et de revoir « la réglementation municipale, devenue très contraignante ».

Caravan Cherokee p.l. Cruiser Dodge SX 2-0 liberty Grand Cherokee

STE-FOY CHRYSLER

Des conseillers passionnés

2025, Jean-Talon Sud
Sainte-Foy (Québec)
(418) 682-2025
www.sfchrysler.com

Fernand Delisle Tommy Fournier

Une équipe de vrais passionnés

Grand Caravan p.l. Cruiser liberty p.l. Cruiser Grand Cherokee Caravan

12 mois sans intérêt⁺

NOUVEAU en verre givré!

POSTE DE TRAVAIL
• FINI AVEC LE DESSUS EN VERRE GIVRÉ SUR UN PIÈTEMENT DE MÉTAL ARGENT
• TIROIR CLAVIER 28" EN VERRE
• PORTE CPU AJUSTABLE
• DIMENSIONS: 61,5" P X 61,5" L X 40" H
Prix sug.: 495⁰⁰ **299⁹⁹** 24⁹⁹/mois

POSTE INFORMATIQUE
• DISPONIBLE EN FINI MIEL ET TAUPE
• TIROIR-UTILITÉ
• TIROIR-FILIÈRE
• TIROIR-CLAVIER 27"
• PORTE CPU
• DIMENSIONS: 67" L X 67" P X 56" H
Prix sug.: 734⁰⁰ **419⁹⁹** 34⁹⁹/mois

CHAISE APPUI-GENOUX
• SIÈGE ET APPUI-GENOUX REMBOURRÉS DE COULEUR NOIR
• AJUSTEMENT MANUEL DE LA HAUTEUR
Prix sug.: 144⁰⁰ **89⁹⁹**

CHAISE OPÉRATEUR
• DISPONIBLE EN NOIR, GRIS OU BLEU
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
Prix sug.: 115⁰⁰ **34⁹⁹**
Avec option des bras fixes **44⁹⁹**

FAUTEUIL OPÉRATEUR
• DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS OU ROUILLE
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
Prix sug.: 228⁰⁰ **99⁹⁹**

FAUTEUIL ERGONOMIQUE
• DISPONIBLE EN FINI CUIR/SIMILI-CUIR NOIR
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• RÉGLAGE DE L'INCLINAISON DE L'ASSISE ET DU DOSSIER
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
Prix sug.: 355⁰⁰ **179⁹⁹**

POSTE INFORMATIQUE EN L
• DISPONIBLE FINI ÉRABLE
• TIROIR-CLAVIER 30"
• DIMENSIONS: 51" L X 40" P X 51" H
Prix sug.: 210⁰⁰ **99⁹⁹**

POSTE INFORMATIQUE
• DISPONIBLE FINI ÉRABLE NATUREL
• DIMENSIONS: 40" L X 16" P X 28" H
Prix sug.: 113⁰⁰ **59⁹⁹**

POSTE INFORMATIQUE
• DISPONIBLE FINI ÉRABLE SUR GRAPHITE
• TIROIR-CLAVIER 28"
• CAPACITÉ DE 32 CD
• DIMENSIONS: 48" L X 47" P X 57" H
Prix sug.: 300⁰⁰ **149⁹⁹**

POSTE DE TRAVAIL
• DISPONIBLE FINI AÇAJOU SUR NOIR, HÊTRE DORÉ OU ÉRABLE NATUREL
• TIROIR-CLAVIER 25"
• TIROIR-UTILITÉ
• TIROIR-FILIÈRE
• DIMENSIONS: 65" L X 89" P X 61" H
Prix sug.: 879⁰⁰ **519⁹⁹** 43³³/mois

POSTE INFORMATIQUE
• DISPONIBLE EN AULNE ET NOIR, GRANITE ET NOIR OU ÉRABLE ET NOIR
• TIROIR-UTILITÉ
• TIROIR-FILIÈRE
• TIROIR-CLAVIER 25"
• ESPACE POUR CPU
• DIMENSIONS: 60" L X 67" P X 30" H
Prix sug.: 455⁰⁰ **229⁹⁹**

CHAISE non incluse

CHAISE noire incluse!

FOURNITURES DE BUREAU

Denis

LES VRAIS EXPERTS DU BUREAU

17 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE

QUÉBEC 1415, BOUL. CHAREST OUEST,
Tél.: 682-3113

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES
OUVERT 7 JOURS

MAGASIN EN LIGNE :
www.Denis.ca

LIVRAISON GRATUITE**
MÊME LE SAMEDI

OFFRE EN PRÉLÈVEMENT JUSQU'AU 28 JANVIER 2003. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. * ASSEMBLAGE REQUIS. ** TERRITOIRES LIMITÉS. LE FINANCEMENT SUR APPROBATION DU CRÉDIT SEULÉMENT PEUT S'APPLIQUER SUR LE MONTANT TOTAL D'ACHATS DE MOBILIERS ET DE CHARGES DE BUREAU. ACHAT MINIMUM DE 299\$. VOUS NE PAYEZ QUE LES TAUX DE VENTE ET LE MONTANT DE VOTRE ACHAT SERA RÉPULSI EN 12 VERSEMENTS ÉGAUX SANS FRANCHISE INTÉRÊT. DÉBUTANT LE MOIS SUIVANT VOTRE ACHAT. DÉTAILS EN MAGASIN.

4%* Payez plus vite!

Hypothèque à taux variable : taux préférentiel - 1/2 %

L'HYPOTHÈQUE SIMPLIFIÉE » 1 866 BLC-2088

BANQUE LAURENTIENNE

*Une réduction de 0,5% (P-1/2%) sera appliquée au taux préférentiel de la Banque Laurentienne du Canada (BLC). Le taux annuel du coût d'emprunt (TAC) serait de 4,00% basé sur un prêt de 100 000 \$, amorti sur 25 ans avec un terme de 5 ans. Le TAC suppose un taux préférentiel BLC de 4,5 % (taux en vigueur au 24 janvier 2003) pour toute la durée du prêt. Le taux d'intérêt applicable variera selon les fluctuations du taux préférentiel de la BLC pendant la durée du prêt. Certaines conditions s'appliquent. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre et est sous réserve d'approbation du crédit par la Banque.

DÉCISION DU
CONSEILLER EN ÉTHIQUE

John Manley
n'était pas en conflit
d'intérêts lorsqu'il
a téléphoné à la
CIBC

■ OTTAWA — Le ministre des Finances, John Manley, a été blanchi par le conseiller fédéral en éthique des accusations de conflit d'intérêts formulées à son endroit après qu'il eut téléphoné au président de la CIBC pour venir en aide aux Sénateurs d'Ottawa. « Nous sommes évidemment heureux de cette décision, a déclaré un porte-parole de M. Manley, hier. Cela ne fait que confirmer ce que le ministre affirmait depuis le début — qu'il agissait pour le bien de sa circonscription dans un dossier urgent. » Le rapport détaillé du conseiller en éthique, Howard Wilson, ne devait pas être rendu public avant aujourd'hui. Mais des copies du rapport ont été remises hier au bureau de M. Man-

ley et au leader parlementaire de l'Alliance canadienne, John Reynolds, qui avait déposé la plainte. Un conseiller de l'Alliance a confirmé que M. Wilson a conclu que M. Manley n'était pas en conflit d'intérêts. Le conseiller en éthique a également rejeté les allégations voulant que M. Manley ait transgressé la loi fédérale sur le lobbyisme. M. Manley a téléphoné au président de la CIBC, John Hunik, le 30 décembre, pour lui poser des questions au sujet d'un projet d'entente du propriétaire des Sénateurs, Rod Bryden, visant à solutionner les problèmes de financement de son équipe. M. Wilson a conclu que cet appel « ne soulève pas dans mon esprit un possible conflit d'intérêts. » (PC)



Jean Chrétien a indiqué qu'une loi restreignant les contributions financières des sociétés ne s'appliquerait pas à l'actuelle course à la direction du parti. Votée en juin, elle ne serait valide qu'en 2004.

Libéraux inquiets

Limitier les contributions
financières des corporations
risque de créer une division

LOUISE ELLIOTT
Presse canadienne

OTTAWA — Des membres influents du Parti libéral craignent que le projet du premier ministre Jean Chrétien de restreindre les contributions financières des sociétés soit une nouvelle source de division au sein du parti.

Le député John Harward, qui a longtemps soutenu une telle proposition, la juge inopportune pour l'instant puisqu'elle risque de nuire à Paul Martin, dont il est l'un des partisans dans la course à la direction du parti.

Selon M. Harward, la dissidence pourrait éclater si la manœuvre de M. Chrétien est perçue comme une attaque directe à l'endroit de M. Martin sur la question des levées de fonds.

Une limite aux contributions financières est l'un des points à l'ordre du jour de la réunion de l'exécutif du parti, qui a débuté hier.

Le président du parti, Stephen LeDrew, et le président du caucus national, Stan Keyes, ont demandé qu'une consultation interne soit menée avant d'aller de l'avant.

Le premier ministre a déclaré jeudi que le projet de loi était prêt et qu'il serait déposé la semaine prochaine, ajoutant qu'il pourrait demander un vote de confiance qui, s'il est perdu, pourrait précipiter la tenue d'élections générales.

Cette perspective trouble le député Harward, qui a dit ne pas savoir comment il voterait. « Mon cœur me dit de voter pour une telle proposition, mais nous avons besoin d'une consultation » au préalable, a-t-il déclaré.

Le premier ministre a dit croire qu'il remportera le vote, puisque, selon lui, les bloquistes et les néo-démocrates appuient le projet de loi.

Stephen LeDrew s'est dit favorable à des restrictions sur les contributions financières des entreprises, mais il craint qu'elles n'empêchent les sociétés d'influencer le processus politique autant qu'elles ne le devraient.

La ministre du Patrimoine, Sheila Copps, a quant à elle soutenu que des restrictions sont nécessaires pour limiter l'influence des sociétés. Elle a donné l'exemple du processus menant à la ratification du protocole de Kyoto, que des compagnies généreuses envers le Parti libéral auraient tenté d'influencer.

Cette déclaration a fait bondir Stan Keyes, qui a accusé M^{me} Copps de vouloir le beurre et l'argent du beurre, puisqu'elle bénéficie de dons corporatifs pour financer sa course au leadership.

Don Boudria, leader du gouvernement en chambre, a dit espérer que la loi soit votée avant la fin de la session parlementaire, en juin. Il a fait remarquer qu'habituellement, des amendements à la loi électorale prennent six mois avant d'entrer en vigueur.

Un menu législatif chargé pour la rentrée

OTTAWA (PC) — Les parlementaires fédéraux ne chômeront pas à leur retour aux Communes, lundi, a promis hier le leader du gouvernement en Chambre, Don Boudria, en présentant le menu législatif des prochains mois.

La pierre angulaire du programme libéral est le projet de loi sur la réforme du financement des partis politiques, qui doit être présenté la semaine prochaine. On s'attend à ce que le projet de loi interdise ou limite considérablement les contributions financières des entreprises et des syndicats aux partis fédéraux.

Au cours des deux prochaines semaines, c'est toutefois la santé qui occupera le haut du pavé. Lors de leur rencontre à Ottawa, les 4 et 5 février, les premiers ministres tenteront de conclure une entente afin de réinjecter des milliards dans le système.

Hier, des hauts fonctionnaires fédéraux ont réitéré la position ferme du gouvernement Chrétien qui risque de déplaire aux provinces, particulièrement au Québec. Ottawa est prêt à donner de la latitude aux provinces pour qu'elles puissent dépenser à leur guise les nouveaux investissements, mais dans seulement trois secteurs ciblés: les soins de première ligne, les soins à domicile et les médicaments d'ordonnance.

Les réinvestissements en santé seront confirmés dans le premier budget du ministre des Finances, John Manley, qui sera déposé dans la troisième ou la quatrième semaine de février.

Entre-temps, le gouvernement compte présenter quelques projets de loi, dont un visant à « moderniser » la fonction publique, attendu depuis le discours du Trône de 2001, et un autre créant un poste de commissaire à l'éthique indépendant, tel que réclamé depuis des mois par l'opposition.

Le ministre Boudria a assuré que son collègue de la Justice, Martin Cauchon, présenterait un projet de loi sur la décriminalisation de la marijuana, mais le document officiel, rendu public hier, ne fait état que d'un « examen » des règles actuelles.

Le leader du Bloc québécois aux Communes, Michel Gauthier, a reconnu que le menu législatif des libéraux comportait des « pièces intéressantes », notamment le projet de loi sur le financement des partis et celui visant à interdire le clonage humain. Mais, a-t-il insisté, il manque « des gros morceaux ».

Le Bloc réclame que les députés puissent voter sur l'envoi éventuel de troupes en Irak et voudrait pouvoir débattre de l'utilisation des surplus fédéraux, question de faire avancer la campagne du Parti québécois sur le déséquilibre fiscal.

GRAND SOLDE ANNUEL

Liquidation de marchandise
en magasin allant jusqu'à

50% de rabais

ET PLUS ENCORE...
Obtenez un rabais de **15%** ou **36** versements*

sur tout meuble à prix régulier
ou à commander.

MEUBLES

Jacques Gaulin INC.

2158, Jean-Talon Nord, Ste-Foy (Québec) G1N 2G3
(418) 681-8106 • 1-888-681-8106

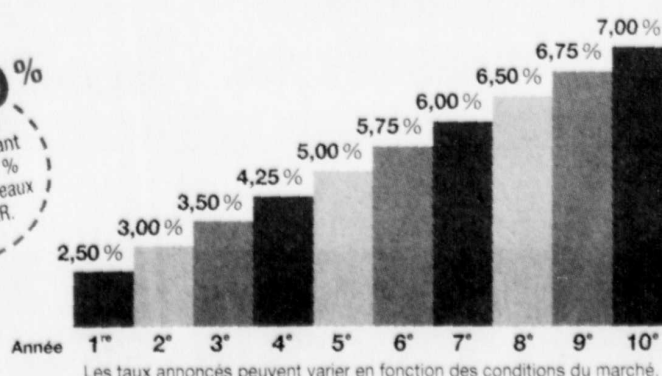
* Conditionnel à l'approbation du crédit et un acompte de 30%.

FINANCEMENT
accord D
Desjardins

**Ce numéro sans frais
est payant :**

1 800 463-5229

3,50%
la première
année, incluant
le boni de 1%
pour les nouveaux
fonds REER.



REER

OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF

Capital garanti à 100 %.

Taux avantageux garantis pour 10 ans.

Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.

Achat à partir de 100 \$.

Épargne
Placements

Québec

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h,
et les samedis du 11 janvier au 1^{er} mars, de 10 h à 16 h.
Passez nous voir au 333, Grande Allée Est à Québec, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.
Visitez le www.placementsqc.gouv.qc.ca

HYDROÉLECTRICITÉ Élu, le PLQ relancerait le programme des minicentrales

MARC LAROCHE
Collaboration spéciale

■ RIVIÈRE-DU-LOUP — Un gouvernement dirigé par le Parti libéral du Québec relancerait le programme des 36 minicentrales hydroélectriques sur des terres publiques, abandonné en novembre par le gouvernement du PQ. Cette mesure, selon le député de Kamouraska-Témiscouata, Claude Béchard, s'inscrirait dans une optique de diversification du portefeuille énergétique. Dans cet esprit, il est possible que le projet de la rivière Trois-Pistoles soit réévalué.

« Ce n'est pas parce que certains projets sont controversés qu'il faut tout arrêter », dit M. Béchard, qui profite de l'appui de son chef Jean Charest. « Des conditions de base sont là pour tous les ouvrages hydroélectriques, soit l'acceptabilité au niveau environnemental et pour les populations locales, ainsi que la valeur économique des projets. Quand tout est respecté, je ne vois pas pourquoi un programme ne pourrait pas continuer et avoir des effets positifs. »

Le projet sur la rivière Trois-Pistoles pourrait donc être relancé, si projet il y a encore. « Nous verrons aux élections. Si tout le monde a son voyage et qu'il n'y a plus de promoteur, personne ne le relancera. »

LE TANGO DES PETITES CENTRALES

S'exprimant sur l'ensemble du dossier des petites centrales, le politicien précise que le développement d'un portefeuille énergétique et sa diversification requièrent une démarche sérieuse. « Il ne faut pas que chaque fois que le gouvernement lance quelque chose, il l'arrête en cours de route. Sans tomber dans l'esprit de la gestion « Mickey Mouse » décrite par mon confrère Mario Dumont, je parlais du « tango des petites centrales ». Québec a arrêté le programme en 1994 pour faire une enquête qui

« Le développement d'un portefeuille énergétique et sa diversification requiert une démarche sérieuse »

n'a rien donné. Il l'a relancé à 36 centrales pour le ramener à 14 et l'arrêter complètement ensuite. L'approche gouvernementale dans ce dossier est un peu ridicule. »

Revenant au cas de Trois-Pistoles, le libéral dit que c'est un projet privé et que le fait que son acceptabilité semble faire défaut chez la population locale est un facteur important. « Tout doit être évalué. C'est seulement lorsque les éléments sont mis ensemble qu'il est possible de voir la pertinence d'aller de l'avant ou pas et si les risques aux plans social, économique et environnemental en valent le coup. »

Le promoteur de la centrale controversée, Jean-Marc Carpentier, n'est pas surpris de la position des libéraux. « Elle est assez simple: les projets doivent être conformes aux exigences gouvernementales. Mario Dumont a dit la même chose récemment. C'était aussi la politique du PQ jusqu'au 26 novembre. »

Ce dernier répète que Grade Trois-Pistoles est prête à renoncer à son projet et que la compagnie avait été contrainte d'intenter le recours contre le gouvernement pour préserver ses droits.

« Le refus gouvernemental d'approuver les plans et devis, nous a été communiqué le 13 décembre. Il fallait agir dans un délai d'un mois, à défaut d'une entente qui l'amènerait à renoncer à ses droits, Grade Trois-Pistoles n'aura d'autre choix que de poursuivre son projet. C'est dans cette seule perspective que la démarche a été entreprise. »

En ce qui a trait à une poursuite intentée pour faire invalider l'entente de 50 ans signée entre Grade Trois-Pistoles et la municipalité de Notre-Dame-des-Neiges par un citoyen, M. Bernard Éthier, le promoteur estime que cela s'inscrit dans la même procédure abusive et dilatoire.

Le maire suppléant de Notre-Dame-des-Neiges, M. Gérard Beaulieu, indique que M. Éthier a probablement intenté la poursuite parce que la municipalité a refusé d'asphalter le rang où il demeure. « Je ne comprends pas son raisonnement. Ce faisant, il pourrait priver ses concitoyens de plus de 500 000 \$ de revenus que nous exigeons pour pertes de revenus contractuelles. »

Confier
moins de
pouvoir et
de droit
de regard
à Québec

L'ADQ se prononce pour l'allégement des règlements municipaux

QUÉBEC (PC) — Il y a trop de bâtons dans les roues des municipalités et un éventuel gouvernement formé par l'Action démocratique (ADQ) verrait à enlever le plus possible. C'est du moins l'engagement pris hier par le chef de cette formation politique, Mario Dumont, à la suite d'une rencontre avec le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier.

Une fois à la tête de l'État, M. Dumont verrait à faire en sorte que le gouvernement du Québec ait moins de pouvoir et de droit de regard sur les administrations municipales, particulièrement dans le cas des grandes agglomérations résultant des récentes fusions.

« Les villes du Québec sont très fortement réglementées et contrôlées par le gouvernement du Québec. Quand je regarde des municipalités de la taille de Québec, cela n'a pas de sens que des élus de cette municipalité n'aient pas plus de marge de manœuvre pour prendre des décisions », a déploré M. Du-

mont, lors d'un point de presse, après avoir signé le livre d'or de la capitale.

« On ne peut pas être contrôlé comme si on était un village de 650 habitants », a renchéri M. L'Allier, qui appréciait visiblement la déclaration de son invité. M. L'Allier dit avoir invité les trois chefs de parti, à l'approche de la campagne électorale.

Les règlements de toutes sortes et la bureaucratie « entraînent des délais, entraînent des coûts et des complications » aux municipalités, sans compter que cela freine leur développement, a fait valoir le chef de l'ADQ.

Un gouvernement adéquiste verrait donc à entreprendre un vaste processus visant à revoir toute cette réglementation, et à « moderniser » les relations entre les municipalités et le gouvernement du Québec.

Questionné à savoir dans quelle mesure un gouvernement adéquiste pourrait être tenté par les défusions, M. Du-

mont a été catégorique. « Non, non et non », a-t-il répondu, sans ambiguïté.

Quant à savoir quelle serait la position de l'ADQ sur le rôle dévolu à la capitale par rapport à Montréal, M. Dumont s'est contenté de dire « qu'un gouvernement éventuel de l'ADQ va gouverner à Québec ».

Mais s'il devient premier ministre du Québec, tout indique que M. Dumont et sa famille ne s'installent pas dans la capitale. De toute évidence, M. Dumont n'est pas enchanté à l'idée de quitter sa bucolique Cacouna pour grimper avec femme et enfants au 17^e étage de l'édifice Price, dans le Vieux-Québec, où le premier ministre Bernard Landry a sa résidence de fonction.

« Regardez l'édifice Price et dites-moi si cela a été planifié pour accueillir une grosse famille avec trois enfants ! », a blagué M. Dumont, en ajoutant que le choix de son lieu de résidence était une décision personnelle.

Notre fameuse

vente de blanc

De fabuleux rabais
mur à mur tout le mois de janvier !

Porcelaine
Cristal & Cadeaux
LISTE DE MARIAGE

Garantie
SAS CONDITE
CHAQUE JOUR TOUTE L'ANNÉE
Si vous trouvez la même
marchandise ailleurs à plus
bas prix, nous respecterons
non seulement ce prix mais
nous vous accorderons un
rabais additionnel de 10 %

Literie

Construction en cloison
Simple Double Grand Très grand
89⁹⁵ 109⁹⁵ 119⁹⁵ 149⁹⁵

Oreillers de duvet blanc 27⁹⁵

MARTEX STEVENS
Taies d'oreillers en percale
Assortiment d'imprimés 3⁹⁵ La paire

Ensembles de draps en percale
180 fils par pouce carré
Nous n'avons pas tous les formats de chaque modèle.

Wamsutta Springmaid
Simple Double Grand Très grand
16⁹⁵ 24⁹⁵ 34⁹⁵ 44⁹⁵

Fieldcrest Royal Velvet
couvertures assorties
70% de rabais

PRIX APRÈS VENTE PRIX DE VENTE
simple 50⁹⁵ 14⁹⁵
double / grand 80⁹⁵ 23⁹⁵
très grand 120⁹⁵ 29⁹⁵

Fieldcrest oreiller Dream Weaver 6⁹⁵

Couvre-matelas
« Easy Fit »

Simple 9⁹⁵ Double 12⁹⁵ Grand 14⁹⁵

Têtes de lit
style #310 à partir de 139⁹⁵
Nous payons les taxes

Têtes de lit et lits,
très grande sélection
aux plus bas prix garantis!

Salle de bain

Robes de chambre 39⁹⁵

Débarbouillettes 99¢

Fieldcrest CANNON
Serviettes de bain 4⁹⁵

MARTEX STEVENS
Essuie-main 1⁹⁵

Fieldcrest
Draps de bain 12⁹⁵

Serviettes

MARTEX EXCALIBUR
Bain 6⁹⁵ Essuie-main 4⁹⁵ Débarbouillette 2⁹⁵

Fieldcrest CANNON
Tapis de bain 5⁹⁵

Assortiment de rideaux
de douche en DPC 4⁹⁵

Nappes

Nappes Invitation 3M
Scotchguard 9⁹⁵
disp. en 6 couleurs 52" x 70" et 60" x 84"

Matelas

Choisissez parmi
notre vaste sélection

Le Charmeur à partir de 199⁹⁵
St-Martin à partir de 469⁹⁵
Posturepedic à partir de 349⁹⁵
Correct Comfort Crest à partir de 549⁹⁵
Palatial Crest Peerless à partir de 699⁹⁵

Beautysleep Evasion à partir de 219⁹⁵
Beautysleep Emotion à partir de 319⁹⁵
Beautysleep Deluxe à partir de 499⁹⁵
Beautysleep Supreme à partir de 699⁹⁵
W.C. Dual Comfort à partir de 899⁹⁵
Beautysleep Non-Flip à partir de 899⁹⁵

Simmons
LIVRAISON GRATUITE • INSTALLATION GRATUITE • RETRAIT GRATUIT • CADRE DE LIT GRATUIT

Offre limitée
Sur présentation de ce coupon recevez
un rabais de 10%
sur tout matelas Beautyrest de Simmons et Posturepedic de Sealy.
Ne peut être jumelé à aucune autre offre. Sur présentation du coupon seulement.
Date d'expiration: 31 janvier 2003

Fenêtres

Service gratuit
d'achat à domicile

Demandez le conseiller
professionnel en décoration
de votre région.

658-5218
Sans frais ni obligations!

Levolor **HunterDouglas**
SÉRIOSITÉ • DURÉE • LUMIÈRE

Porcelaine • Cristal • Articles-cadeaux • Couverts

Royal Dambry • Mikasa • Wedgwood • Villeroy & Boch • Noritake • Corelle • Lenox • J.G. Thibaut • Kosta Boda • Lenox • Waterford • I-18 • Lagostina • Rosenthal • Mikasa • Versace • Spode • Hervis de Champagne • Lenox et beaucoup plus!

ROYAL AMBRY
COLLECTION DYNASTY CRYSTAL

MIKASA OMEGA PLATINE, ARCTIC ICE

ENSEMBLE DE VAISSELLE
OPAL 50% de rabais sur les accessoires assortis

à l'achat de 2 ensembles 16 morceaux
Opal bleu, brun ou sarcelle

Verre à pied 29⁹⁵ chacun. Old-Fashioned, Verre whisky 24⁹⁵ chacun
Importés d'Europe
à l'achat de 6 verres recevez un 7^e GRATUIT

25% de rabais

Wing Platine et Champagne Platine cadeaux de cristal

Articles pour la maison

MÉDAILLON PROFESSIONNEL

Acier inoxydable 18/10 fini miroir
Disque en aluminium encapsulé (pour une cuisson égale) Garantie 20 ans.
Ens. 9 pièces • Notre prix 139⁹⁵

salton
RÂPE À FROMAGE PLUS

Sans fil et rechargeable
32⁹⁵

GRILLE-PAIN RÉTRO

34⁹⁵

Tout pour la maison aux prix garantis les plus bas

SUPERGRILLE
LE SOLEIL
Par Michel Hannequart

Sur le bout de la langue

Les gagnants de la semaine dernière sont :

Suzanne Ouellet, Québec
Lona Duquette, Alma
Roger Desrochers, Saint-Georges
A.M. Nadeau, Plessisville
Ginette Parent, Beauport

5 gagnants à l'achat de 5 livres

Veillez prévoir 6 à 8 semaines
pour la réception de votre
livre qui vous sera
envoyé par courrier

LE SOLEIL

LINEN CHEST
DECOR DEPOT

Place Laurier • Québec : (418) 658-5218



L'offre du siècle, pour les 100 ans de Ford.



Ford Motor Company
100 ANS

**Ne
payez
rien
avant
2004[†]**

À L'ACHAT DE LA PLUPART
DES MODÈLES 2003 NEUFS
EN STOCK

0%
de financement
à l'achat jusqu'à
36 mois[‡]

ou

de plus

NE PAYEZ RIEN
POUR LES
100
premiers jours^{††}

À L'ACHAT DE LA PLUPART
DES MODÈLES 2003 NEUFS
EN STOCK

Aucune
MISE DE FONDS

Aucun
DÉPÔT DE SÉCURITÉ

De plus
LA 1^{RE} MENSUALITÉ
EST PAYÉE PAR FORD*

À LA LOCATION
DE LA PLUPART DES MODÈLES
FOCUS ET WINDSTAR 2003
NEUFS EN STOCK

Nous célébrons 100 ans d'innovation et
une autre année à titre de la marque n°1 au pays.**

ford.ca

Votre conseiller Ford



† Cette offre s'adresse à des particuliers, sur approbation de crédit de Crédit Ford. Le montant total du contrat d'achat est payable immédiatement suivant la période de paiement différé d'un an (365 jours). L'offre s'applique uniquement aux véhicules livrés le ou avant le 31 mars 2003. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre. L'offre s'applique à l'achat de la plupart des véhicules Ford 2003 neufs en stock, à l'exception des Lincoln, Econoline, Excursion, Expedition, Mustang Mach 1, Série F dont le PTAC excède 3856 kg et des véhicules spéciaux (SVT). Financement non applicable à aucune autre offre. Frais de transport, immatriculation, assurances et taxes en sus. ‡ L'offre de 0% de financement s'adresse aux particuliers et s'applique à l'achat de la plupart des véhicules Ford neufs en stock, à l'exception des Lincoln, Econoline, Excursion, Expedition, Mustang Mach 1, Série F dont le PTAC excède 3856 kg et des véhicules spéciaux (SVT) pour une période de 100 jours sur approbation de Crédit Ford. †† Après la période de paiement différé de 100 jours, l'offre de 0% de financement à l'achat est offerte pour les véhicules 2003 neufs en stock suivants : Focus, Taurus, Grand Marquis, Ranger, Explorer, Escape, Windstar et Série F dont le PTAC n'excède pas 3856 kg pour le terme restant de 36 mois. Financement non applicable à aucune autre offre. Frais de transport, immatriculation, assurances et taxes en sus. * Cette offre s'applique à la location de la plupart des modèles Windstar et Focus 2003 neufs en stock pour des termes de 36 à 48 mois de Crédit Ford, sur approbation de crédit. Ford paie la première mensualité. Frais de transport, immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. ** D'après les ventes de véhicules portant le logo Ford, par comparaison à tous autres modèles de véhicules portant un même logo, de janvier 1992 à décembre 2002. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Ces offres de durée limitée peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Voyez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails.

LE MONDE



Tom Ridge, maintenant en charge de la sécurité intérieure, a été assermenté hier.

Pas d'argent pour Big Brother

Le Sénat américain bloque le projet Total Information Awareness

WASHINGTON (AFP) — Le Sénat américain a bloqué le financement d'un programme controversé de surveillance très vaste proposé dans le cadre de la lutte anti-terroriste et consistant à créer une énorme banque de données informatiques sur les individus.

Un amendement approuvé jeudi soir au budget 2003 par la Chambre haute gèle les fonds de ce projet baptisé *Total Information Awareness* jusqu'à ce qu'un rapport détaillé sur ce programme soit présenté au Congrès, débattu et approuvé.

Les détracteurs de ce projet affirment qu'il s'agit d'une atteinte à la vie privée avec de surcroît un important potentiel pour de nombreux abus.

Le sénateur démocrate Ron Wyden, l'auteur de l'amendement pour geler le budget, s'est félicité du vote du Sénat tout en notant que la Chambre des représentants doit encore l'approuver dans le cadre des négociations avec le Sénat pour réconcilier leur projet de lois de finances 2003 qu'ils ont respectivement approuvé.

« Dans sa version initiale, le projet — *Total Information Awareness* — est le programme de surveillance gouvernemental des individus le plus étendu jamais mis en place dans l'Histoire américaine », a affirmé M. Wyden.

TOM RIDGE NOMMÉ

Le président George W. Bush a officiellement nommé hier Tom Ridge à la tête du ministère de la Sécurité intérieure.

Tom Ridge avait été confirmé dans ses nouvelles fonctions par le Sénat américain mercredi dernier.

Le ministère de la Sécurité intérieure, dont la loi portant création a été signée fin 2002 par M. Bush, intégrera 22 agences fédérales et leurs 170 000 employés dont les activités sont liées à la protection du territoire comme les garde-côtes, la police des frontières, les douanes, l'immigration ou encore les services d'intervention d'urgence et la nouvelle agence de sécurité du transport aérien.

Ancien représentant et gouverneur de Pennsylvanie (nord-est), Tom Ridge, 57 ans, était depuis les attentats du 11 septembre 2001 le principal conseiller de la Maison-Blanche pour la sécurité intérieure. Politicien expérimenté, c'est un républicain modéré, ami de longue date du président George W. Bush.

Des savants rébarbatifs

Bagdad affirme être incapable de convaincre ses scientifiques d'accorder des entrevues individuelles aux inspecteurs

■ BAGDAD (d'après AP et AFP) — À trois jours de la remise du premier rapport des inspecteurs devant le Conseil de sécurité, l'Irak se dit incapable de remplir l'une des exigences clés des Nations unies : Bagdad affirme avoir échoué à convaincre ses chercheurs de se soumettre à des entretiens privés avec les experts en désarmement, un recul jugé « inacceptable » par le président américain, George W. Bush.

Mais Washington envisagerait néanmoins d'assouplir éventuellement sa position devant la ferme opposition de certains alliés comme la France et l'Allemagne. Selon un haut responsable américain, les États-Unis songent à autoriser la prolongation des inspections si elles font la preuve de leur efficacité.

L'Irak a dit hier avoir reçu de nouvelles demandes de l'ONU pour des entretiens supplémentaires avec trois de ses chercheurs et dit avoir encouragé les scientifiques à s'y soumettre.

Mais auparavant, le lieutenant général Hossam Mohammed Amin, le principal officier de liaison irakien avec

les équipes d'inspecteurs, avait expliqué que les chercheurs « refusent de réaliser de tels entretiens sans la présence de responsables ».

En début de semaine, lors de la visite des responsables des inspections, Hans Blix, chef de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection de l'ONU (COCOVINU) et Mohamed El-Baradei, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), avaient arraché aux autorités irakiennes la promesse qu'elles inciteraient les chercheurs à répondre en privé aux questions des inspecteurs.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, a fait savoir hier que le président Bush jugeait la proclamation d'impuissance de Bagdad « inacceptable », soulignant que ce « refus est une autre preuve que l'Irak a quelque chose à cacher ».

D'autant que le vice-secrétaire américain à la Défense a accusé l'Irak d'avoir menacé de mort ses chercheurs. « Nous savons de sources multiples que Saddam a ordonné que tout scientifique qui coopérerait lors des entretiens soit tué ainsi que sa famille », a déclaré Paul Wolfowitz. Il a ajouté que l'administration américaine fournissait aux experts de l'ONU une liste de noms « d'individus dont nous pensons qu'il serait productif de les interroger », mais aussi de sites soupçonnés de cacher des armes interdites.

« Une autre preuve que l'Irak a quelque chose à cacher »

Hans Blix et Mohamed El-Baradei présenteront lundi devant le Conseil de sécurité leur compte-rendu des inspections qui ont repris fin novembre et leur appréciation de la coopération de l'Irak dans ce domaine. Un rapport d'autant plus attendu qu'il pourrait ébranler la marche vers la guerre.

Mais Washington ne se départit pas de son intransigeance. La Maison-Blanche a rappelé hier que Bagdad a « l'obligation » de respecter toutes les conditions posées par la résolution 1441 de l'ONU sur le désarmement de l'Irak, dont les entretiens privés des chercheurs. « Ce n'est pas un sujet de négociations. Ce n'est pas un sujet de débat. Saddam Hussein n'a pas le choix », a insisté Ari Fleischer.

Les États-Unis répètent qu'ils sont prêts à désarmer l'Irak par la force s'il le faut, avec ou sans l'aval des Nations unies. Mais les échanges parfois peu amènes entre Washington et Paris et Berlin — représentants de la « vieille Europe », selon les termes du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld — ont forcé la Maison-Blanche à reconnaître que l'idée d'une intervention militaire contre l'Irak est loin de faire l'unanimité parmi ses alliés traditionnels. « Le président respecte ces nations, a assuré Ari Fleischer. Mais l'Europe n'est pas monolithique et le président a confiance dans le fait que si on l'appelle, l'Europe répondra présente ».

Ce front commun contre la guerre commence peut-être d'ailleurs à ébranler les convictions de Washington. Selon un haut responsable américain, l'administration Bush envisage actuellement l'hypothèse d'une prolongation des inspections pour adoucir ses alliés. Si les inspecteurs apportent de nouvelles preuves que les visites sont productives et conduisent à retrouver des armes, cela pourrait influencer une décision sur la poursuite des inspections, a précisé ce responsable.



Un travailleur de Jakarta, en Indonésie, étale ses t-shirts à l'effigie du président irakien, Saddam Hussein. La perspective d'une guerre en Irak attise les sentiments antiaméricains dans le monde musulman.

Le dialogue interpalestinien s'ouvre au Caire

Aucun des groupes radicaux n'a accepté d'arrêter ses attaques

LE CAIRE — Le dialogue interpalestinien du Caire sur une trêve possible avec Israël s'est ouvert, hier soir, à quatre jours des élections qui devraient reporter au pouvoir, avec une majorité accrue, le Likoud du premier ministre Ariel Sharon.

Le dialogue s'accomplit en présence du chef des renseignements égyptiens, Omar Souleimane, qui a effectué plusieurs missions de médiation entre Israéliens et Palestiniens depuis le début de l'Intifada en septembre 2000, a précisé un responsable du Hamas, Oussama Hamdan, quelques minutes avant le début de la réunion.

M. Hamdan a minimisé les retombées sur la réunion de l'attaque menée jeudi soir par la branche armée du mouvement, les Brigades Ezzedine al-Qassam, durant laquelle trois soldats israéliens ont été tués en Cisjordanie.

« Cette attaque n'aura aucun effet sur le dialogue », a estimé le responsable du Hamas, faisant remarquer

que les mouvements palestiniens n'étaient encore liés par aucun accord sur une trêve.

« L'opération n'a rien à voir avec le dialogue. Elle s'explique par une réalité : l'occupation israélienne et la décision du mouvement de poursuivre sa lutte contre cette occupation », a-t-il dit.

La réunion commence à quatre jours des élections israéliennes

Les formations radicales qui participent au dialogue, le Hamas, le Jihad islamique et les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, ont cependant d'ores et déjà affirmé leur refus d'arrêter les attentats contre Israël.

Un document égyptien, proposé aux délégués, et dont l'AFP a Gaza a obtenu une copie, prévoit de « geler la lut-

te armée pendant un an afin de donner une chance aux efforts de paix et aux négociations ».

Selon des analystes égyptiens, l'Égypte cherche particulièrement un engagement des mouvements palestiniens à renoncer aux attentats-suicide en territoire israélien, qui occasionnent la mort de civils et ne servent pas l'image internationale des Palestiniens.

La réunion du Caire doit marquer l'aboutissement des efforts de l'Égypte pour tenter de parvenir à un « moratoire » sur les attentats-suicide en échange de la relance du processus de paix, selon des analystes égyptiens.

La relance devrait avoir lieu, selon ces sources, sur la base de la « feuille de route » du quartette (USA, Russie, ONU, UE), visant à mettre fin au conflit israélo-palestinien et à la création d'ici 2005 d'un État palestinien.

La proposition égyptienne appelle en outre à « la fin de l'occupation militai-

re israélienne et de la colonisation des territoires palestiniens, dont Jérusalem-est, à la création d'un État palestinien souverain sur tous les territoires occupés (en 1967) avec Jérusalem pour capitale ».

Les participants n'ont pas fixé de date pour la fin des pourparlers et envisagent de poursuivre leurs rencontres tant que ceci s'avérera nécessaire, a ajouté la source.

La réunion s'ouvre alors que la violence a fait six morts jeudi et hier dans les territoires palestiniens. Outre les trois soldats israéliens tués jeudi soir près de Hébron, deux Palestiniens armés, dont une femme, ont été tués hier en tentant d'attaquer des soldats israéliens sur une route menant à la colonie de Shaveh Shomron, au nord de Naplouse (Cisjordanie).

Dans la bande de Gaza, une Palestinienne est morte d'une crise cardiaque pendant un raid d'hélicoptères israélien.

Spéciaux valides les samedi 25, dimanche 26 et lundi 27 janvier 2003, dans toutes nos succursales. Ouvert 7 jours, 7 soirs de 9h à 21h.

Tomates rouges
importées
préemballées

Catégorie no 1
2,145 / kg

97¢ la livre



Champignons frais
entiers
ELARCY
de l'Ontario

Catégorie no 1
Contenant de 227 grammes

97¢ le contenant

Laitue romaine
de la Californie

grosceur #24
catégorie no 1

147¢ chacune

Chou-fleur
de la Californie

grosceur #12
catégorie no 1

197¢ chacun

Faitue frisée verte
de la Californie

grosceur #24
catégorie no 1

97¢ chacune

Cantaloup
importé

grosceur #18
catégorie no 1

197¢ chacun

Laitue chinoise
(CHOU CHINOIS)
des États-Unis

catégorie no 1
2,145 / kg

97¢ la livre

Raisins rouges
SANS BÉPINS
du Chili
préemballés

catégorie no 1
4,345 / kg

197¢ la livre

Ces spéciaux sont en vigueur dans toutes nos succursales jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

TENSIONS EURO-AMÉRICAINES

La crise irakienne rouvre des vieilles plaies

PASCAL RICHE
©Libération

WASHINGTON — La soudaine dispute entre les deux grands couples sacrés du monde occidental (l'américano-britannique, le franco-allemand) a poussé les Américains à clairement préciser la vision qu'ils ont de leurs alliés européens. Pour résumer crûment, Washington les souhaite les moins encombrants et les plus dilués possible.

Devant la presse étrangère à Washington, mercredi, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a livré le fond de son cœur. Quand on présente à l'Europe « des faits et des arguments », a-t-il d'abord constaté, « elle répond toujours à l'appel ».

Selon Rumsfeld, qui a jadis été ambassadeur auprès de l'OTAN, cette docilité à toutes les chances de s'accentuer: « Vous imaginez l'Europe comme se résumant à la France et l'Allemagne. Pas moi. Ça, c'est la vieille Europe. Si vous regardez l'ensemble de l'OTAN d'aujourd'hui, le centre de gravité se déplace vers l'Est. Et il y a de nombreux nouveaux membres (...) L'Allemagne est un problème, la France est un problème. Mais si vous regardez le grand nombre des autres pays d'Europe, ils ne sont pas avec la France ou l'Allemagne sur cette question, ils sont avec les États-Unis. »

Washington encourage l'élargissement de l'UE et de l'OTAN pour diminuer le poids franco-allemand

À la sortie, un journaliste européen glisse au secrétaire à la Défense: « Avec votre sortie sur "la vieille Europe", vous êtes sûr d'avoir les gros titres des journaux français ». Sourire faussement innocent de Rumsfeld: « J'ai dit "vieille Europe", moi? »

Pour Ted Galen Carpenter, spécialiste des questions de défense au CATO Institute, Rumsfeld a ainsi livré, « d'une façon inhabituellement candide », les raisons profondes de l'attachement des Américains à l'élargissement de l'OTAN ou de l'Union européenne: « Pour les États-Unis, l'élargissement est avant tout un moyen de contrebalancer, par procuration, les critiques croissantes, voire l'opposition, de la France et de l'Allemagne à leur égard ». À l'œuvre depuis une dizaine d'années, cette politique a été accentuée sous l'administration Bush. Celle-ci, à la différence des précédentes, ne cache pas que l'une de ses grandes priorités est de perpétuer l'unipolarité du monde, et donc, d'empêcher l'émergence de tout rival, global ou régional. Pour cette raison,

Washington se montre très peu enthousiaste à l'idée d'un « approfondissement » de l'Europe, qui risquerait de déboucher sur une politique étrangère commune.

DÉCHIRURE DE LOTAN

Le cri du cœur de Rumsfeld contre la « vieille Europe » exprime également une rancœur enfouie, contre ces deux pays qui ont profité pendant des années du parapluie militaire de l'OTAN sans jamais en payer vraiment le prix. « Le ressentiment vis-à-vis de l'Europe n'a cessé de grossir depuis des décennies, mais il n'était jusque-là pas "politiquement correct" de l'exprimer. La différence, aujourd'hui, c'est que l'administration l'affiche ouvertement, au risque d'accélérer la déchirure au sein de l'OTAN, et de la transformer en alliance de papier », analyse Michael Roskin, professeur à la faculté de Lycoming, en Pennsylvanie.

Mercredi, à cause de la dispute en cours, les Américains ont été dans l'incapacité de convaincre l'OTAN de préparer un éventuel conflit. Ils minimisent cet échec: « Il y a un ou deux pays qui veulent peut-être regarder ailleurs, mais le président est confiant que l'Europe répondra à l'appel. Il est tout à fait possible que la France ne soit pas dans les rangs », a affirmé hier le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer.

Un calcul bien réfléchi? Militairement, certes, le tandem américano-britannique n'a besoin de personne. Mais la querelle avec le couple franco-allemand risque d'avoir deux conséquences fâcheuses pour les plans américains. Un, elle ne facilitera pas les discussions avec la Turquie, qui exige, avant d'accorder toute facilité aux forces américaines, une nouvelle résolution de l'ONU. Deux, si les Américains peuvent très bien mener seuls la guerre, ils auront besoin de tous leurs alliés pour réussir la paix, c'est-à-dire pour partager le fardeau d'une longue occupation... Mais le pari qu'ils font aujourd'hui, c'est que « la vieille Europe » a plus besoin des États-Unis que l'inverse. Et que leur force d'entraînement est telle que, au bout du compte, même les Français seront obligés de sauter dans le train de la guerre, lorsque celui-ci sera lancé contre Bagdad.



Les leaders français et allemand Jacques Chirac et Gerhard Schröder échangent une poignée de main devant un bas-relief de leurs prédécesseurs, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer. Lorsqu'ils présentent un front uni, les deux poids lourds européens peuvent avoir une grande influence sur les affaires du monde.

La balance penche de plus en plus du côté de l'Europe, selon un expert

PARIS (AFP) — Dans son livre récent *Après l'Empire*, le démographe français Emmanuel Todd estime, à contre-courant de l'opinion dominante, que les États-Unis sont sur le déclin. L'expression de « vieille Europe », la relance du couple franco-allemand et la crise irakienne révèlent, selon lui, ce rééquilibrage en cours entre l'Amérique et les autres puissances.

« Que vous inspire le jugement du secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld traitant la France et l'Allemagne de « vieille Europe »? »

Ce qui est frappant, c'est la vitesse de réaction de Rumsfeld après les cérémonies du 40^e anniversaire du Traité de l'Élysée. La première chose que cela montre, c'est la puissance du couple franco-allemand. Quand France et Allemagne agissent ensemble, elles dégagent une impression de puissance et entraînent l'Europe. Qui plus est, un rapprochement franco-allemand en opposition aux États-Unis, c'est le pire cas de figure pour ce pays. C'est ce qu'il fallait évi-

ter, dans la logique de (l'ancien conseiller présidentiel américain) Zbigniew Brzezinski.

« Vous voulez parler du rapprochement sur la crise irakienne? »

Oui. Ce qui est en train d'émerger, c'est la vérité sur la crise irakienne. Ce qui est frappant dans la montée de l'antagonisme euro-américain, c'est la prise de conscience simultanée du sous-équipement militaire des Européens et du sous-équipement industriel des États-Unis. La baisse du dollar vis-à-vis de l'euro en est un indicateur. L'Europe n'a pas les moyens d'envoyer de porte-avions dans le golfe Persique. Mais les États-Unis, eux, ont 500 milliards de dollars de déficit commercial, avec une industrie en stagnation. On sent donc monter un antagonisme. La question est de savoir qui va l'emporter. À court terme, on ne peut rien dire. À moyen et long terme, il n'y a pas d'exemple historique d'un affrontement diplomatique qui ait abouti à la victoire d'un pays défi-

cient sur le plan industriel. En outre, comme les États-Unis effrayent, les Européens sont en train de leur piquer l'aspect le plus important de leur puissance: la légitimité internationale. Les Arabes réclament un leadership européen, mais aussi les Russes, les Chinois, les Japonais.

« Votre analyse de la fragilité économique américaine paraît tout de même étonnante! »

Depuis un an, les classes dirigeantes du monde entier ont pris conscience graduellement du caractère un peu fétif de l'économie américaine. Cela s'est reflété dans les baisses par paliers du dollar. Les déclarations de Rumsfeld sur le déplacement du centre de gravité de l'Europe vers l'Est sont révélateurs de l'aveuglement stratégique des Américains. Un de leurs fantasmes est de dresser la Hongrie ou la Pologne contre l'Europe. Or ces pays sont en interaction économique fondamentale avec l'Allemagne et ont peu de rapports avec les États-Unis.

Changer, c'est permis

ACCENT GS
REDESSINÉE

159 \$*
par mois / 60 mois
0 \$ comptant
0 \$ dépôt de sécurité
transport et préparation inclus



À ce prix là... tout est permis !

HYUNDAI
Gagnant

À l'achat, aucun versement avant 90 jours

LESSARD HYUNDAI
659, boul. St-Joseph
Québec
623-5471

STE-FOY HYUNDAI
2400, Dalton, parc Colbert
Sainte-Foy
654-9292

ROBERGE HYUNDAI
545, rue Clemenceau
Beauport
666-2000

AUTOMOBILES LÉVIKO
144, rte Kennedy
Lévis
833-7140

HYUNDAI LUXOTO
484, Côte Joyeuse
Saint-Raymond
990-0283

* Programme de location sur 48 mois. Les services financiers Hyundai, pour la Tiburon 2003 neuve, PDSF à partir de 19 995 \$, 249 \$/mois avec 1 995 \$ comptant. La Sonata GL 2003 neuve, PDSF à partir de 21 995 \$, 239 \$/mois avec 1 995 \$ comptant. La Santa Fe GL 4 cylindres 2003 neuve, PDSF à partir de 21 090 \$, 229 \$/mois avec 2 995 \$ comptant. Programme de location sur 60 mois. Les services financiers Hyundai pour l'Accent GS 3 portes 2003 neuve, PDSF à partir de 12 995 \$, 159 \$/mois avec 0 \$ de comptant. L'Elantra GL 2003 neuve, PDSF à partir de 15 295 \$, 179 \$/mois avec 995 \$ comptant. L'Elantra GT 2003 neuve, PDSF à partir de 18 495 \$, 225 \$/mois avec 1 495 \$ comptant. Première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 \$ sur tous les modèles 2003. Frais de transport et préparation inclus pour l'Accent, l'Elantra et la Tiburon, en sus pour la Sonata et la Santa Fe. Taxes et frais d'acquisition de 350 \$ en sus. Kilométrage de 20 000 km par année, 10 cents par kilomètre additionnel. 0% de financement à l'achat jusqu'à 36 mois pour les voitures neuves de modèle Accent, sur l'Elantra GT, sur certains modèles Tiburon et Santa Fe et 0% de financement à l'achat jusqu'à 48 mois sur tous les modèles Sonata et sur l'Elantra GL. À l'achat, aucun versement mensuel exigé avant 90 jours sur tous les modèles 2003. Ces offres sont valables jusqu'au 31 janvier 2003 sur les véhicules en inventaire seulement, conditionnelles à l'approbation de crédit et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Photos et couleurs à titre indicatif. Voir les concessionnaires participants pour tous les détails.

179 \$*
par mois / 60 mois

0 \$ dépôt de sécurité



ELANTRA GL

0 % financement à l'achat jusqu'à 48 mois

225 \$*
par mois / 60 mois

0 \$ dépôt de sécurité



ELANTRA GT

0 % financement à l'achat jusqu'à 36 mois

239 \$*
par mois / 48 mois

0 \$ dépôt de sécurité



SONATA GL

0 % financement à l'achat jusqu'à 48 mois

249 \$*
par mois / 48 mois

0 \$ dépôt de sécurité



TIBURON

0 % financement à l'achat jusqu'à 36 mois

229 \$*
par mois / 48 mois

0 \$ dépôt de sécurité



SANTA FE

0 % financement à l'achat jusqu'à 36 mois

Un ancien marine fait partie du lot

INGRID BAZINET
Agence France-Presse

■ Ken O'Keefe, 33 ans, ancien marine américain pendant la guerre du Golfe de 1991 qui a renoncé à sa nationalité en 1999 pour protester contre l'impérialisme américain, est devenu le fer de lance des «boucliers humains» qui partent aujourd'hui de Londres pour Bagdad.

Élancé, cheveux ras, portant boue et boucles d'oreilles, Ken O'Keefe, le regard franc et volontaire, est à l'origine de l'opération «Human Shield» (bouclier humain). La plupart des quelque 60 personnes qui l'accompagnent aujourd'hui se sont décidées en l'écoulant ou en lisant ses appels relayés depuis décembre par les médias.

À ses yeux, le président américain George W. Bush et le premier ministre britannique Tony Blair sont «des lâches» prêts à envoyer des soldats en Irak tuer et se faire tuer à leur place, a-t-il déclaré à l'AFP.

Il dénonce une éventuelle guerre contre «les citoyens sans défense d'un pays riche en pétrole avec un dictateur violent qui ne correspond plus aux besoins des pays occidentaux qui l'ont soutenu et armé dans le passé».

Né le 21 juillet 1969 à Napa, en Californie, il regrette d'avoir été un jour fusilier marin dans l'armée américaine et d'avoir participé à la guerre des États-Unis et des pays alliés contre l'Irak.

«En 1991, j'ai péché par ignorance dans la participation criminelle à une guerre contre les Irakiens où de l'uranium appauvri a été utilisé contre la population civile», affirme Ken O'Keefe dans un pamphlet contre la politique américaine publié notamment dans l'*Observer*.

«Ma responsabilité en tant que «héros américain» fut d'avoir été utilisé par (George) Bush père comme un cobaye avec des centaines de milliers d'autres», regrette-t-il.

«On ne nous a toujours pas dit toute la vérité sur le «syndrome de la guerre du Golfe» et combien de soldats en sont morts mais nous savons ce que



Des soldats britanniques s'entraînent à enrager l'Irak au côté des États-Unis. Le tiers des «boucliers humains» volontaires sont pourtant leurs compatriotes.

valent nos vies aux yeux de nos propres dirigeants», regrette-t-il.

En 1999, il décide de renoncer à sa nationalité américaine et réside désormais aux Pays-Bas. «U.S.A. Expatriot», proclame l'un de ses nombreux tatouages.

«J'ai renoncé à ma nationalité par honte et dégoût. Seuls les plus endoctrinés ne réalisent pas l'ironie de la situation», poursuit-il, en dénonçant le «pas-sé interventionniste» des États-Unis.

«J'ai renoncé à ma nationalité par honte et par dégoût; seuls les plus endoctrinés ne réalisent pas l'ironie de la situation»

Il attaque surtout M. Bush, «un dirigeant disposant de milliers d'armes nucléaires et qui a déclaré ouvertement son droit de les utiliser, prêt à pulvériser l'une des nations les plus pauvres sous prétexte qu'elle pourrait prévoir de développer les mêmes armes qu'eux».

Résolument pacifiste, il se définit comme «citoyen du monde», citant Ghandi, ou encore Martin Luther King sur son site (uksociety.org, Universal Kinship Society). Y figure également un mot de soutien du linguiste et militant politique américain de gauche Noam Chomsky qui lui adresse ses «encouragements» pour ses «actions courageuses».

Les organisateurs du mouvement espèrent prendre d'autres volontaires sur le chemin qui les conduira demain à Paris avant Genève, Zurich, Milan, Lubjana, Belgrade, Sofia, Istanbul, Ankara, Damas, Amman et enfin Bagdad.

Irak: des Occidentaux prêts à servir de bouclier humain

INGRID BAZINET
Agence France-Presse

■ LONDRES — Opposés au «tyran» Saddam Hussein mais aussi à la «dictature» américaine et britannique, une soixantaine de volontaires quittent Londres aujourd'hui pour Bagdad où ils entendent jouer le rôle de «boucliers humains» pour sauver des civils irakiens d'éventuelles frappes militaires.

«Je préfère mourir pour une cause qui puisse apporter un peu de paix dans le monde plutôt qu'avoir une longue vie sans but ou dictée par la peur», affirme à l'AFP Steven Alan, 31 ans, d'Édimbourg, en Écosse.

Deux «double-deckers» (bus à impériale londoniens), un taxi londonien et un autre autobus partiront de la mairie en début d'après-midi et sont attendus le 8 février à Bagdad, selon l'organisation Human Shield, qui a monté l'opération en moins d'un mois.

«La plupart des gens commencent à se réveiller face aux dirigeants américains et britanniques dont le programme est d'assurer leur supériorité et leur dictature», ajoute M. Alan, ingénieur informatique installé à son compte.

Persuadé que le risque en vaut la peine, il demande: «Si ce n'est pas nous, qui d'autre? Et si ce n'est pas maintenant, quand alors?»

Un sentiment partagé par Grace Trevett, 45 ans, mère de quatre enfants qui vit avec sa fille de 21 ans à Stroud, dans le centre de l'Angleterre.

«Ma vie vaut celle des civils irakiens. Et pour que cela soit bien clair, je dois être prête à mourir pour mes principes», clame Grace, dont deux enfants de 12 et 14 ans vivent avec leur père aux États-Unis.

Ube Evans, 50 ans, employé d'un théâtre de Welshpool (pays de Galles), est lui disposé à dormir sous la tente.

Comme beaucoup d'autres, il a pris sa décision en écoutant Ken O'Keefe, un ancien marine américain qui a combattu pendant la guerre du Golfe en 1991 et qui a lancé l'opération.

PÉTROLE

«Je pense que cette guerre a plus à voir avec les besoins américains en matière de pétrole», souligne M. Evans. L'Irak est au deuxième rang derrière l'Arabie Saoudite en termes de réserves prouvées de pétrole.

«Le but est d'empêcher cette guerre qui va tuer des milliers d'innocents», renchérit M. O'Keefe.

Même message pour Sue Darling, retraitée de 60 ans résidant au sud de

Londres, ancienne diplomate britannique de 1965 à 1988 dans de nombreux pays et dont c'est la première action.

«J'ai été dégoûtée ces derniers temps par la politique britannique qui pour moi est illégale, immorale et irrationnelle», affirme-t-elle, dénonçant comme «inacceptables» d'éventuelles frappes préventives contre «quelqu'un que vous pensez pouvoir constituer une menace».

Tous tiennent à souligner qu'ils n'ont aucune intention de soutenir Saddam Hussein, «un tyran» selon les mots de M. Evans.

Le 8 janvier, le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz avait indiqué que la porte était ouverte aux boucliers humains, un discours immédiatement dénoncé par le Pentagone comme un «recrutement délégué».

Un tiers des futurs «boucliers humains» sont britanniques, précise Stefan Simanowitz, l'un des organisateurs. D'autres viennent d'Australie, de Nouvelle-Zélande, des États-Unis, d'Espagne, de Belgique ou encore du Brésil.

Ils devraient être répartis dans des écoles, hôpitaux et centres médicaux de la capitale irakienne. Pour M. Simanowitz, la guerre est déjà programmée: «Nous savons que les États-Unis vont frapper et nous voulons mettre la pression avant le début de la guerre».

Pohénégamook
Ouvert 4 saisons
ça s'dit pas, ça s'vit!

Forfait 4 saisons

- Forfait Affaires**
Groupe de 10 à 160 personnes
975/pers./occ. double + taxes
1075/pers./occ. simple + taxes
INCLUANT:
Hébergement une nuit
Trois repas et deux pauses-café
Salle de réunion
Matériel: télé, vidéo, rétro
Activités encadrées selon la saison
Équipements de plein air (vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.)
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain turc)
Soins de santé et bar (\$)
- Forfait Scolaire**
Tarifs pour 15 personnes minimum
55\$/primaires/pers. + taxes
55\$/secondaires/pers. + taxes
65\$/collégiels, universitaires/pers. + taxes
INCLUANT:
Hébergement une nuit
Trois repas et collation en soirée
Activités encadrées selon la saison
Équipements de plein air (vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.)
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain turc)
- Forfait clubs sociaux / associations / regroupements**
Tarifs pour 20 personnes minimum
85\$/pers./occ. double + taxes
95\$/pers./occ. simple + taxes
INCLUANT:
Hébergement une nuit
Trois repas
Activités encadrées en a.m. en p.m. et en soirée selon la saison
Équipements de plein air (vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.)
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain turc)

Profitez de notre formule tout-inclus pour le temps des Fêtes et la relâche scolaire
Forfaits hors saisons
EN VIGUEUR: En tout temps du 3 janvier au 16 mars 2003 (sauf relâche scolaire et St-Valentin).

- 1 Forfait plein air**
149\$/pers./occ. double + taxes
169\$/pers./occ. simple + taxes
INCLUANT:
Hébergement deux nuits, cinq repas
Activités autonomes
Équipements de plein air (vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.)
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain turc)
- 2 Forfait Étape sympathique**
59\$/pers./occ. double + taxes
70\$/pers./occ. simple + taxes
Arrivée en auto, en vélo, en moto, en VTT, en motoneige ou à pied.
INCLUANT:
Hébergement une nuit
Un souper, un coucher, un déjeuner
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain turc)
- 3 Forfait Détente**
Forfait deux soirs (valeur 50\$)
209\$/pers./occ. double + taxes
229\$/pers./occ. simple + taxes
- 4 Forfait Relaxation**
Forfait quatre soirs (valeur 157\$)
302\$/pers./occ. double + taxes
322\$/pers./occ. simple + taxes
- 5 Forfait Famille**
275\$ pour 2 adultes / 2 enfants + taxes
INCLUANT:
Hébergement deux nuits
Maisonnette avec cuisine, literie et serviettes fournies
Activités autonomes
Équipements de plein air (vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.)
Accès au Centre de santé (piscine, saunas, bain turc)

NOUVEAUTÉ
Le Verseau, hébergement pour les adultes entièrement rénové, vous reçoit dans un nouveau décor chaleureux.

Pohénégamook
SANTÉ PLEIN AIR

1-800-463-1364
www.pohenegamook.com

Pohénégamook Santé Plein Air • 1722, chemin Gabrielle Pohénégamook (Québec) G2L 1J2 Tél. (418) 859-3433 Téléc. (418) 859-3311

DEVENEZ camelot

30 000 \$ de prix en argent attribués tout au long de l'année!

POUR FAIRE PARTIE DE L'ÉQUIPE DE CAMELOTS,
contactez-nous au **686-3344** ou sans frais pour les gens de l'extérieur au **1 866 686-3344**.

RECHERCHE DE CAMELOTS,
jeunes et adultes, pour les secteurs suivants :

- LOTBINIÈRE**
Saint-Apollinaire
Deschailons
- MRC DE L'ISLET**
Saint-Jean-Port-Joli
- BEAUCE**
Sainte-Marie
Vallée-Jonction
Saint-Joseph

URGENT!

5,34 %* Payez moins... sans négocier!
Hypothèque à taux fixe : 5,34 %* pour 5 ans.

L'HYPOTHÈQUE SIMPLIFIÉE » 1 866 BLC-2088

BANQUE LAURENTIENNE

*Le taux annuel du coût d'emprunt sur le terme du prêt (TAC) sera généralement égal au taux d'intérêt indiqué. Le TAC est basé sur un prêt type qui constitue une représentation fidèle de l'ensemble des prêts offerts. Cependant, dans certaines circonstances, certains frais pourraient s'ajouter au taux d'intérêt qui auraient pour effet d'augmenter le TAC. Cette offre d'une durée limitée est sujette à changement sans préavis et ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Les prêts sont sous réserve d'approbation du crédit. Certaines conditions s'appliquent.

COLOMBIE

Vive émotion après le rapt de journalistes étrangers

BOGOTA (AFP) — L'enlèvement de deux journalistes du *Los Angeles Times* par la guérilla du Front oriental de l'Armée de libération nationale (ELN) provoque une vive émotion en Colombie, et a été qualifié de « grave erreur », hier, par le vice-président Francisco Santos.

Le rapt de l'Américain Scott Dalton et de la Britannique Ruth Morris, disparus mardi après avoir été interceptés près d'Arauca, à 300 km au nord-est de Bogota, a été revendiqué jeudi soir par l'ELN.

Les radios et télévisions ont relaté sans relâche les développements de ce nouvel acte de violence, dans un pays frappé par 39 ans de guerre civile avec un bilan de plus de 200 000 morts et une moyenne de 3 000 enlèvements par an.

« L'ELN a envoyé un mauvais signal, qui porte préjudice à la guérilla elle-même en démontrant que pour elle la liberté de la presse n'est pas importante », a affirmé le vice-président, Francisco Santos. Surnommé « Pacho » en Colombie, il avait lui-même été otage du cartel de la drogue de Me-

dellin en 1990, alors qu'il était journaliste au quotidien de Bogota *El Tiempo*. Le vice-président a exigé la « libération immédiate » des deux journalistes et qualifié leur enlèvement de « grave erreur ».

Une cinquantaine de journalistes étrangers et colombiens ont manifesté hier sur la place Bolívar dans le centre de Bogota pour demander également la remise en liberté de leurs homologues. Le groupe Reporters sans frontières « considère cet enlèvement comme une grave atteinte à la liberté de la presse

et déplore les séquestrations de journalistes étrangers. Il est temps que les groupes armés cessent de considérer les journalistes, colombiens ou étrangers, comme des cibles et le contrôle de l'information comme un enjeu », souligne un communiqué du groupe.

La presse étrangère avait été jusqu'ici épargnée par la guérilla et les paramilitaires dans le pays andin, qui est considéré comme « le pays le plus dangereux du monde pour les journalistes », avec 114 d'entre eux assassinés depuis 1989.

Trois
péronistes
candidats
à la
présidence
argentine

Devant la division,
le parti annule sa
course à la chefferie

FRÉDÉRIC GARLAN

Agence France-Presse

■ BUENOS AIRES — Le Parti péroniste, principale formation politique argentine, a annulé, hier, l'élection primaire prévue le mois prochain pour sélectionner son candidat à l'élection présidentielle, en faisant l'étalage de ses profondes divisions à juste trois mois du scrutin du 27 avril.

Le Congrès du Parti justicialiste, réuni à Lanus, en banlieue de Buenos Aires, a ratifié à une large majorité la proposition soutenue par le président Eduardo Duhalde. La décision a été votée à main levée, après le départ, sous les huées des partisans, de l'ancien président Carlos Menem, ennemi juré de M. Duhalde.

Pour la première fois de son histoire, vieille d'un demi-siècle, le Parti péroniste devrait donc présenter plusieurs candidats à une élection présidentielle. Il s'agira, outre M. Menem, du falot Norbert Kirchner, qui bénéficie de l'appui du président Eduardo Duhalde, et de l'éphémère président Adolfo Rodríguez Saa.

**Les candidats se présenteront
individuellement, mais ils
se partageront les fonds
prévus par le parti pour la
campagne électorale**

Les trois candidats se partageront les fonds prévus par le PJ pour sa campagne, au terme de l'une des motions votées par les quelque 700 délégués présents.

Chacun des candidats se présentera individuellement, mais sera autorisé à utiliser librement l'étiquette PJ, à afficher ses emblèmes et à se réclamer de l'héritage de Peron et de sa deuxième épouse, Evita... Avec une probabilité que deux candidats se réclamant du péronisme se retrouvent face à face au second tour.

Le Congrès, instance suprême du PJ, est contrôlé par les partisans de M. Duhalde, qui voulaient la suppression des primaires. Bien que très discrédité dans le pays, M. Menem conservait en effet une chance de s'imposer dans ce type de scrutin.

Le vote d'hier ne signifie pas que le PJ en a fini avec les manœuvres politiciennes et peut se mettre en ordre de marche pour la bataille électorale.

LA COUR DÉSAVOUE

L'annulation des primaires est en pleine contradiction avec un jugement rendu la veille en référé à la demande d'un partisan de M. Menem, qui interdisait au congrès de modifier le mode de désignation du candidat à la présidentielle. La direction du PJ a fait appel de ce jugement, mais les tribunaux sont actuellement en vacances...

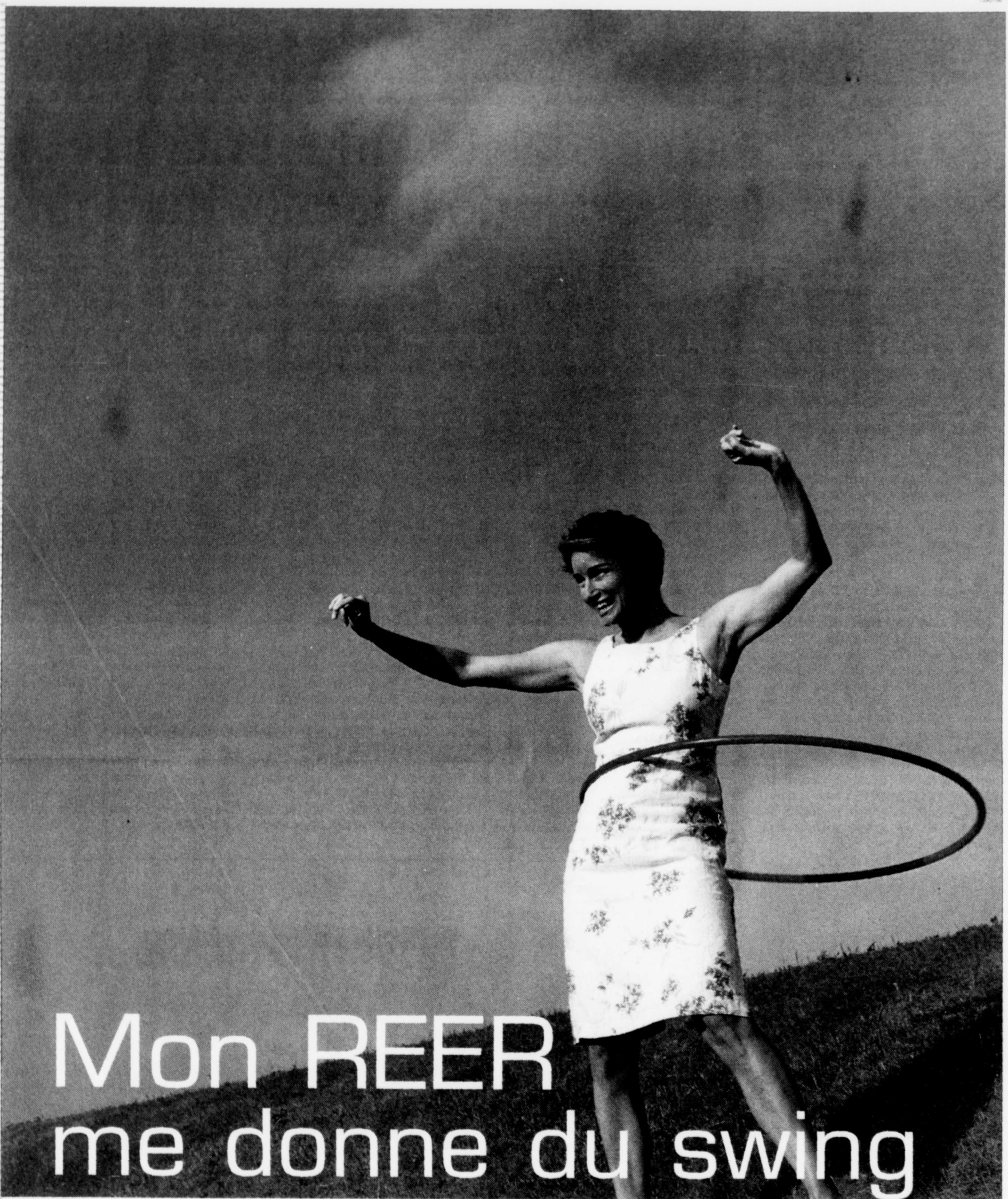
En cas de confirmation du désaveu de la justice, le congrès a voté une disposition confiant aux chefs des fédérations provinciales (à majorité duhaldiste) de désigner le candidat du parti au scrutin présidentiel.

Les partisans de M. Menem, qui postule à un troisième mandat après une décennie passée à la tête du pays (1989-1999), ont vivement critiqué l'organisation du congrès, s'attirant des insultes et lazzi de la majorité duhaldiste.

« Le jour d'aujourd'hui ne va pas passer dans l'histoire », a reconnu devant l'AFP le gouverneur de la province de Buenos Aires, Felipe Solá, en tentant de minimiser l'ampleur des divisions du vieux parti de Juan Domingo Peron.

Aucun des principaux protagonistes n'était présent à Lanus. M. Menem était représenté par le gouverneur de la province de Salta, Juan Carlo Romero, qui sera son vice-président en cas de victoire dans les urnes. M. Duhalde se trouve pour sa part à Davos, en Suisse, où il participe au Forum économique mondial.

Signe des tensions entourant cette journée, le gymnase où étaient réunis les dirigeants péronistes a dû être protégé par 650 policiers, mobilisation comparable à celle entourant un match de football important, a indiqué à l'AFP le commissaire principal Claudio Smith.



Mon REER me donne du swing

Plus d'économies d'impôt, plus de bon temps

Le REER du Fonds de solidarité FTQ vous procure 30 % plus d'économies d'impôt qu'un REER conventionnel. C'est 30 % plus d'argent qui vous revient maintenant. À vous d'en profiter !

Région de Québec

Québec

Bureau 100
5000, boul. des Gradins

Lévis

Bureau 104-B
5790, boul. Étienne-Dallaire

Sainte-Foy

Bureau 100
1090, rue Louis-Riel

(418) 628-FONDS

1 800 567-FONDS www.fondsftq.com

La valeur de l'action fluctue. Pour des renseignements détaillés sur les actions du Fonds, consultez le prospectus offert à nos bureaux.



F FONDS
de solidarité FTQ
La force du travail

LES AMÉRIQUES

LE PRÉSIDENT VÉNEZUÉLIEN HUGO CHAVEZ EN ENTREVUE

« Je suis un soldat révolutionnaire »

■ (La Presse) — Une crise politique sans précédent déchire le Venezuela depuis sept semaines, alors que s'est amorcé un mouvement de grève, lancé par une opposition qui réclame la démission du président Hugo Chavez. Le journaliste Gilles Paquin, de La Presse, a rencontré M. Chavez, à Caracas, cette semaine. Voici des extraits de cette entrevue.

□ **L'opposition soutient que la révolution bolivarienne fera du Venezuela un autre Cuba. Que répondez-vous à cette affirmation?**

Notre révolution est originale, elle a ses propres racines. Elle a d'ailleurs lieu 40 ans après celle de Cuba et a lieu après la fin de la guerre froide. Notre révolution est pacifique et démocratique. Ce n'est pas une révolution communiste, comme le disent certains. Ceux qui le prétendent sont des ignorants ou des fous.

□ **D'autres vous reprochent de militariser le pays, de mettre des soldats partout.**

Je suis allé à Cuba souvent et je n'ai pas vu tant de militaires. Nous en avons davantage et, de toute manière, ce n'est pas ce qui nous distingue. Les forces armées du Venezuela ne sont pas très importantes par rapport à la population, leur grandeur est plutôt morale. Nous sommes en janvier 2003 et nous avons mis un coup d'État en échec en avril dernier.

□ **Dans la pratique, que font-ils?**

Ils travaillent dans le domaine de la santé comme ils le font dans les zones de guerre, mais la guerre ici est contre la mort. Ils font de la chirurgie dans les villages, reconstruisent des maisons, des routes, aident les agriculteurs et protègent nos raffineries des saboteurs terroristes.

□ **Avez-vous des preuves?**

Si, il y a beaucoup de preuves. Nous avons arrêté des personnes qui sont aujourd'hui devant les tribunaux. Par exemple, certains capitaines de la marine marchande ont immobilisé des navires chargés d'essence. Ils ont été arrêtés par la marine sans qu'il y ait effusion de sang. De même, nous avons arrêté des gens qui ont tenté d'incendier une raffinerie.

□ **Et quoi encore?**

Cette opposition fasciste, putschiste et irrégulière a aussi tenté de saboter la production laitière et de viande. Ils ont menacé les producteurs. C'est un véritable plan fasciste pour ramener le Venezuela à la préhistoire.

□ **Quand vous utilisez de telles expressions et qu'eux vous traitent de dictateur, comment peut-on croire que vous pourrez encore négocier?**

Tout dépend du niveau moral de chacun. Ils me traitent de dictateur et de tyran, mais regardez l'histoire de ce pays: ils ont gouverné pendant presque un demi-siècle et ils ont détruit ce pays. Un pays si riche qu'ils ont laissé avec 80% de pauvres. Ils n'ont aucune morale. Si je dis que ce sont des fascistes et des terroristes, c'est que j'ai des preuves, évidentes pour tous. Que s'est-il passé en avril? Ils m'ont emprisonné et même condamné à mort. Il y a des millions de témoins et si je suis encore vivant, c'est que les soldats ont refusé d'exécuter les ordres. J'ai été sauvé par les parachutistes et surtout par le peuple.

□ **Sur le plan idéologique, où vous situez-vous?**

Je suis un être humain comme les autres, mais je suis un soldat révolutionnaire. Au début, j'ai pris les armes et je suis allé en prison. Après, j'ai réfléchi et j'ai vite fait le choix de la voie démocratique inspirée des meilleures idées de l'histoire de l'humanité. Mon projet s'inspire beaucoup du christianisme, du Christ qui a lutté pour les pauvres. Il a aidé les gens qui étaient dans l'obscurité, il a ressuscité les morts et il a donné du pain aux affamés.

□ **Et la politique dans tout ça?**

Ma lutte contre l'individualisme néolibéral a un fond chrétien, mais je m'inspire aussi du socialisme, car je me bats pour la justice sociale. C'est inadmissible que les élites s'approprient de toute la richesse et qu'une majorité vive dans la pauvreté. Mais il y a aussi un peu de capitalisme. Produire de la richesse par l'entreprise privée est un facteur fondamental dans un système économique, nous ne le nions pas. Notre révolution en est une du XXI^e siècle.

□ **Pourquoi est-il si difficile de créer un consensus dans votre pays?**

Ici, il y a un vieux conflit historique. Cela remonte aux années 60. J'en ai vu des guerres, des guérillas, des explosions sociales, des millions de personnes se sont soulevées contre le néolibéralisme en 89. Ces divisions se font plus évidentes quand il y a un gouvernement qui affiche sa volonté de changer la situation et qui commence à prendre des décisions en ce sens.

□ **Cela explique la résistance qui se manifeste ici?**

Ils résistent aux changements et cela en arrive jusqu'aux affrontements ouverts qui ont aggravé ici par les médias. La télévision, surtout, stimule la haine parmi la population, crée un

état de guerre psychologique. Au moment où je vous parle, il y a des millions de personnes qui marchent en faveur du gouvernement dans les rues de Caracas. Elles sont venues de partout au pays dans la joie.

□ **Est-ce que l'on prévoit des affrontements?**

Depuis quelques jours, les médias disent aux classes moyennes de se préparer et que nous allons les attaquer. Ils ont dit aux gens d'éteindre les lumières, de bloquer les ascenseurs, de s'approvisionner en eau et en vivres parce que le président se préparait à lancer les hordes chavistes contre la société.

□ **D'où viennent ces rumeurs?**

Elles s'inspirent de Goebbels. Un mensonge maintes fois répété est perçu comme une vérité. Ils sèment la zizanie et ils ont réussi à faire des dégâts dans certains secteurs de la société.

□ **Comment contrer cela?**

Le pape Jean-Paul II a dit en parlant des médias qu'il n'y a aucune liberté absolue. C'est comme le droit d'avoir une voiture, cela ne vous donne pas la

liberté de conduire à une vitesse folle devant une école. Si je fais ça (...), on me retire mon permis de conduire. C'est la même chose pour le permis de diffusion; il permet de remplir une fonction sociale, de faire de l'information, du divertissement, de l'analyse et de la pédagogie.

□ **Allez-vous retirer les permis de diffusion de ces stations?**

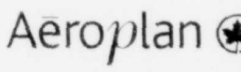
Si elles utilisent les moyens de diffusion pour promouvoir le terrorisme, pour conspirer contre le peuple et pour provoquer un coup d'État, je me dois de le faire... c'est mon devoir légal. (...)

□ **Ne craignez-vous pas que cela inquiète les investisseurs?**

S'il y a une chose qui puisse inquiéter les investisseurs, c'est d'avoir l'impression qu'il y a ici une guerre civile lorsqu'ils ouvrent le téléviseur. Qu'on leur dise: attention Chavez est communiste, il va vous exproprier. Ça, oui, c'est effrayant. (...)

□ **L'ancien président des États-Unis, Jimmy Carter, a proposé deux façons de sortir de la crise: un référendum qui pourrait raccourcir le mandat du président ou une élection anticipée. Qu'en pensez-vous?**

Il serait prématuré de prendre position immédiatement. Ce sont des propositions intéressantes, pas nécessairement nouvelles, dont il faudra discuter.

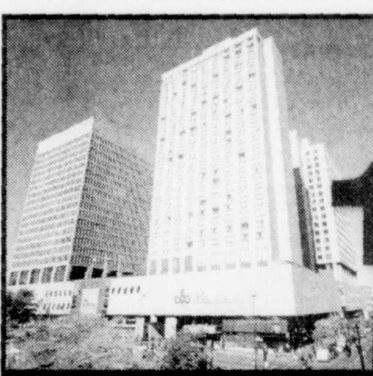


1000

milles

Aéroplan^{MD}

par séjour





Plus!
membre Club Gouverneur,
obtenez:

- petit déjeuner gratuit
- appels locaux gratuits
- 15^e nuitée gratuite
- tarif corporatif préférentiel
- et bien d'autres avantages*!

Adhérez gratuitement!

***Offre en vigueur du 1^{er} janvier
au 31 mars 2003*



GOUVERNEUR
HÔTELS

1-888-910-1111
www.gouverneur.com

Montréal (Place Duguid) • Montréal (Île Charron) • Québec (Sainte-Foy)
Trois-Rivières • Sherbrooke • Saint-Georges • Chicoutimi • Rimouski
Sept-Îles • Rouyn-Noranda • Shawinigan • Saint-Jean-sur-Richelieu

*Voir tous les détails sur le site www.gouverneur.com. **Aucune autre offre ne peut être jumelée à cette promotion.
MD Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada.

NOUS N'AVONS PAS TOUS LA MÊME CHANCE...

... PARTAGEONS LA NÔTRE!

Le personnel et les institutions du
Mouvement des caisses Desjardins
sont heureux de remettre à Centraide
une contribution globale de
1,6 million de dollars.

MERCI CENTRAIDE!

Merci de faire vivre l'entraide,
le partage et l'engagement,
des valeurs également chères
à Desjardins.



Conjuguer avoirs et êtres

LE SOLEIL

m'amène plus loin

VOLVO
pour la vie

**SI JAMAIS IL Y A UNE TEMPÊTE,
VOUS POURREZ TOUJOURS PRENDRE LES PETITS CHEMINS**



1 250* \$ d'accessoires. Maintenant de série avec les modèles à traction intégrale. Pour une durée limitée, avec toutes les S60 AWD, V70 AWD et XC70 Cross Country 2003, vous pouvez faire installer 1 250 \$ d'accessoires Volvo authentiques par le concessionnaire. Ajoutez à cela nos taux avantageux de crédit-bail et de financement et vous ne trouverez meilleur moment pour découvrir la traction intégrale de Volvo. Pour en savoir plus long, visitez un concessionnaire Volvo ou le site volvocanada.com.

VOLVO DE QUÉBEC 2230, rue Jean-Talon Nord, Ste-Foy, G1N 2G3 (418) 682-1112 www.volvodequebec.com

Le PDSF pour une Volvo S60 2.5T AWD/XC70 2003 est de 43 995 \$/49 495 \$. *Offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services Financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation de crédit. À titre d'exemple, location d'une Volvo S60 2.5T AWD 2003 (incassable groupe premium et peinture métallique) PDSF: 47 545 \$/XC70 PDSF: 49 495 \$. 548 \$/semaine (48 mois, acompte: 2 144 \$/95 \$/1 125 \$). Le coût total de location est de 26 952 \$/26 174,88 \$. Prix d'achat à l'expiration du bail de 23 940 \$/26 171,40 \$. Le prix peut varier en fonction de l'acquisition accrue. Le premier paiement mensuel et le dernier paiement mensuel de 495 \$/575 \$ sont dus au début et à la fin du contrat. Remarque: les taxes de 25 \$ par semaine (25 \$ par semaine résidentielle). Taxe de location: 1,8 \$/semaine. Frais de transport et de livraison de 1 150 \$. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Le concessionnaire peut réduire le prix de vente ou de location. L'offre s'applique à toutes les Volvo S60 2.5T AWD, V70 2.5T AWD et XC70 Cross Country 2003 neuves achetées chez un concessionnaire. Vous pouvez participer pour une durée limitée, en retirant les accessoires installés par le concessionnaire pour une somme de 1 250 \$. Installation incluse. Le client peut retirer pour un crédit en argent de 750 \$ applicable à l'achat d'une Volvo AWD/XC70 AWD ou XC70 Cross Country au lieu de 1 250 \$ en accessoires. L'offre ne s'applique pas à la XC90 et se termine le 31 janvier. Taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent. Tous les détails chez votre concessionnaire Volvo. ©2003 Automobiles Volvo du Canada. Une Volvo pour la vie est une marque de commerce de Automobiles Volvo du Canada. Volvo toujours votre partenaire de sécurité. Visitez www.volvocanada.com.



VOLVO S60 AWD 2003

Boîte de vitesse automatique à 5 rapports Geartronic avec mode hiver • Moteur turbo de 208 HP • Rouage intégral avec régulateur de traction à coupleur électronique (AWD) • Toti couvrant à contrôle électronique • Roues en alliage de 16 po • Sellerie en cuir et toute une batterie de caractéristiques de sécurité de série.

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE **549\$** /MOIS, 48 MOIS

ORTENEZ AUSSI **1,250\$** EN ACCESSOIRES



VOLVO XC70 AWD 2003

Boîte de vitesse automatique à 5 rapports Geartronic avec mode hiver • Moteur turbo de 208 HP • Rouage intégral avec régulateur de traction à coupleur électronique (AWD) • Toti couvrant à contrôle électronique • Roues en alliage de 16 po • Sellerie en cuir et toute une batterie de caractéristiques de sécurité de série.

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE **599\$** /MOIS, 48 MOIS

ORTENEZ AUSSI **1,250\$** EN ACCESSOIRES

L'Asie resserre les rangs face à Bush

L'appui «exigé» par les États-Unis pourrait avoir des effets pervers, croit l'universitaire Gérard Hervouet

ALAIN BOUCHARD
ABouchar@lesoleil.com

**Les Asiatiques
«ont horreur
d'être
confrontés
à des choix
binaires»**

■ L'appui «exigé» des États-Unis dans une lutte à un antiterrorisme à définition unique soulève un ressentiment tel en Orient que l'Asie serait pratiquement au bord d'une certaine réunification politique, sinon économique. Bref, l'Aigle américain serait en train d'y provoquer des résultats exactement contraires à ce qu'il souhaitait au départ.

Dans ce contexte du tout blanc tout noir, il peut survenir «des rapprochements asiatiques aussi inattendus que le fut le démantèlement de l'Union soviétique», à la fin du siècle, écrit le réputé professeur Gérard Hervouet, de l'Université Laval, dans *L'Asie menacée*, un ouvrage nouvellement paru aux Presses de Sciences Po, de Paris.

Hervouet est directeur du programme Paix et Sécurité internationales, à

l'Institut québécois des hautes études internationales. Publié dans la collection La Bibliothèque du citoyen, son «petit» livre (160 pages) est destiné à toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté soucieux d'y comprendre quelque chose, dans cette complexité d'enjeux aussi nombreux que disparates.

Le livre s'appelle *L'Asie menacée*, mais «il aurait pu s'appeler aussi *L'Asie provoquée*», indique l'auteur

au SOLEIL. Et il ne s'agit pas d'un livre anti-États-Unis, se presse-t-il de préciser. Mais bien plus d'un livre anti-Bush et antirépublicains. Parce que, ajoute Hervouet, les choses se passaient quand même différemment sous les démocrates de Bill Clinton.

490 GROUPES

La guerre au terrorisme «ordonnée» par les États-Unis serait extrêmement dangereuse pour la stabilité de l'Asie du Sud-Est, entre autres, écrit l'auteur. À cause de la transnationalité des mouvements islamistes. À cause d'un terrorisme uniquement dirigé contre l'islam, alors que, par exemple, il existe 490 groupes ethniques différents dans l'archipel de l'Indonésie.

Choisir entre «eux et nous», comme l'a demandé le président des États-Unis au lendemain du 11 septembre 2001, voulait dire quoi au juste pour les pays asiatiques? C'était beaucoup trop simplifié, écrit Hervouet. «Les États-Unis ont voulu faire partager au monde entier l'outrage national que constituaient pour eux les 3000 victimes de New York et de Washington, ajoutera-t-il ensuite en entrevue. Alors que la Chine et la Corée, par exemple, ont déjà subi de bien plus graves assauts meurtriers.»

Charme-moi Charlevoix.



Forfaits-Casino à partir de 57 \$*

Laissez-vous charmer par la région de Charlevoix en profitant des Forfaits-Casino offerts dans un des 27 établissements hôteliers participants.

Chaque forfait comprend le petit-déjeuner, une carte d'accès privilégié au Casino de Charlevoix, 10 \$ de jetons-cadeaux pour 2 personnes, de même qu'un carnet-privileges d'une valeur de plus de 250 \$ applicable à diverses activités offertes dans la région.

Pour obtenir la brochure «Forfaits-Casino» ou pour tout renseignement sur la région de Charlevoix, appelez au

Charlevoix
Association touristique régionale
www.tourisme-charlevoix.com

1 800 665-2274

ou visitez le www.casino-de-charlevoix.com



VOUS ALLEZ DANS CHARLEVOIX? CHANCEUX!

* Forfait avec chambre en occupation simple ou double

Avant de tout miser...

MISE SUR TOI

1 866 SOS-JEUX



La Fondation Mise sur toi, une initiative de Loto-Québec

LA BIBLIOTHÈQUE
DU CITOYEN

Gérard
Hervouet

L'ASIE MENACÉE



PRESSES DE SCIENCES PO

«L'Asie menacée»,
par Gérard Hervouet

Sous le couvert de cette même lutte antiterrorisme, dit l'intellectuel, les États-Unis ont aussi voulu encercler la Chine sans trop que ça paraisse. Cette Chine qui peut devenir autant rivale que partenaire. «On vous contie, ont l'air de dire les Américains, on vous surveille, mais on est en même temps fort intéressé par votre marché», explique Hervouet.

Ce qui fait, dit-il, que même une intervention américaine antichinoise n'est pas certaine, advenant une tentative d'annexion militaire de Taiwan.

UNE COLÈRE QUI RAPPROCHE

«Demander de choisir entre «eux et nous» a soulevé plus de ressentiments que de ralliements», soumet l'auteur. De retour d'un nouveau voyage en Orient —il y a séjourné souvent et longtemps—, il dit y avoir constaté que les Asiatiques ont plié comme plie le roseau, mais qu'au fond d'eux-mêmes, ils sont très en colère. «Ces gens-là ont horreur d'être confrontés à des choix binaires», comme celui que proposent les États-Unis, dit-il.

La réalité religieuse en général et la réalité musulmane en particulier est beaucoup trop complexe, en Asie, pour que le discours uniforme des États-Unis contre un terrorisme tout aussi uniforme ne puisse faire autrement que causer une confusion totale. Avec le résultat que, par exemple, les musulmans de divers États asiatiques finissent par exercer une sorte de pression sur la Chine, dans son positionnement politique.

Sans nécessairement s'aimer d'amour fou, beaucoup d'États asiatiques procèdent à un recentrage géopolitique, explique Gérard Hervouet. Dans le sud-est d'abord, puis au centre, et, tranquillement, de plus en plus vers l'ouest, des forums politiques et économiques se constituent entre de plus en plus de pays à la fois. Sans compter que l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce a déjà comme conséquence de forcer les États-Unis à plus de diplomatie que ne le souhaiterait vraisemblablement Bush. Les Américains sont ainsi amenés à glisser malgré eux vers ce qu'Hervouet appelle le *damage control* et le *soft power*.

Vient dès lors une nouvelle ère de calcul et d'ambiguïtés planifiées, une manière de flou délibéré, où le prétexte de la lutte antiterrorisme dupe de moins en moins de monde.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La succession du président Havel dans l'impasse

Pour une seconde fois, aucun candidat n'arrive à obtenir la majorité nécessaire aux élections



Vaclav Havel a suivi à la télé l'élection de son successeur. Diminué par des ennuis de santé, l'ancien dissident ne peut plus être candidat, la Constitution lui interdisant d'effectuer plus de deux mandats consécutifs à la tête de la République tchèque.

■ PRAGUE (AFP) — La succession du président Vaclav Havel, un symbole de l'Europe post-communiste, est dans une impasse totale, après l'échec hier d'une deuxième élection présidentielle organisée par le Parlement tchèque.

Un troisième et dernier tour — le sixième vote en neuf jours — n'a pas permis d'élire un nouveau président, aucun candidat n'ayant obtenu la majorité requise.

Comme lors de la première élection, l'ancien premier ministre libéral Vaclav Klaus est arrivé largement en tête, mais avec seulement 127 suffrages des 200 députés et 81 sénateurs, alors que 141 voix étaient nécessaires. Son adversaire, la sénatrice et ancienne diplomate chrétienne Jaroslava Moserova, n'a réuni qu'un total de 65 voix.

M. Klaus, un ancien économiste de 61 ans, s'est aussitôt déclaré prêt à continuer son combat pour accéder au Château, la somptueuse résidence présidentielle à Prague.

CHANGER LE MODE DE SCRUTIN ?

Et il a suggéré de changer le mode de scrutin afin de sortir de l'indécision d'un Parlement qui ne comporte pas de force dominante et qui est paralysé par la présence importante d'un groupe de 44 parlementaires communistes nostalgiques de l'ère soviétique.

« J'attends avec impatience les commentaires de l'opinion publique pour que je sache si elle est favorable à l'instauration du suffrage universel, a-t-il déclaré. Moi, je penche aussi pour des élections au suffrage universel. »

Un changement de mode de scrutin requiert un vaste accord de la classe politique afin d'amender la Constitution.

Âgé de 66 ans et diminué par des ennuis de santé à répétition, Vaclav Havel, ne peut plus être candidat, la Constitution lui interdisant d'effectuer plus de deux mandats consécutifs à la tête de la République tchèque.

Les pouvoirs du président tchèque sont limités, mais l'ancien dissident Vaclav Havel, fort de son autorité morale et de sa vision européenne, a donné à la fonction une influence certaine.

Son mandat se termine le 2 février et si aucun président n'est élu d'ici là, ses pouvoirs présidentiels seront provisoirement repartis entre le premier ministre et le président de la Chambre des députés.

MILOS ZEMAN ÉLIMINÉ

À la surprise générale, l'élection d'hier n'a pas donné lieu à un affrontement entre les deux poids lourds de la politique tchèque des années 90, Vaclav Klaus et son rival social-démocrate, Milos Zeman, 58 ans, qui a également été premier ministre.

La candidature inattendue de M^{me} Moserova, soutenue par les formations centristes, a perturbé le duel attendu.

M. Zeman, qui était donné favori hier matin par plusieurs quotidiens tchèques, a été éliminé dès le premier tour, victime de profondes divisions au sein même de son propre parti social-démocrate (CSSD).

L'actuel président du CSSD, le premier ministre Vladimir Spidla, était absolument opposé à l'accession à la présidence de son rival Milos Zeman. Il n'avait pu empêcher sa désignation comme candidat pour la seconde élection.

Certains députés estimaient aussi que Milos Zeman qui a été un homme politique efficace pour construire un parti social-démocrate puissant dans les années 90 n'avait pas les qualités requises pour être président.

Amateur de repas bien arrosés, il avait profondément irrité ses voisins autrichiens et allemands par ses propos à l'emporte-pièce lorsqu'il dirigeait le gouvernement de 1998 à 2002.

Aucun des candidats en lice hier n'est particulièrement populaire dans l'opinion, les favoris des citoyens tchèques, selon les sondages, étant Otakar Mojtet, un ancien avocat des dissidents devenu le médiateur de la République, et Petr Pithart, un ancien dissident proche de Vaclav Havel qui a échoué lors du premier tour de l'élection, faute d'une base politique puissante.

La Grande-Bretagne triple les frais d'inscription à l'université

LONDRES (Libération) — Pour remédier à la faillite de l'enseignement supérieur, Tony Blair a décidé de taxer les étudiants. Le projet, dévoilé mercredi par son ministre de l'Éducation, Charles Clarke, prévoit de multiplier par trois les frais d'inscription qui, dans certains cas, pourraient atteindre 6750 \$ par an.

Une mesure qui provoque la colère des intéressés et d'une partie des députés travaillistes. Après des années de sous-investissement, les universités britanniques traversent une terrible crise financière. Or le gouvernement du New Labour prévoit de charger un peu plus une barque déjà menacée de naufrage.

Il s'est fixé comme objectif de faire accéder d'ici à 2010 la moitié d'une classe d'âge à l'enseignement supérieur (contre 44 % actuellement).

Alors que la Grande-Bretagne dépense moins pour son éducation que la plupart de ses voisins, Charles Clarke a ex-

clu de recourir à l'impôt. « Comme l'ont découvert d'autres pays, demander aux étudiants de contribuer aux frais de leurs études est la seule option réaliste », a-t-il expliqué aux Communes. Selon lui, son plan a le « mérite d'être juste » puisqu'une personne qui sort de l'université gagne en moyenne 50 % de plus qu'un non-diplômé.

Les étudiants ne payeront pas comptant. Ils commenceront à rembourser leur créance une fois leur cursus terminé et dès qu'ils touchent un salaire annuel d'au moins 33 750 \$. Pour calmer sa base, le gouvernement a aussi prévu de réintroduire des bourses pour les plus pauvres.

Cela n'a pas suffi à faire passer la pilule. Les étudiants, qui risquent d'entrer dans la vie active avec des dettes estimées à 46 750 \$ ont commencé à manifester. Selon leur syndicat, le triplement des frais d'inscription détournera de l'université les plus démunis.

Les frais
seront de
6750 \$ par
année

LA SANTÉ DE VOS OS EST IMPORTANTE !

Vous êtes une femme âgée de 65 à 89 ans

- que vous soyez traitée ou non pour l'ostéoporose
- que vous preniez ou non des hormones

Vous pourriez participer à un projet de recherche portant sur le traitement de l'ostéoporose, menée par une équipe expérimentée dans le domaine, sous la supervision du Dr. Jacques Brown.

Si vous êtes admissible, vous recevrez gratuitement le médicament à l'étude ainsi que des suppléments de calcium et de vitamine D.

Ce projet a été approuvé par le comité d'éthique de la recherche clinique.

Pour plus d'information, communiquez avec
Le groupe de recherche sur les maladies osseuses avec le Dr. Jacques Brown.

Téléphone:
(418) 990-0751
(en tout temps)



Groupe de recherche
sur les maladies osseuses
Unité de recherche clinique

ENCAN
D'ANTIQUITÉS

meubles, tableaux et importations

À la Maison Daber
LE DIMANCHE 26 JANVIER À 11H30
7069, RUE DES MOISSONS, LÉVIS
(EN BORDURE DE L'AUTOROUTE 20 - SORTIE 327)
837-0594 ou 837-8126

3 FOIS RIEN

0\$ paiement avant un an
0\$ paiement pendant trois mois et 0% d'intérêt
Partez sans payer en location

	Comptant	Mensualités*
CAVALIER 2003	0\$	234\$
	1564\$	199\$
	2627\$	178\$

* Location 48 mois ou 80 000 km. Transport et préparation optionnels. Taxes en sus.

MARLIN

CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.

2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec)

688-1212

Département des ventes OUVERT du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h.

Castel

20 minutes pour 99¢ par appel

Parlez jusqu'à 20 minutes pour 99¢ par appel

Minutes additionnelles 10¢/minute

France	Canada	États-Unis
Suède	Portugal	Singapour
Italie	Allemagne	Danemark
Suisse	Autriche	Angleterre
Irlande	Finlande	Hong Kong
Écosse	Australie	Luxembourg
Norvège	Espagne	Corée du Sud
Belgique	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande

Appels aux cellulaires internationaux et services spécialisés peuvent être chargés à des taux plus élevés. Pour les tarifs MOBILES ou des AUTRES PAYS visitez: www.1010710.com

- Pas de contrat à signer !
- Pas de frais supplémentaire !
- Pas besoin d'abonnement !
- 24 heures, 7 jours/semaine !

10-10-710

Amérique du Nord et Caraïbes: 10-10-710 + 1 = code régional + numéro
Autre-mer: 10-10-710 + 011 = code du pays + numéro de téléphone

Pour info appelez au service à la clientèle sans frais : 10-10-710-00

Castel a une entente avec Bell pour facturer vos appels 10-10-710 sur votre facture mensuelle de téléphone

CENTRE DE LIQUIDATION

MATELAS DAUPHIN

ÉCHANTILLONS DE PLANCHER LÉGÈRES IMPERFECTIONS SURPLUS DE PRODUCTION FIN DE LIGNES

Payable en 36 versements ou nous payons les 2 taxes

Matelas mousse
Grandeur: 1 place
Prix liquidation **119⁹⁵**

Lot de Couvre-Matelas
avec de légères imperfections
Grandeur: 1 place, 2 places, Grand 2 places
Un seul prix **29⁹⁵**

Matelas Harmonie
Plateau coussiné
Grandeur 2 places
Prix liquidation **399⁹⁵**

Matelas DYNASTIE
Grandeur: 1 place
Prix liquidation **229⁹⁵**

CENTRE DE LIQUIDATION

MATELAS DAUPHIN

Plusieurs autres spéciaux en magasin

*Payez les taxes seulement. Sous réserve de l'approbation de crédit. (Quantités limitées)

85, Marie de l'Incarnation, Québec • 527-7178 **SEULEMENT**

l'Université Laval
en action

À LIRE AUJOURD'HUI DANS LE CAHIER "ZOOM"

Sur les traces de Bethune

Un documentaire sur l'œuvre du docteur Jean Couture en Chine

Rock around the Bunker

La fin d'Adolf Hitler vue par le Théâtre de la Filature

Des emplois bien payés

Mélanie Fournier profite de la forte demande du secteur bioalimentaire

Et d'autres nouvelles de la vie qui bat sur le campus !



Université Laval



4%*

Payez-vous la traite !

Remise en argent de 4%.

L'HYPOTHÈQUE SIMPLIFIÉE » 1 866 BLC-2088



BANQUE
LAURENTIENNE

*Pourcentage de remise applicable au terme fermé de cinq (5) ans à taux fixe. La remise en argent est calculée en fonction du montant du capital emprunté. Par exemple: pour un emprunt de 120 000 \$ la Banque Laurentienne vous remettra 4 800 \$ en argent. Le maximum alloué de remise en argent est de 25 000 \$. Cette offre d'une durée limitée s'applique uniquement aux nouvelles demandes de prêt hypothécaire et est sujette à changement sans préavis. Certaines conditions s'appliquent. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre. Il est sous réserve d'approbation de crédit par la Banque.

Annan assistera au Sommet africain

■ PARIS — Un sommet des chefs d'État africains, en présence du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, s'ouvre aujourd'hui à Paris pour entériner l'accord de sortie de guerre en Côte d'Ivoire. La présence de Kofi Annan, reçu hier par le président Jacques Chirac, était vivement souhaitée par Paris. Elle témoigne de l'engagement que les Nations unies semblent

vouloir assurer pour le suivi de l'accord de Marcoussis qui prévoit le maintien au pouvoir de Gbagbo, en échange de la formation d'un gouvernement de réconciliation nationale avec la participation des rebelles qui tiennent la moitié du pays. Pour ce suivi de l'accord, un comité va être mis en place, dans la capitale économique Abidjan. Il comprendra des représentants de l'ONU, de l'Union européenne (UE), de l'Union africaine, de la CEDEAO, de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), du GS et de la France. (AFP)

AVIS LÉGAUX • APPELS D'OFFRES • SOUMISSIONS • ENCANS

Egalement placés gratuitement sur Internet
www.appels.doffres.com



De gauche à droite: Robert Fortier (Mallette), Serge Lemaux (Mallette), Jean-Pierre Desrosiers (KPMG), Claude Jacques (Mallette)

Les dirigeants de Mallette et de KPMG sont heureux d'annoncer la signature d'une entente de services et de référence intervenue entre leurs cabinets d'expertise comptable.

Ce partenariat permettra à ces deux organisations indépendantes d'échanger des services professionnels pour le bénéfice de leur clientèle respective.

Mallette compte 40 associés et 440 employés qui proposent des solutions d'affaires à ses clients sous cinq gammes de services: certification, fiscalité, services-conseils, actuariat, syndicats et gestionnaires. Mallette assure une présence régionale dans 20 villes au Québec.

KPMG est un réseau d'envergure mondiale employant plus de 100 000 personnes. Ce cabinet offre des services professionnels dans plus de 750 villes situées dans 152 pays.

MALLETTE

KPMG



APPEL D'OFFRES

Pour une propriété de 41 424 m², zonée pour usage industriel et commercial, sise au 1333, Chemin St-Jean à Saint-Nicolas (Ville de Lévis).

Le terrain, aménagé en grande partie pour supporter de la machinerie lourde, comporte deux immeubles, soit:

- * un bâtiment combinant bureaux et atelier de mécanique de type «Hercules», de 21 m x 31 m avec portes doubles de 5 m de hauteur à une extrémité,
- * un entrepôt secondaire non chauffé de 12 m x 18 m avec porte de 5 m de hauteur.

Toute personne désirant des renseignements supplémentaires sur la propriété ci-dessus décrite est priée de communiquer avec MM. Jean-Marc Richard ou Pierre Houle au (418) 651-9543. La propriété pourra être visitée sur rendez-vous.

Toutes les soumissions devront parvenir au siège social de Soquip Énergie Inc. au 1195, avenue Lavigerie, bureau 40, Sainte-Foy, QC G1V 4N3, avant 10 h 30 le 19 février 2003. Seules les soumissions scellées et portant au recto de l'enveloppe la mention lisiblement inscrite «SOUMISSION RE: ENTREPÔT» seront considérées.

Soquip Énergie Inc. ne s'engage à accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions reçues.

Le gouvernement ivoirien parvient à s'entendre avec les rebelles

MARCOUSSIS, France (AFP) — Les protagonistes de la crise ivoirienne ont signé hier à Marcoussis, près de Paris, un accord de sortie de guerre qui prévoit le maintien au pouvoir du président ivoirien, Laurent Gbagbo, et la formation d'un gouvernement de réconciliation nationale.

Selon l'armée française, le front ouest de la Côte d'Ivoire, où de violents combats se déroulaient depuis mardi entre forces loyalistes ivoiriennes et «combattants incontrôlés», est calme depuis hier matin, mais à Abidjan comme à Bouaké (quartier général du principal mouvement rebelle), aucune manifestation de joie particulière n'a accueilli l'annonce de la signature de l'accord.

«C'est la première étape d'un processus qui devrait être consolidé par le sommet» des chefs d'État africains aujourd'hui et demain à Paris, a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, François Rivasseau.

Mais avant son départ pour ce Sommet, le président burkinabé, Blaise Compaoré, a soufflé un peu sur les braises en déclarant à Ouagadougou que son pays allait saisir les tribunaux internationaux pour les «crimes» commis sur ses compatriotes au cours des cinq derniers mois en Côte d'Ivoire.

L'accord de Marcoussis nous «satisfait totalement», a déclaré à l'AFP le secrétaire général de la rébellion

du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), principal groupe rebelle, Guillaume Soro, qui menait les négociations pour les trois groupes rebelles.

L'accord de Marcoussis prévoit le maintien au pouvoir jusqu'en 2005 du président Laurent Gbagbo. Cette mesure constitue une concession de la part des rebelles qui réclamaient, jusqu'à la table ronde de cette semaine, le départ du chef de l'État et des élections anticipées.

Il permet en échange aux rebelles d'être légitimés en entrant dans le gouvernement de «réconciliation nationale» dirigé par un premier ministre de consensus chargé de diriger les affaires du pays et de préparer les conditions pour de futurs processus électoraux crédibles.

L'accord porte aussi sur le «respect de l'intégrité territoriale». Les délégués se sont par ailleurs accordés «sur un regroupement de toutes les forces» dans le but de constituer une nouvelle armée, avec l'appui de la France, et une amnistie pour les militaires qui se sont soulevés.

DANS L'AFFAIRE DE LA LIQUIDATION DE LES COOPÉRANTS, SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE-VIE: COUR SUPÉRIEURE DE MONTRÉAL - DOSSIER (500) 05-000 061-927

AVIS DE LA DEMANDE DE LIBÉRATION DU LIQUIDATEUR

Le 3 janvier 1992, une ordonnance de liquidation fut rendue à l'égard de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie («Coopérants») en vertu de la Loi sur les liquidations et les restructurations et Raymond Chabot Inc. (anciennement Raymond, Chabot, Fafard, Gagnon Inc.) a été alors nommée liquidateur pour liquider les biens de Coopérants (le «Liquidateur»).

La liquidation des biens et affaires de Coopérants est en substance complétée et le Liquidateur demandera au tribunal une ordonnance le libérant de ses fonctions et responsabilités à titre de liquidateur. Des ordonnances accessoires à l'ordonnance de libération seront aussi demandées au tribunal. Les états financiers de la liquidation pour les années 1992 à 2002 seront déposés auprès du tribunal pour valoir comme reddition de compte de l'administration du Liquidateur.

Le Liquidateur demandera toutefois à ce que ses fonctions et pouvoirs soient continués relativement à certaines questions non encore réglées à la date de l'ordonnance de libération ou pouvant se soulever subséquemment. Ainsi, les parties aux litiges pendants à la date de l'ordonnance de libération ne seront pas affectées par l'ordonnance.

La requête pour libération du Liquidateur sera présentée à la Cour supérieure de Montréal le 10 février 2003, à 10h00 de l'avant-midi, à la salle 15.09, au Palais de Justice de Montréal. Une copie de cette requête sera déposée au dossier de la Cour le 27 janvier 2003 et la requête (de même que les états financiers de la liquidation) seront également disponibles pour consultation à compter de cette date chez Raymond Chabot Inc., 600, rue de La Gauchetière ouest, bureau 1900, à Montréal (Québec) H3B 4L8. Prière de s'adresser à madame Carole Boulanger (téléphone (514) 879-1385) pour prendre rendez-vous.

Montréal, ce 25 janvier 2003.

RAYMOND CHABOT INC., es qualités de Liquidateur de Les Coopérants, Société mutuelle d'assurance-vie.

Appel d'offres

pour une firme d'actuaire
Projet numéro 2003-01

Recrutement d'une firme qui agira à titre d'actuaire pour le Régime de retraite du personnel des centres de la petite enfance et des garderies privées conventionnées du Québec.

Le comité provisoire de retraite du Régime de retraite du personnel des centres de la petite enfance et des garderies privées conventionnées du Québec, qui a pour mandat de procéder aux appels d'offres nécessaires à la mise en place du régime au 1^{er} avril 2003, désire recruter une firme qui agira à titre d'actuaire.

Les firmes intéressées peuvent se procurer la version électronique des documents se rapportant à cet appel d'offres en écrivant à Sylvain Lebel (tél. 514-984-5122) à l'adresse suivante :

sylvainl@dion-durrell.com

La version électronique des documents leur sera expédiée dans les vingt-quatre heures suivant la réception de leur demande.

La version papier des documents sera disponible du lundi au vendredi, de 8 h 30 à midi et de 13 h 00 à 16 h 30 auprès de Michel D'Anjou, de la Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau du ministère de la Famille et de l'Enfance, au 600, rue Fullum, 6^e étage, Montréal.

Les offres doivent être présentées avant 10 h le lundi 17 février 2003.

Le comité provisoire de retraite ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

RR
Roy, Métivier, Roberge
SYNDIC

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

Avis est, par les présentes, donné que MULTI-GESTION STE-FOY INC., 725, boul. Pie-XII, Sainte-Foy (Québec), a fait cession de ses biens le 21^{er} jour de janvier 2003 et que la première assemblée des créanciers a été fixée au 10^{er} jour de février 2003 à 10 h 30 au Bureau du Syndic, 2960, boul. Laurier, bureau 210, Sainte-Foy (Québec).

Daté le 25^{er} jour de janvier 2003, à Sainte-Foy.

ROY, MÉTIVIER, ROBERGE INC., SYNDIC aux biens de Multi-Gestion Ste-Foy Inc.

Québec - Rivière-du-Loup - Victoriaville
Trois-Rivières - Beauce - Shawinigan -
Drummondville - Chicoutimi - Thetford Mines

Iberville III
2960, boul. Laurier, bureau 210, Sainte-Foy (Québec) G1V 4S1
Tél.: (418) 651-5500 - Télécopieur: (418) 651-8077

CASILOC INC.

APPEL D'OFFRES

CONSTRUCTION & APPROVISIONNEMENT

Projet

• Théâtre du Casino du Lac Leamy (transformation en cabaret)

Les entrepreneurs et les fournisseurs d'équipements et de services peuvent obtenir l'information sur les appels d'offres de construction et d'approvisionnement en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.casiloc.com

L'INDUSTRIELLE-ALLIANCE
COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE ET SPÉCIALE

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle et spéciale des actionnaires de la compagnie ci-dessus mentionnée aura lieu au 1080, chemin Saint-Louis à Québec, le jeudi 13 février 2003 à 16 heures, afin de recevoir les états financiers annuels de la compagnie, d'élire les administrateurs, de choisir les vérificateurs de la compagnie, d'approuver une demande de continuation en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies, de ratifier une refonte des règlements généraux et de délibérer de toute autre question qui pourrait être soumise à l'assemblée.

Québec, le 25 janvier 2003

Le Secrétaire
Georges Smith

AVIS

Nous avons reçu instructions des principaux intéressés de vendre les actifs par voie d'encan public

PICARD INDUSTRIES INC. (EN FAILLITE)
LE MERCREDI 29 JANVIER 2003 À 9 H 30
AU 910, RANG DU COTEAU SUD, ST-PIERRE DE MONTMAGNY (QC)
Site à 64 km du Port Pierre Laporte, Québec (QC), sortie 368 de l'autoroute 20 est

DÉCOUPEUSE, POINÇONNEUSES, PLIEUSES ET CISAILLES :
DÉCOUPEUSE LASER AMADA LC2415CX11, 1998 / POINÇONNEUSE CNC 3 axes AMADA Coma 567, 1995 / (7) PLIEUSES (3) CNC AMADA (1) 250, 12, 1986 (1) 800, 8, 1997 et (1) 440, 20, 1986 / (2) CINCINNATI 600T, 16 et 350T, 14"6" / (1) NIAGARA 120T, 12" / (1) CHICAGO 80T, 12" / (2) CISAILLES (1) PROMECAM 1/2" x 10" / (1) STEELWELD 1/2" x 16" / (4) Presse-poinçon mécaniques BLISS 30T, à 125T / Système automatique pour fabrication de poteaux / Matrices pour composante de gisements de sécurité et de poteaux Versable

SYSTÈME DE RANGEMENT INFORMATISE 12 sections, 184 cases, jusqu'à 600 000 \$ ET ÉQUIPEMENT DE MANUTENTION, CHARIOT ÉLEVATEUR, MACHINERIE À MÉTAL, DIVERSES, SOUDEUSES, SYSTÈME DE LAVAGE, ET SYSTÈME DE PEINTURE COMPRESSEURS ET PONTS ROULANTS

375 000 \$ d'inventaire au coût MATIÈRES PREMIÈRES, PRODUITS EN COURS, PRODUITS FINIS, ORDINATEURS, SERVEUR, ÉQUIPEMENTS DE BUREAU

* Nous acceptons les mises par procuration (proxy bid) avec dépôt pour les personnes ne pouvant assister à l'encan.

* En cas de tempête de neige, l'encan sera reporté au lendemain soit le jeudi 30 janvier 2003 à 9 h 30.

PRIME D'ACHETEUR DE 10 % FACTURÉE SUR TOUT ACHAT
PHOTOS : WWW.INDUSTRIES-INTERACTION.COM
POUR CIRCULAIRE PAR FAX : (514) 327-8187

INSPECTION : Le mardi 28 janvier 2003, de 8 h 30 à 17 h 30

CONDITIONS : 25 % à l'adjudication, balance comptant, chèque visé, Interac, lettre bancaire

A-Inter-Action

Date limite : 14 février 2003
chapeaulesfilles@meq.gouv.qc.ca



Québec

Le ministère de l'Éducation remercie les partenaires suivants :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Ministère de la Culture et des Communications

Emploi-Québec

Ministère de l'Environnement

Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche

Ministère des Ressources naturelles

Ministère des Transports

Office Québec-Amériques pour la jeunesse

Société de la faune et des parcs du Québec



À Québec, la radio change de face !

Dès le 3 février

**Les matins d'Énergie 98.9 changent de visage
et prennent celui de Mario Grenier.
Dès 6 h le matin jusqu'à 9 h 30, on écoute « *Plus tôt Mario !* ».**

Information • Actualité • Vie en ville • « Les 2 minutes du peuple »
• « Le meilleur des Grandes Gueules »

**L'humour de « *Préparation Z* » s'installe à 15 h
pour l'émission du retour avec Richard Z. Sirois.**



www.radioenergie.com

énergie 98.9

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

SOINS DE
LONGUE DURÉE

Un centre de 16 M\$ sera construit à Ste-Foy

SIMON BOIVIN
SBoivin@lesoleil.com

Dans l'optique d'un rééquilibrage géographique des services offerts, la Régie régionale de la santé de Québec investira 16 millions \$ dans la construction d'un centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) en lieu et place de l'ancien Centre jeunesse Tilly, derrière la Maison Gomin.

« Nous avons constaté un manque de lits d'hébergement dans le secteur Sainte-Foy—Sillery—Laurentien, explique Éric Lavoie, responsable des communications pour la Régie. Nous avons donc décidé de transférer le centre d'hébergement de l'hôpital Saint-Sacrement, de Québec-centre, ainsi que celui de l'hôpital Sainte-Monique (boullevard Hamel). »

**C'est le souci de mieux
répartir les services qui a
guidé cette décision**

Ce n'est pas tant le vieillissement de la population qui a guidé cette décision, mais plutôt le souci de mieux répartir les lits dans la région. « C'est un manque que nous avions identifié dans l'organisation des services lors de notre plan de consolidation de 1999-2002, note M. Lavoie. Pour quelqu'un du secteur Sainte-Foy—Sillery—Laurentien, se rendre dans Québec-centre pour recevoir ses soins, c'est moins agréable. »

Le nouveau centre abritera 128 lits d'hébergement et quatre lits polyvalents, soit un peu plus que le total des deux anciens centres combinés (63 pour Saint-Sacrement, 58 pour Sainte-Monique). Il n'était pas question de construire un nouveau centre sans transférer les lits, pour des raisons financières. « Les coûts du personnel et de l'entretien des établissements demanderaient trop d'argent », soutient M. Lavoie.

Les 16 millions \$ de projet incluent la démolition de l'ancien Centre de jeunesse Tilly et la construction du nouvel établissement. On parle d'une bâtisse de 11 000 pieds carrés.

« Il faut mettre à terre l'ancienne installation, dit M. Lavoie, elle n'est pas conçue pour recevoir un centre d'hébergement. Nous en sommes à étudier les plans et devis préliminaires. Nous irons ensuite en appel d'offres. »

Les travaux devraient débuter vers la fin de cette année pour se terminer tard en 2005.

Un accueil enthousiaste

La candidature de Québec pour le prologue du Tour de France est bien reçue en Europe

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

■ Le pdg de la compagnie Gestev, Patrice Drouin, rentre confiant de sa première rencontre avec les gens du Tour de France. Selon le spécialiste en organisation d'événements internationaux, la candidature de Québec pour le prologue de 2008 sera examinée très sérieusement.

« C'était au-delà de mes espoirs, disait hier Patrice Drouin, à propos de sa rencontre avec Daniel Baal, le directeur adjoint du Tour de France. Je m'attendais à ce que ça soit plutôt de la politesse et à ce qu'il me dise que ça serait très dur, mais il a été au contraire très enthousiaste. »

La rencontre des deux hommes, qui s'est déroulée à Montreux, en Suisse en marge d'événements sportifs, a permis à Drouin de remettre une lettre du maire de Québec au directeur adjoint du Tour. C'est lors de la prochaine rencontre, dont la date n'est pas encore fixée, que les gens du Québec et de Amaury Sport Organisation (la société du Tour de France) parleront logistique et faisabilité financière.

Patrice Drouin, dont la compagnie Gestev a organisé les Coupes du monde de vélo de montagne et de surf des neiges en plus des Fêtes de la Nouvelle-France, a très hâte d'évaluer tous ces points logistiques. « Des véhicules, des hélicop-

tères, des clôtures, des policiers et de l'équipement pour les télévisions, on a tout ça chez nous », rappelle M. Drouin, qui fait partie de la petite équipe de six hommes rassemblées par le maire Jean-Paul L'Allier pour monter le projet d'amener à Québec le prologue et au moins une étape du Tour.

Le hic avec un grand « H », c'est de faire traverser l'Atlantique à la gigantesque caravane du Tour, qui comptera facilement 2000 personnes et 1000 véhicules. « Si on pouvait avoir une entente avec une ligne aérienne on pourrait amener tout le monde à bon prix et ça baisserait beaucoup nos coûts », lance Patrice Drouin.

Le patron de Gestev affirme que les coûts d'organisation sont de toutes façons moins chers au Québec qu'en Europe. « Lorsqu'on compare des événements semblables aux nôtres, c'est souvent 20-25 % moins cher de les faire ici, entre autres à cause des salaires », explique M. Drouin.

Le récent séjour européen de Patrice Drouin l'a convaincu encore davantage que le Tour de France a un intérêt à venir au Québec en 2008. « C'est très bon médiatiquement pour eux et ils le savent, insiste le pdg de Gestev. La nouvelle a fait pas mal de bruit en Europe et les gens disaient que si le Tour sort d'Europe, la suite logique c'est d'aller à Québec. »

Pour le moment, Drouin ne voit pas d'opposition venir des équipes cyclistes européennes. « Si la transmission télé se fait normalement, il n'y a pas de problèmes pour eux, estime Patrice Drouin. Leurs commanditaires vont être vus aussi bien que si le Tour est en Europe. »

Un 2^e présumé membre du Wolf Pack renonce à son enquête sur cautionnement

GUY BENJAMIN
GBenjamin@lesoleil.com

■ Un deuxième présumé membre des Wolf Pack, arrêté en décembre lors du démantèlement du réseau de prostitution juvénile, a renoncé hier à son enquête sur remise en liberté, et devra donc attendre en prison la tenue de son procès.

Jean Pierrin, par la voix de son avocat, M^r Jorge Armijo, a reconnu que la Couronne réussirait à convaincre le tribunal que sa détention est nécessaire pour la protection du public. Pierrin, 19 ans, contre qui pèsent des accusations d'agression sexuelle, de trafic de drogue et de complot revendra devant le tribunal le 13 février pour subir son enquête préliminaire.

Jeudi dernier, Jean Denizard Fandal, contre qui pèsent une dizaine d'accusations, dont celle de proxénétisme, était le premier à renoncer à l'idée de tenter de recouvrer la liberté. Il a décidé de passer directement à l'étape de l'enquête préliminaire, qui devrait se tenir le 21 février.

Téchelet Pierre-de-Bellefeuille pourrait être le troisième membre du grou-

pe à renoncer à une enquête sur remise en liberté. Son avocat, M^r Herman Bédard a évoqué cette possibilité hier. Dans son cas, ce sont sept accusations de proxénétisme auxquelles il doit faire face.

Pierre-de-Bellefeuille s'est présenté hier matin devant le tribunal afin de fixer la date de l'enquête sur remise en liberté. Prévue pour jeudi prochain, l'enquête pourrait ne pas avoir lieu puisque M^r Bédard fera savoir à ce moment si son client passe directement à l'étape suivante des procédures.

**Jean Pierrin
reviendra
devant le
tribunal le
13 février**

L'attente sera un peu plus longue pour Nerva Lovinski avant de savoir s'il a des chances d'être remis en liberté provisoire en attendant son procès. Hier matin, son enquête sur remise en liberté a été fixée au 7 février. Mais elle pourrait bien être reportée une autre fois.

Lovinski a retenu les services d'un nouvel avocat. M^r Richard Dubé a dit avoir besoin de temps pour étudier le dossier, de sorte qu'il n'est pas certain de pouvoir procéder à la date prévue. Les principales accusations contre Lovinski sont des trafics de drogue, enlèvement, séquestration, et menaces de causer des lésions corporelles.

Enquête sur remise en liberté de Jean-Max Dolcine a aussi été reportée à jeudi prochain, à la demande de son avocat. M^r Herman Bédard a répété qu'il aura une défense d'alibi à présenter.

L'avocat de la défense attend des documents des autorités carcérales prouvant que son client était détenu aux dates des gestes qu'on lui reproche, affirme-t-il. Dolcine est accusé de proxénétisme et de trafic de drogue.

LORETTEVILLE

« Pas de HLM dans ma cour »

Des résidents veulent qu'un terrain serve à l'aménagement d'un parc plutôt qu'à la construction de logements sociaux

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

Tout le monde est pour la construction de logements sociaux. Mais lorsque ces projets menacent un espace vert en face de chez soi, les points de vue se modifient.

L'histoire se passe à Loretteville, mais ce pourrait être à Sainte-Foy, à Saint-Émile ou à Beauport.

L'administration municipale songe à donner un de ses terrains à une coopérative d'habitation pour la construction de 18 logements sociaux, destinés à des locataires qui consacrent 30 % de leur revenu au logement.

Ce terrain, situé dans le centre-ville, à l'angle des rues Caron et M^r-Dumas, est présentement occupé par un stationnement et un espace vert où les enfants s'amuse et les personnes âgées jouent à la pétanque.

**« C'est le seul espace vert
qui reste au centre-ville »,
clament des citoyens**

Un groupe de citoyens s'oppose à cette cession de terrain et réclament plutôt que l'endroit devienne un parc en bonne et due forme. « C'est le seul espace vert qui nous reste au centre-ville, dit le résident Sylvain Houde. On a besoin d'un lieu de rassemblement où les gens peuvent venir jouer et relaxer. »

Le regroupement de citoyens dit avoir identifié au moins huit autres sites potentiels plus propices selon eux à la construction de logements sociaux.

L'ancien maire de Loretteville et maintenant conseiller indépendant Denis Giguère rappelle que la crise du logement impose certaines constructions. Il ajoute que le nombre de terrains publics, et donc accessibles aux coopératives, est assez limité à Loretteville. « Mais on va faire faire un inventaire des terrains vacants et on va prendre l'avis des citoyens », affirme M. Giguère.

C'est la première fois, selon Denis Giguère, que des citoyens réclament que l'endroit soit aménagé en parc. « Loretteville est une ville où il y a beaucoup de parcs, de terrains de jeux et d'espaces verts », insiste le conseiller.

Les citoyens du quartier pourront s'exprimer lors d'une réunion d'information mardi à 19 h à l'ancien hôtel de ville de Loretteville.

Un roi québécois du divertissement disparaît

Florian Vallée, le père de Beauce Carnaval, a amusé des milliers d'enfants pendant 50 ans

LUCE DALLAIRE
Collaboration spéciale

■ SAINT-GEORGES — Après avoir amusé pendant plus de 50 ans des milliers d'enfants québécois et ontariens, le marchand de bonheur beauceron Florian Vallée, vient de mourir à l'âge de 86 ans.

M. Vallée a été le père fondateur de l'entreprise Beauce Carnaval, un rêve devenu réalité et qui lui surviva.

« Mon père avait soif d'apprendre et jamais il n'a cessé de s'émerveiller », raconte au SOLEIL l'aîné de ses fils, Jacques.

Il y a deux mois, M. Vallée et son fils Jacques participaient à un congrès à Orlando, en Floride.

À 86 ans, Florian Vallée a alors fait l'essai du manège italien, une tour



Florian Vallée et son fils Jacques en 1997.

splendide. Emballé par cet essai, il a signé le contrat d'achat en confiant doucement à sa conjointe Cécile, complice de toujours: « Je viens d'acheter mon tout dernier manège ».

UN PARC AMBULANT

Pendant plus de 50 ans, cet homme d'affaires rêveur a bourlingué à travers tout le Québec en développant le plus impressionnant parc d'amusement ambulant.

Quand la guerre prend fin, il part en tournée avec un acrobate allemand, le capitaine Schultz, et il invite les gens à venir voir « danser la belle Annabelle venue directement d'Afrique ».

« Foncièrement honnête, papa ne mentait jamais, continue Pascal, son autre fils, mais... il se plaisait parfois à forcer la vérité. En réalité, Annabelle n'était pas une danseuse du ventre, mais une guenon ». Le stratagème attirait la foule.

Un jour, 50 \$ en poche, il décide de le risquer pour amuser les siens.

À même les réservoirs d'un vieux avion, il construisit son premier manège « les avions ». Il se déplaçait alors de village en village, en Beauce.

En pleine récession économique, il a tenté le sort en se rendant au Cap-de-la-Madeleine avec son beau-frère et bras droit Clément Binet. Il décroche alors un contrat à Sept-Îles.

« Il fallait que ça passe ou que ça casse », disait-il. Il a failli tout perdre. La tempête faisant rage pendant le voyage, il a bien cru que le bateau n'accosterait jamais à Matane avec toute sa cargaison.

« Papa voyait toujours le côté positif, la beauté des choses. Le reste ne l'intéressait pas. Il fallait que ça marche. Au besoin, il fallait seulement travailler de jour et de nuit, ce c'était pas compliqué », explique sa fille Paule.

Ses enfants et ses neuf petits-enfants se souviendront de la simplicité, de l'humilité et de la bonté de cet homme chaleureux et moqueur.

« En 1974, il a demandé 2 \$ à Pierre-Elie Trudeau pour une médaille de Jaro, la mascotte des Jeux du Québec. C'était le même prix pour tout le monde et tous étaient sur le même pied à ses yeux », continue Pascal.

Dans son royaume du divertissement, il n'était pas question pour Florian Vallée de laisser un enfant pleurer à côté d'un manège. La première affiche de Beauce Carnaval ne garantissait-elle pas qu'il y avait « du plaisir pour toute la famille ? »

Du rêve à la réalité, titre d'ailleurs de son volume publié en l'an 2000, M. Vallée a su donner le goût de rire et de s'amuser à des milliers d'enfants. À la



Les enfants de Florian Vallée, Jacques, Paule et Pascal, se souviendront de la simplicité, de l'humilité et de la bonté de leur père.

même époque, ses pairs, à majorité des anglophones, lui ont attribué la reconnaissance du Québec Showman of the 20th Century Association.

Lex-député et ambassadeur Gilles Bernier affirme que Florian Vallée, tout comme le sirop d'érable, a été le premier ambassadeur de la Beauce. Le maire de Saint-Georges, Roger Carrette, salue pour sa part l'homme qui avait

des idées et qui a su leur donner des bras et des jambes pour que se concrétisent de grandes choses.

Vous vous demandez si Beauce Carnaval sera encore là au printemps ? La relève est assurée et les 225 travailleurs de l'entreprise ont reçu en héritage le goût de poursuivre le rêve qu'a su entretenir Florian Vallée pendant plus de 50 ans.

L'EST ET LA CÔTE-NORD

AVALANCHES AU QUÉBEC

Des risques bien réels

ERNIE WELLS

Collaboration spéciale

■ RIMOUSKI — Avalanche ! Le mot fait peur et pour cause. Sept skieurs ont péri le 20 janvier sous quatre mètres de neige dans l'est de la Colombie-Britannique. Et la menace plane même ici au Québec où les avalanches ont fait 83 victimes depuis les années 1970, soit 33 morts et 50 blessés.

Plusieurs ont en mémoire les images de l'équipe de Vic Pelletier de Matane, qui font voir le cinéaste Benny Caron emporté par une avalanche au mont Albert, dans le parc national de la Gaspésie. Ça se passait le 18 février 2001. L'homme a survécu. En mars 2000 au même endroit, un skieur a péri enseveli sous une avalanche mortelle. Qu'on se rappelle celle du nouvel An 1999 qui a fait neuf morts et 25 blessés à Kangisualujuaq. Deux jours avant ce drame, une personne a été emportée par une avalanche dans les monts Hog's Back, dans les Chic-Chocs en Gaspésie et elle s'en est sortie avec une cheville cassée.

«Les avalanches sont régulières dans les Chic-Chocs où des gens pratiquent des sports extrêmes. Les risques d'avalanches mortelles y sont aussi élevés que dans les Rocheuses ou la baie d'Ungava», affirme un spécialiste des avalanches à Rimouski, Jean-François Dubé dont l'expertise et celle de son collègue Bernard Héty sont reconnues par la Sécurité civile qui les a appelés, notamment, pour préciser les causes du drame de Kangisualujuaq.

«Sommes-nous prêts pour le prochain désastre?», s'interrogeait le regrettable expert mondial en prévention des catastrophes, Mohammed El-Sabh, professeur du Département d'océanographie de l'Université du Québec à Rimouski. Il posait la question et il s'inquiétait de la réponse, surtout après Kangisualujuaq, le grand verglas de l'hiver 1998 et le déluge du Saguenay. «On attend à la limite pour réagir, alors qu'il faut d'abord prévenir. Chose certaine, Dame Nature aura toujours le dernier mot», disait-il.

Le nombre de catastrophes naturelles connues a été huit fois plus élevé au cours des 20 dernières années qu'au cours des 20 années précédentes. Le développement des communications a favorisé cette connaissance, mais l'explosion des populations est responsable d'une partie de ces malheurs. Les médias ont fait connaître



Marc Deschênes, de l'Association canadienne de l'avalanche (ACA) et coordonnateur du projet de concertation sur la sécurité-avalanche au Québec et un autre spécialiste Jean-François Dubé, de Rimouski.

ces catastrophes. «Les manchettes des médias favorisent l'éducation populaire. Tout le monde est au courant quand survient un sinistre», notait M. El-Sabh. Certaines chaînes de télévision diffusent même des émissions catastrophes.

SÉCURITÉ-AVALANCHE

L'Association canadienne de l'avalanche, chapitre du Québec, (ACAQ) estime que 100 personnes ont été impliquées dans des avalanches depuis 30 ans au pays de Vigneault. «Ça prend juste de la neige, une pente inclinée et des conditions qui se déstabilisent par des planchistes ou des skieurs», explique Marc Deschênes, de l'Association canadienne de l'avalanche (ACA) et coordonnateur du projet de concertation sur la sécurité-avalanche au Québec.

Ce spécialiste des hautes montagnes de l'Ouest, natif de Montréal (il réside à Nelson, C.-B.) a été témoin de sa première avalanche en 1981... sur le Mont-Royal. «Une plaque de neige mouillée s'est subitement déglacée. J'ai eu peur». L'expert impute nombre d'accidents au manque de connaissances des adeptes de la montagne. Pour éviter le pire aux adeptes du hors-piste, randonneurs, motoneigistes et skieurs, l'ACA a élaboré des cours de sécurité-avalanche en collaboration avec l'ACAQ. Le but : dispenser des programmes de formation, de

sensibilisation et de recherche adaptées aux réalités géographiques du Québec.

Des formations pratiques sur les risques d'avalanches par le Cours d'introduction en sécurité-avalanche sont prévues à Montréal du 6 au 9 février, Québec les 15 et 16 février et au Gîte du mont Albert, en Gaspésie, les 27 février et 5 mars. Suivront au même endroit du 20 au 23 février un cours de recherche et sauvetage et le cours technique et professionnel du 26 février au 4 mars. Du 8 au 11 mars et du 15 au 18 mars, aussi dans les Chic-Chocs, un cours avancé en sécurité-avalanche est proposé avant le dernier Cours d'introduction en sécurité-avalanche, les 22 et 23 mars.

«Ces cours s'adressent à quiconque fait du hors-piste en montagne», estime Jean-François Dubé (418) 763-5252 qui dispense aussi des cours de sensibilisation aux risques d'avalanches auprès des étudiants du primaire à l'université. Pour autres informations et inscriptions aux cours proposés, les intéressés communiquent avec le Centre d'avalanche de la Haute-Gaspésie, 464, boulevard Sainte-Anne Ouest, Sainte-Anne-des-Monts, QC, G4V 1T5 (418) 763-7791, www.centreavalanche.qc.ca. Les autres partenaires de ces programmes sont Parcs Canada, la SQ, Environnement Canada, Search and Rescue-Recherche et Sauvetage.

EN BREF

Traversée des Laurentides

■ PARC DE LA GASPÉSIE — Quatre-vingt-dix skieurs de fond entameront demain la Traversée des Laurentides en Gaspésie, un périple de six jours, couvrant 350 kilomètres, avec un départ au gîte du mont Albert et une arrivée, vers 15h le vendredi 31 janvier, à Gaspé, près du centre-ville. Des arrêts d'étapes sont prévus à Murdochville, au pavillon de la rivière Saint-Jean, à Douglstown, à Coin-du-Banc, près de Percé, à Cap-aux-Os, aux portes du parc Forillon, et à Gaspé. À Murdochville, un hommage sera rendu aux mineurs ayant travaillé dans cette localité qui a vécu pendant 50 ans de l'extraction du minerai et de la métallurgie. Trente personnes dormiront d'ailleurs dans la galerie Miller, sous terre, dans la nuit du 26 au 27 janvier. La comédienne Isabel Richer, la «louve» dans la série télévisée *L'ombre de l'épervier*, tournée en Gaspésie il y a cinq ans, a accepté d'agir à titre de porte-parole de l'événement. G.G.

La terre tremble en Basse-Côte-Nord

■ SEPT-ÎLES — La terre a tremblé, jeudi matin, dans la région de Harrington Harbour et de La Tabatière, en Basse-Côte-Nord. Une secousse, dont la magnitude était de 3,6 sur l'échelle de Richter. Il y a également eu une réplique 10 minutes plus tard. L'épicentre de ce tremblement de terre était situé dans le golfe Saint-Laurent où les tremblements de terre ne sont pas rares. L'an passé, 22 secousses ont été enregistrées par les sismographes de la Côte-Nord et de la Rive-Sud. S.T.

Fraudes au vidéo poker

■ BAIE-COMEAU — À la suite d'événements qui se sont déroulés la semaine dernière, la SQ de la MRC Manicouagan enquête sur cinq dossiers de fraude sur des machines vidéo poker. Dans la nuit du 16 janvier, des individus sont débarqués dans des bars de Baie-Comeau pour s'adonner aux dites machines. Après avoir joué quelque temps, ils ont présenté à la serveuse un coupon de remboursement identique à ceux émis réellement par l'appareil en cas de gain, afin de réclamer le montant. Les lascaras auraient fraudé pour environ 4000\$ selon la SQ. C'est lorsqu'un des hommes s'est présenté une deuxième fois avec un coupon qu'un employé d'un bar a constaté qu'il était faux. Il a immédiatement appelé les policiers pendant que les suspects s'enfuyaient. La SQ recommande aux propriétaires de bars qui possèdent des vidéos poker de bien vérifier les coupons de remboursement en s'assurant que le montant indiqué correspond à celui affiché par la machine, ainsi que l'heure et la date du gain. S.P.

Délit de fuite mortel

■ NEW-CARLISLE — Un homme de Paspébiac, Eddy Lebrasseur, 25 ans, a comparu hier au palais de justice de New Carlisle pour répondre à une accusation de délit de fuite ayant causé la mort, à la suite d'un accident survenu jeudi soir. Rita Grenier, 72 ans, de Hope, près de Paspébiac, qui était sourde et muette, a été happée mortellement alors qu'elle marchait, près de chez elle, en bordure du 276, chemin

ENVIRONNEMENT CANADA

Aucun bureau météo ne fermerait ses portes

Les syndicats réclament des éclaircissements sur l'usage qu'on en fera

CARL THERIAULT

Collaboration spéciale

■ RIMOUSKI — Un mémo interne d'Environnement Canada destiné aux porte-parole de ce ministère indique maintenant qu'aucun des 14 bureaux météorologiques et environnementaux d'Environnement Canada répartis sur le territoire canadien ne fermerait ses portes.

Une réorganisation du personnel sans perte d'emploi mais incluant des déménagements serait toutefois enclenchée, peut-on lire dans cette note datée du 20 janvier 2003. Au Québec, il y a des bureaux de prévisions météorologiques et environnementales à Montréal, Québec et Rimouski.

La vocation de plusieurs bureaux serait modifiée. Celui de Rimouski passerait d'une vingtaine à six ou sept employés avec comme mission possible de donner du support au site Web et aux instituts de recherches maritimes de la région de Rimouski—Mont-Joli, selon les derniers scénarios qui circulaient ces dernières semaines dans les officines du ministère.

«Il y avait un plan de fermeture qui a rencontré une vive opposition. Ce que je vois maintenant en soutenant qu'on ne ferme plus aucun bureau me laisse songeur. On dirait qu'il y a de l'improvisation après avoir parlé de ramener le nombre de bureaux de 14 à cinq, puis à huit avec trois bureaux satellites. J'ai un peu de difficulté à suivre», selon Daniel Dubé, président de la section locale 10 714 de l'Alliance canadienne de la fonction publique.

À Rimouski, le délégué syndicat de

l'Institut professionnel canadien (syndicat indépendant), Gilles Ratté, s'interroge si la nouvelle attitude du ministère ne vise pas plutôt à «calmer le jeu» laissant dans l'ombre la vocation de chacun de ses bureaux.

«Il est important de savoir quelle sera la nature du travail de chaque bureau pour voir s'il n'y aura pas des coquilles vides. Je ne serais pas surpris qu'on ne puisse avoir cette information la semaine prochaine alors qu'Environnement Canada annoncerait ses intentions.»

Au service des relations avec les médias d'Environnement Canada, Suzanne Meunier, n'a pu être jointe pour préciser les intentions du ministère.

Le bureau de Rimouski avait été mis sur pied en 1995 à la suite de la fusion des bureaux de Baie-Comeau et de Sept-Îles. La perte salariale annuelle pour le milieu commercial rimouskois, dans le cas d'une fermeture, est estimée à au moins un million\$.

La députée bloquiste de Québec, M^{me} Christiane Gagnon a promis hier de soumettre la question lors de la reprise des travaux aux Communes la semaine prochaine, disant qu'il fallait demeurer vigilant dans ce dossier.

Mort seul au travail

STEEVE PARADIS

Collaboration spéciale

■ POINTE-LEBEL — Un homme de 53 ans de Baie-Comeau, Raynald Couillard, a perdu la vie mercredi soir dans une résidence de Pointe-Lebel où il se trouvait seul. Il s'agit d'un tragique accident de travail.

C'est l'épouse de l'homme, qui s'inquiétait de ne pas le voir revenir à la maison pour le souper, qui a découvert son corps inanimé dans le sous-sol d'une résidence d'été de la rue Chouinard. Les policiers ont été avisés vers 19h30. M. Couillard, un plâtrier à l'emploi d'une entreprise de rénovation de Baie-Comeau, se trouvait à cet endroit afin d'y réaliser des travaux.

D'après les premières constatations, l'échelle dans laquelle se trouvait le quinquagénaire aurait glissé dans les escaliers, où elle était installée. L'homme aurait fait une chute de deux mètres en plus de celle dans les escaliers. Le plancher du sous-sol est en béton.

Le coroner Arnaud Samson a indiqué que l'autopsie conduite à l'Institut de médecine légale de Montréal, hier, a révélé que M. Couillard est décédé d'une perforation du cœur causée par une fracture du thorax, fracture ayant été causée par la chute.

Le D^r Samson avait confié l'autopsie à l'établissement montréalais, comme c'est le cas lors d'accidents de travail. L'autopsie a notamment permis de déterminer que M. Couillard n'a pas été victime d'un infarctus avant sa chute fatale.

La CSST de la Côte-Nord mène également une enquête sur les causes qui ont conduit à cet accident. Selon la porte-parole de la direction régionale, Louise Bertrand, deux inspecteurs ont été dépêchés sur les lieux jeudi matin pour constater la scène. La CSST, qui rend maintenant public ses rapports, peut prendre «de quelques semaines à quelques mois» avant de publier les résultats d'enquête.

Saisie de 210 000\$ de stupéfiants

■ BAIE-COMEAU — Les policiers de la SQ de la MRC Manicouagan ont arrêté hier à Baie-Comeau deux individus du Labrador en possession de près de 210 000\$ de stupéfiants.

Les deux hommes de 52 et 43 ans étaient à bord de leur véhicule, garé dans le stationnement d'un commerce de pièces d'autos du boulevard Lasalle lorsque l'escouade du crime organisé les a interceptés. Dans l'auto se trouvait plus de huit kilos de marijuana

et 423 grammes de cocaïne.

Selon les policiers, les individus s'approprièrent à reprendre la route 389 pour rentrer au Labrador.

C'est une information du public qui a amené les policiers à frapper.

Les suspects demeurent incarcérés pour la fin de semaine et comparaitront lundi au palais de justice de Baie-Comeau pour répondre d'accusations de possession de stupéfiants • en vue d'en faire le trafic. S.P.

GAGNANTS SUR TOUTE LA LIGNE.

1,9%
DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 36 MOIS^{*}
PLUS

AUCUN PAIEMENT AVANT 90 JOURS^{**}



« La voiture de l'année »

Le Guide de l'auto 2002, Jacques Duval

Meilleur achat
Carguide 2003



Mazda Protegé 2003

• Moteur 4 cyl. de 2 L à DACT et 130 ch • Roues redessinées de 16 po en alliage • Boîte automatique avec mode *sport* en option • Freins assistés à disque aux 4 roues • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Radio AM/FM avec lecteur de CD, 4 haut-parleurs, 2 haut-parleurs d'aigus • Groupe GFX • Climatiseur en option • Régulateur de vitesse • Banquette arrière à dossier 60-40 rabattable • Phares antibrouillards de type sport • Télédéverrouillage • Serrures, glaces et rétroviseurs à commande électrique • Toit ouvrant à commande électrique en option • Volant et pommeau de levier de vitesse gainés de cuir

Les Protégé et Protégé 5 : « Le meilleur achat de leur catégorie » Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

Les plus vendues au Québec depuis 2 ans.*

vroum-vroum



Mazda Protegé ES GT 2003

• Moteur 4 cyl. de 2 L à DACT et 130 ch • Nouvelle boîte automatique avec mode *sport* en option • Roues redessinées de 16 po en alliage • Freins antiblocage à disque aux 4 roues avec système de répartition de freinage électronique • Climatiseur • Radio AM/FM avec lecteur de CD, 4 haut-parleurs, 2 haut-parleurs d'aigus • Toit ouvrant à commande électrique • Becquet arrière de couleur caisse • Phares antibrouillards • Télédéverrouillage • Régulateur de vitesse • Serrures, glaces et rétroviseurs à commande électrique • Volant et pommeau de levier de vitesse gainés de cuir

Meilleur achat
Carguide 2003



CHOIX #1
Magazine Car & Driver^{**}

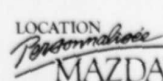


NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.
GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



mazda

www.mazda.ca



INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

*Rapports de l'ATAC 2001 et 2002. **Magazine Car & Driver 2002

[†]Financement consenti aux particuliers par l'entremise de la Banque de Nouvelle-Écosse. Sur approbation du crédit. Autres taux de financement disponibles. ^{**}L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 90 jours » s'applique au financement à l'achat de toutes les Mazda 2003 neuves et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reporté de 3 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 90 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devront être payés en fonction du terme prévu au contrat. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) en sus.

Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offre d'une durée limitée à compter du 25 janvier 2003.